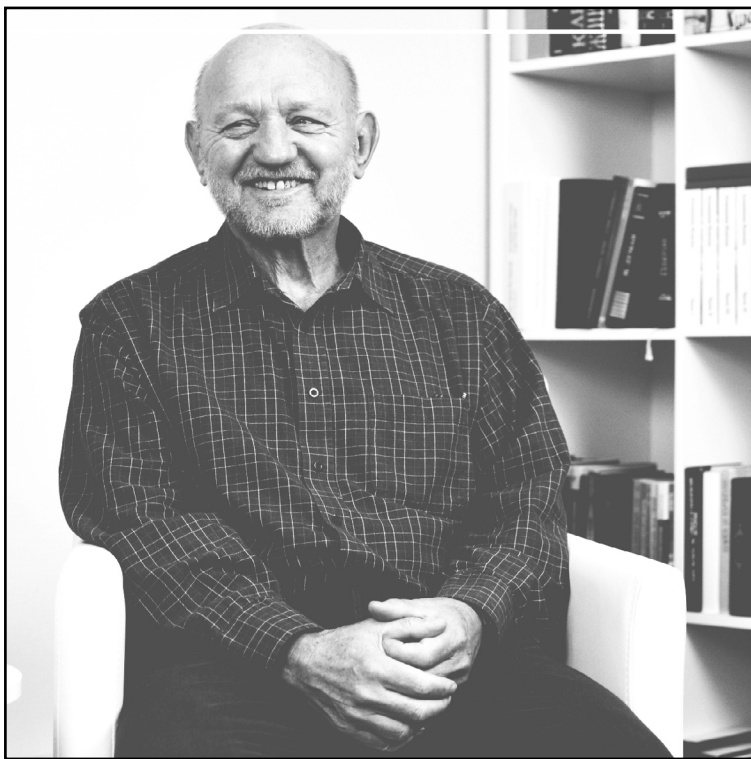


Marko Bojcun

(1951-2023)



Un marxiste ukrainien

Table des matières

Solidarité, humanisme, socialisme : à la mémoire
de Marko Bocjun, Denis Pilash 3

«Nous sommes passés du nationalisme ukrainien
au socialisme radical, certains d'entre nous au
trotskisme» 11

Approches de l'étude de la révolution
ukrainienne 22

Trotski ukrainien 46

Les causes de la crise ukrainienne 52

Stratégie de développement et régime
d'accumulation : le retour du capitalisme en
Ukraine 81

Le mouvement ouvrier va inévitablement
renaitre en Ukraine 112

Solidarité, humanisme, socialisme : à la mémoire de Marko Bocjun¹

Denis Pilash

Le 11 mars 2023, un ami et camarade de notre collectif, Marko Bocjun, économiste politique et politologue, chercheur en histoire du mouvement ouvrier, et militant des mouvements de gauche et de solidarité avec l'Ukraine, est décédé. Il ne serait pas exagéré de dire que Marko a joué un rôle irremplaçable en veillant à ce que le feu de la gauche ukrainienne ne s'éteigne pas et perdure, à travers les cercles d'émigrants et de dissidents, jusqu'à notre époque dans l'Ukraine indépendante.

Au terme des 72 années de sa vie, il a été gravement atteint d'un cancer, mais jusqu'à la fin, il a continué à travailler et n'a pas perdu l'optimisme de sa volonté d'en faire le plus possible. Il avait

récemment mis à jour son magnum opus, basé sur sa thèse de doctorat de 1985 («Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine : 1880-1920»), en tenant compte de sources auparavant indisponibles et de nouvelles recherches, élargissant considérablement le contenu du livre.

Ce travail a d'abord été publié en ukrainien puis en anglais (*The Workers' Movement and the National Question in Ukraine*, collection Matérialisme historique, 2021, Brill). Il s'agit d'une étude fondamentale des transformations sociales dans l'Ukraine du Dniepr au tournant du siècle, de la formation des consciences nationales et de classe, de l'émergence de nombreux partis socialistes, tournant autour de la question clé – la relation entre les tâches de libération à la veille et au lendemain de la révolution ukrainienne.

Mais le plus important pour Marko était sans doute sa participation active au réseau de solidarité avec l'Ukraine, Ukraine Solidarity Campaign (USC) de la gauche britannique et des syndicats. Il a été rejoint par de nombreuses personnes, à commencer par l'historien de la gauche ukrainienne

1. Publié par [Commons](#), 14 mars 2023. Ce recueil de textes a été traduit par Patrick Le Tréhondat.

Chris Ford et le célèbre député travailliste John McDonnell, mais cela n'aurait pas été possible sans Marko. Depuis sa création, pendant près d'une décennie, USC a essayé de tout faire pour faire connaître à l'étranger la vérité sur les événements en Ukraine et soutenir nos mouvements à la base.

Grâce à la campagne, et à Marko, la lutte pour leurs droits des mineurs de Kryvyi Rih ou des chauffeurs de trolleybus de Kureniv a été entendue même au Parlement britannique. Il était tout aussi important de contrer les stéréotypes, de la désinformation et les justifications de l'agression de Poutine que les forces stalinienne et d'autres forces conservatrices à gauche étaient prêtes à répandre. Ainsi, Marko écrivait et parlait régulièrement, participait à des débats et à des événements en ligne. Depuis l'invasion à grande échelle, malgré sa maladie, il a redoublé d'efforts pour expliquer à la gauche occidentale les dangers de l'impérialisme russe, l'histoire de l'Europe de l'Est et son présent, et pour développer un soutien au peuple ukrainien.

Marko Bojcun est né en Australie, a étudié au Canada et a ensuite vécu en Grande-Bretagne, et dès que cela est devenu possible à l'époque de la «perestroïka», il s'est constamment rendu en

Ukraine. Au cours de la célèbre année 1968, sa famille a déménagé d'une ville située à la périphérie de la forêt australienne, où ses parents travaillaient dans une ferme, sur une voie ferrée et dans une usine, pour une grande ville canadienne, passant d'une température ambiante de +40 degrés à -20- degrés.

Mais un changement important s'est également opéré dans l'environnement politique : d'une petite communauté fermée de la diaspora (les parents de Marko se sont rencontrés dans un camp de réfugiés : la mère a été déportée par les Allemands de Tchécoslovaquie, et son mari avait auparavant combattu aux côtés des nazis dans la division SS Galicie – il est difficile d'imaginer quelque chose de plus éloigné des futurs choix politiques de Marko ; cependant, lorsque le père de Marko devra plus tard se justifier de son fils de gauche devant l'OUN bandériste, il ne sera pas d'accord et le paiera de son travail dans leur journal.

Marko appartenait à la génération de jeunes dont l'éveil politique a eu lieu dans le sillage du radicalisme en 1968 – manifestations étudiantes et grèves ouvrières en Europe et au-delà, mouvements anti-guerre et des droits civiques aux États-Unis, révolution de la contre-culture,

recherche de « socialisme à visage humain » opposant les modèles capitaliste occidental et bureaucratique soviétique des deux côtés du « rideau de fer », incarné par le Printemps de Prague, écrasé par les chars soviétiques.

Ainsi, contrairement au nationalisme conservateur de leurs parents, ces Ukrainiens nés dans l'émigration sont passés au socialisme radical ou à l'anarchisme, s'inscrivant dans la vague mondiale de la « nouvelle gauche ». Dans le cas de Marko, c'était le trotskysme de la Quatrième Internationale réunifiée (dont le théoricien était Ernest Mandel, un associé de Roman Rozdolsky – au moment où ce dernier mourut en 1967, il était probablement le marxiste ukrainien le plus célèbre au monde), ainsi que le courant de l'humanisme marxiste (Marko a fait partie de la section canadienne de l'Internationale jusqu'en 1982, date à laquelle cette organisation locale n'a pas condamné sans équivoque l'intervention soviétique en Afghanistan).

La gauche de la diaspora devait simultanément lutter contre la domination de la droite dans la diaspora ukrainienne et contre les illusions prosoviétiques dans la gauche occidentale. Marko l'a décrit de manière vivante dans un article pour openDemocracy .

Ce problème est redevenu pertinent pour la gauche ukrainienne après le début de la guerre dans le Donbass en 2014, et particulièrement après le début de la guerre russo-ukrainienne à grande échelle en 2022, lorsqu'il s'est avéré que de nombreux gauchistes occidentaux refusaient toute solidarité avec les victimes de l'agression impérialiste, à moins qu'elles ne soient occidentales.

Bon nombre des jeunes de gauche de cette époque au Canada sont devenus des représentants éminents de l'intelligentsia ukrainienne — John-Paul Khimka, Bohdan Kravchenko, Myroslav Shkandriy, Roman Senkus — mais il semble que seul Bocjun soit resté dans l'activisme de gauche jusqu'à la fin (il y avait, cependant, Halyna Freeland, membre du Nouveau Parti démocratique, la défunte mère du ministre). Marko a évoqué en détail dans une longue interview pour *Commons* cette époque, ses proches et ses contacts avec des hauts responsables de la gauche de la diaspora (et avec humour, par exemple l'image de l'imposant vieux combattant Maistrenko, qui même dans les années 1970 portait une cape, qu'il avait obtenue, peut-être, à l'époque des luttes post-révolutionnaires).

Leur mouvement étudiant radical de gauche accordait beaucoup d'attention au soutien des droits des minorités ethnoculturelles et de la population canadienne-française, ainsi qu'à l'internationalisme et à la solidarité internationale. La première action de Marko a été un rassemblement devant le consulat américain à Toronto contre la fusillade de 1970 contre les manifestants contre la guerre du Vietnam à l'Université de Kent (il est intéressant de noter que parmi les initiateurs du mouvement anti-guerre dans le Kent se trouvait un autre futur ami de l'Ukraine, Bill Artrell, qui, en raison du Maïdan, a consacré à notre peuple les dernières années de sa vie, qui s'est tragiquement terminée l'année dernière dans un accident de la route).

Bientôt, Marko fonda lui-même les premiers comités de solidarité avec les prisonniers politiques ukrainiens au Canada et organisa une grève de la faim d'étudiants ukrainiens-canadiens contre les répressions de 1972 en RSS d'Ukraine, lorsqu'une vague d'arrestations toucha presque tous les dissidents ukrainiens bien connus, en particulier Vasyl Stus, Leonid Plyushch, Danylo Shumuk, Ivan Dzyuba, qui avaient alors critiqué le système à partir de positions démocratiques de gauche. À la

suite de cette grève de la faim, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau lui-même a dû négocier avec des étudiants et soulever la question des prisonniers politiques lors d'une réunion avec son collègue soviétique Alexis Kossyguine.

Au cours de la décennie qui a suivi 1975, Bojcun a été parmi les créateurs et auteurs du magazine *Діалог* (Dialogue) avec des articles sur l'Ukraine, des analyses critiques, des entretiens avec des participants du mouvement de libération), qui a été illégalement acheminé en Europe de l'Est post-soviétique, toute une littérature interdite (en particulier les classiques marxistes antistaliniens, les nouveautés de la pensée de gauche et les pamphlets révolutionnaires). Le slogan du magazine, «Pour le socialisme et la démocratie dans l'Ukraine indépendante», est resté avec Bojcun jusqu'à la fin.

Il est devenu un pionnier de l'enseignement et de la recherche des études ukrainiennes (qui, avant lui, relevaient des études russes) dans les universités britanniques en sciences politiques et en histoire – d'abord à l'École d'études slaves et est-européennes de l'Université de Londres, puis au Ukrainian Studies Centre de la London Metropolitan University, qu'il a créé (un fait malheureux

a été que l'un des premiers étudiants de Marko à se rendre à Saint-Petersbourg et à Kyiv pour une année d'études a été victime du racisme de la police parce qu'il était originaire de l'Érythrée).

En tant que spécialiste de la langue ukrainienne, les opérateurs de télévision britanniques ont impliqué Bocjun dans le tournage de documentaires en Ukraine en reconstruction – par exemple, sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (le film «Children of Chernobyl» qu'il a tourné avec Anatoly Artemenko a reçu des prix internationaux ; le premier livre qu'il a co-écrit était également consacré à ce même sujet, la catastrophe de Tchernobyl), les fouilles des tombes des victimes du NKVD à Lviv ou le mouvement populaire et les premières élections libres.

Il a donc eu l'occasion d'interviewer les dirigeants du parti, Kravchuk et Ivashko, mais il était plus intéressé de rendre visite aux dissidents – de l'archevêque de l'Église grecque-catholique ukrainienne (UGCC) Volodymyr Sterniuk, qui était assigné à résidence, à certains sociaux-démocrates de Lviv, qui l'ont conduit à Vyacheslav Chornovol, hippie-anarchiste et aux mineurs grévistes. Mais aussi communiquer avec des gens ordinaires, les

histoires singulières de leur vie de plusieurs d'entre eux forment la base de son livre *East of the Wall*.

Dans l'Ukraine indépendante, il a essayé d'aider activement à la fois au niveau officiel en donnant des conseils sur les questions de politique européenne et d'intégration (en particulier, il a mis en garde les fonctionnaires contre un enthousiasme insensé pour le libre-échange et a proposé une position proactive sur l'exportation de produits ukrainiens vers les marchés de l'UE), et plus encore sur le terrain par l'analyse et la critique du capitalisme oligarchique et du cours néolibéral, le soutien au mouvement syndical et à la jeune gauche ukrainienne, qui renaissait après avoir été détruite par la terreur stalinienne et diabolisée par le capitalisme sauvage. Il n'est pas étonnant que dans une interview au cours des premières années de la crise mondiale qui a duré à partir de 2008 (dont la version complète a été publiée par *Commons*), il s'est dit confiant dans la renaissance du mouvement ouvrier en Ukraine luttant pour de meilleurs salaires, la protection sociale et les droits politiques.

Marko a contribué à la sortie de quelques livres importants, par exemple, la première édition en Ukraine de *До хвилі* (À la vague) des «communistes

indépendants», Vasyl Shakhrai et Serhiy Mazlakh (édité par Andrii Zdorov), la réimpression de *Borotbisme* d'Ivan Maistrenko (l'un des premiers ouvrages qui a présenté aux lecteurs anglophones la révolution ukrainienne) et un ouvrage présentant les textes sur la question ukrainienne de Léon Trotski (probablement le seul homme politique connu au monde qui a défendu la revendication d'une Ukraine indépendante dans les années 1930), dont il a écrit la préface et est venu à Kyiv pour sa présentation. La perturbation de la présentation par des ultradroitiers agressifs, qui il y a encore plus de dix ans n'avaient d'autres arguments pour les dissidents que la force brute, a désagréablement impressionné Marko et son collègue historien ukrainien Yuriy Shapoval, qui devaient discuter du livre.

Marko Bojcun a personnellement participé à d'autres événements organisés par les nouveaux militants de gauche ukrainiens – par exemple, des séminaires de recherche du Centre pour la culture et la conférence «Crise économique ou crise du néolibéralisme ?» organisée par *Commons*. Son article «Approches de l'étude de la révolution ukrainienne» pour le *Journal of Ukrainian Studies* a permis de conceptualiser la place de

la révolution ukrainienne dans les processus révolutionnaires internationaux après 1917 et en même temps son identité, et son ouvrage *Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine* ont inspiré la jeune génération des chercheurs modernes de l'histoire révolutionnaire, comme Hanna Perekhoda.

Les travaux scientifiques de Marko sur des sujets «d'actualité» ont également permis de comprendre la genèse et les contradictions du capitalisme oligarchique post-soviétique. En particulier, dans l'article «Stratégie de développement et régime d'accumulation : le retour du capitalisme en Ukraine» publié dans le numéro imprimé n°7 de *Commons*, il décrit en détail la formation d'un régime d'accumulation de capital privé en Ukraine et le développement de la grande bourgeoisie sous la direction koutchmiste, l'échec des stratégies axées sur l'exportation et les tentatives de substitution des importations, la croissance de la dette et les résultats décevants des transformations du marché pour la population.

Ses articles sur l'Ukraine moderne, écrits pour un public étranger, n'étaient pas moins importants. Beaucoup d'entre eux ont été inclus *Towards a Political Economy of Ukraine : Selected Essays 1990-2015* (Ibidem, 2021). Ils

représentaient (contributions malheureusement encore trop rares) une perspective compétente et progressiste de la dynamique des processus politiques socio-économiques, électoraux, nationaux et dans notre pays et dans le monde. Contrairement aux schémas répandus parmi certains gauchistes occidentaux, qui ont remplacé l'approche de classe par les clichés de la «géopolitique», il a constamment mis l'accent sur la subjectivité inhérente des Ukrainiens et de tous les autres peuples, qui ne peut être effacée par les griffes de divers impérialistes.

Dans un autre article de *Commons*, «Les causes de la crise ukrainienne», Bocjun a été l'un des premiers à tenter une analyse approfondie des origines de l'effondrement du régime Ianoukovitch, l'explosion sociale sur le Maïdan en 2013-2014 et la confrontation subséquente non pas dans un cliché des contradictions «civilisationnelles», «nationales-culturelles», mais dans le contexte de la crise objective du type de capitalisme établi dans l'Ukraine post-soviétique. Et depuis le début de l'agression à grande échelle de l'année dernière, Marko, qui avait prévenu à l'avance de la renaissance de l'impérialisme russe, a régulièrement publié des comptes rendus pour la Campagne de

solidarité ukrainienne sur le déroulement de la guerre et la résistance ukrainienne.

Nous nous souviendrons de Marko comme il apparaît sur ses photos – avec un sourire éclatant qui rayonne d'humanité, et avec une volonté d'agir qu'il a toujours gardée malgré tout. Tous ceux qui ont eu la chance de le connaître se souviennent de lui comme d'une personne incroyablement sincère, amicale et aimable, avec un large éventail d'intérêts et de passe-temps. Qu'il suffise de mentionner qu'en plus des sciences politiques, de l'économie et de l'histoire, il était professionnellement engagé dans la culture du raisin et la vinification, étant le fondateur de la coopérative viticole Hawkwood Vineyard.

Pendant plus d'un demi-siècle, Marko Bocjun a défendu la vision d'une Ukraine libre, démocratique et socialiste, reprise par ses nouveaux camarades dès le nouveau millénaire. Sa solidarité immuable a donné une impulsion au mouvement ouvrier ukrainien et à d'autres mouvements progressistes. Oui, l'organisation de gauche Sotsialniy Rukh (Mouvement social) honore son défunt ami et l'un de ses enseignants : «Même maintenant, alors que notre indépendance est perçue comme un fait accompli, même alors, il était

l'un de ces personnes qui rappelait constamment au monde l'existence de l'Ukraine et sa lutte pour la liberté... Il a tout mis en œuvre pour que notre peuple reçoive tout le soutien nécessaire dans la lutte contre l'injustice et l'impérialisme, notamment lors de l'agression russe.» Afin d'assurer la victoire des travailleurs ukrainiens, Marko n'a cessé de «travailler pour notre cause commune jusqu'à la toute fin. Merci, camarade, pour ton travail, que tu n'as pas cessé jusqu'à la fin, et l'inspiration qui t'a portée sur le chemin de ta vie. Souvenir éternel.

«Nous sommes passés du nationalisme ukrainien au socialisme radical, certains d'entre nous au trotskisme»¹

Entretien avec Maxim Kazakov

Maksym Kazakov : Marko, en Ukraine, vous êtes connu comme un excellent analyste des questions contemporaines ukrainiennes –en matière de politique et de développement socio-économique. Aujourd’hui, vous êtes également connu en tant qu’historien, chercheur sur la classe ouvrière et la question nationale. Mais j’aimerais maintenant vous interroger sur votre vie et votre travail en tant qu’activiste social. Vous êtes né en Australie. Il y a eu plusieurs façons d’arriver dans la diaspora. Comment votre famille s’est-elle retrouvée en dehors de l’Ukraine ?

Marko Bojcun : Ma mère est partie en Allemagne depuis la Slovaquie pendant la guerre.

Ma mère et son père, Petro Kulchytskyi, ont fui le front, sont arrivés à pied en Tchécoslovaquie, d’où ils ont été déportés en Allemagne, où mon grand-père est mort, et ma mère s’est retrouvée dans un camp de réfugiés à la fin de la guerre. Mon père était membre de la division SS Galicie. À la fin de la guerre, il a été emprisonné. Puis il a été libéré et s’est retrouvé dans le même camp que ma mère. Ils se sont mariés, sont allés en Italie et, de l’Italie, ont embarqué pour l’Australie en 1949. Là, ils ont de nouveau été placés dans un camp, mais séparément : ma mère a été dans un camp, mon père a été envoyé pour construire un chemin de fer dans les montagnes. Ils ont vécu séparément pendant deux ans, puis se sont installés à Newcastle, où je suis né en 1951. Mon père a d’abord travaillé dans le chemin de fer, puis dans une aciérie. Ma mère a géré notre ferme : nous avons un peu de terre. J’ai grandi principalement dans les bois, à la périphérie de Newcastle. J’allais à l’école pieds nus presque toute l’année, jusqu’à ce qu’il fasse froid pendant quelques semaines. L’Australie est un pays chaud.

1. Publié par *Commons*, 13 décembre 2017.

C'est ainsi que j'ai grandi. La communauté ukrainienne en Australie était assez petite, environ 20 000 Ukrainiens dans tout le pays. À Newcastle, ils étaient environ 200. Mes parents ont joué un rôle actif dans la communauté : ils ont enseigné à l'école le samedi, construit une maison du peuple, puis l'église. Nous avons vécu en Australie pendant 20 ans, mais au sein d'une petite communauté. Mes parents ont décidé d'émigrer à nouveau, cette fois au Canada, où mon père avait des sœurs et des frères non loin de là, dans des États du nord des États-Unis. Ils voulaient se rapprocher de leur famille, appartenir à une communauté ukrainienne plus importante. Mes parents espéraient que leurs enfants deviendraient de meilleurs Ukrainiens s'ils voyaient ce que pouvait être une communauté plus grande. C'est ainsi que nous avons déménagé en 1968. Nous avons navigué de l'Australie au Canada. Lorsque nous avons quitté l'Australie, la température à Sydney était d'environ 40 °C, et lorsque nous avons traversé le Canada en train jusqu'à Toronto, la température était de -20 °C (rires). En trois semaines, nous sommes passés d'un pays semi-tropical à un pays semi-arctique.

MK : Vous avez déménagé aux États-Unis en 1968, au moment

où les manifestations étudiantes les plus massives avaient lieu aux États-Unis et où le mouvement afro-américain était à son apogée. En 1969, le légendaire festival de Woodstock a eu lieu. Avez-vous ressenti cet esprit des années 1960 en arrivant au Canada ?

MB : Je l'ai pleinement ressenti. J'ai quitté la forêt australienne pour l'Amérique du Nord et j'ai vécu dans une ville pour la première fois. La guerre du Viêt Nam était en cours et de nombreux jeunes hommes fuyaient vers le Canada pour éviter d'être enrôlés dans l'armée. Des étudiants de l'université de Kent ont été tués [par la Garde nationale]. Ma première participation à une action a été une manifestation devant le consulat américain de Toronto après le meurtre des étudiants de Kent. Ces années-là, la première génération d'immigrants ayant eu la possibilité d'étudier à l'université est née. J'ai donc rencontré des Ukrainiens-Canadiens à l'université et j'ai rapidement participé au mouvement étudiant ukrainien. Ce mouvement étudiant, ukraino-canadien, évoluait progressivement vers la gauche. En l'espace d'un an, nous sommes tous devenus socialistes, pour ainsi dire. Nous sommes passés d'une sorte d'acceptation ou d'accord

non critique avec le nationalisme ukrainien dans lequel nous avons été élevés... Ce n'était donc pas quelque chose que nous acceptions librement, nous avons été élevés dans cet esprit. Puis nous sommes passés du nationalisme ukrainien au socialisme radical, et certains d'entre nous sont passés au trotskisme. C'est ainsi que j'ai rejoint le mouvement trotskiste. Nous avons défendu les prisonniers politiques soviétiques, réclamé des droits pour les minorités ethniques et culturelles et participé à des mobilisations contre la guerre et pour l'autodétermination du peuple québécois. Mais ce qui se passait en Europe – Mai 1968 à Paris, l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en août de la même année – était aussi quelque chose de très prégnant dans notre conscience.

Nous avons suivi ces événements, le développement du mouvement dissident en Ukraine soviétique et les répressions de 1972. Cela a provoqué des manifestations. J'ai organisé une grève de la faim à Winnipeg, si je ne me trompe pas, en 1972. À l'époque, nous en avons interpellé le Premier ministre du Canada, Pierre Trudeau. Il a été contraint de négocier avec nous pour mettre fin à la grève de la faim. Trudeau a accepté que lorsque le Premier

ministre soviétique Kossyguine viendrait négocier avec lui, il soulèverait la question de la répression et des prisonniers politiques en Ukraine. Nous avons arrêté la grève de la faim. Il y a eu de telles mobilisations. Beaucoup d'entre nous se sont radicalisés et sont partis en Europe pour étudier dans des universités, notamment en Écosse. Bohdan Kravchenko a été le premier à s'y rendre et a ensuite fondé le magazine *Critique*, une publication anglophone très influente sur l'Europe centrale et orientale, l'histoire et la modernité.

À Londres, Glasgow et Paris, nous avons «recruté» des étudiants d'Amérique du Nord. En 1975, nous avons commencé une nouvelle action : la contrebande de littérature illégale vers l'Europe de l'Est pour soutenir les mouvements de résistance : ukrainien, tchèque, polonais et hongrois. Nous avons participé à l'organisation d'un réseau qui fournissait de la littérature illégale, des machines à écrire, du papier, diverses aides matérielles et toutes sortes de livres. Et en 1975, nous avons fondé le magazine *Діалог* (Dialogue). Au Canada, il existait également un magazine en anglais appelé *Meta*. Ces deux revues commentaient et participaient à des discussions sur la situation politique en Union

soviétique, en Europe de l'Est, en Afghanistan et sur le mouvement ouvrier Solidarność en Pologne. Ces sujets étaient au centre de notre attention.

Dans le mouvement trotskiste, j'ai participé au secrétariat international [4e internationale], dirigé par Ernest Mandel. Je l'ai quitté en 1982 parce que la section canadienne (où je vivais à l'époque) a pris une position ambivalente sur l'invasion soviétique de l'Afghanistan. J'ai considéré que c'était une honte et j'ai exigé le retrait immédiat des troupes [soviétiques].

MK : Comment l'ancienne génération de la diaspora ukrainienne vous a-t-elle influencé ?

MB : Nous étions amis avec eux. C'est la génération du Parti démocratique révolutionnaire ukrainien (PDRU), fondé dans les camps de personnes déplacées après la guerre. C'est la génération de *Vpered*, un journal socialiste radical publié par Vsevolod Holubnychyi, Roman Paladiychuk et Ivan Maistrenko. Nous avons rencontré ces personnes dans les années 1970, nous avons lu leurs œuvres, nous avons reçu d'eux des exemplaires de *Vpered* et nous avons essayé de poursuivre cette tradition, de la restaurer et de l'appliquer aux questions contemporaines. J'ai personnellement rencontré Ivan Maistrenko en

1975 à Munich. Il avait déjà 75 ans, mais il était très impressionnant. Il avait une moustache de cosaque – un vrai socialiste ukrainien. Lorsque nous sommes allés boire une bière, il a revêtu une cape en cuir qu'il avait apportée d'Ukraine. Cette cape datait probablement de la guerre civile. J'ai rencontré Vsevolod Holubnych à New York. Il a grandement influencé notre compréhension de l'histoire des mouvements révolutionnaires et du parti communiste ukrainien, du développement de l'Union soviétique, de l'économie de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la famine de 1932-1933. Nous avons beaucoup appris de lui sur ces sujets. C'était une personne unique, rare dans l'émigration ukrainienne, parce qu'il avait des positions marxistes. Il était en effet l'un des principaux chercheurs et dépassait dans son travail scientifique presque toutes les personnes qui avaient d'autres convictions politiques, y compris les nationalistes. Il était respecté bien au-delà de la communauté ukrainienne dans les cercles universitaires d'Amérique du Nord et d'Europe.

Il se trouve que les Américains, qui occupaient l'Allemagne de l'Ouest avec les Britanniques et les Français, n'ont pas permis à Ivan Maistrenko et, dans

un premier temps, à Vsevolod Holubnychyi d'émigrer en Amérique. Maistrenko était communiste et Vsevolod Holubnychyi était infirme. Mais Roman Paladiychuk, qui était également membre de ce mouvement de gauche, une petite communauté en Allemagne de l'Ouest, a pu s'installer au Canada. Ils étaient tous pauvres et n'avaient rien pour publier un journal. Mais Paladiychuk avait l'esprit d'entreprise et savait comment gagner de l'argent si nécessaire. Il a donc acheté du café d'Amérique du Sud au Canada, l'a envoyé par la poste à Munich, et là, le comité de rédaction du journal *Vpered* a divisé ce paquet en plusieurs petits paquets qu'il a vendus aux soldats américains et à d'autres habitants de Munich qui avaient les moyens de s'offrir du café naturel. Le produit de ces ventes leur a permis de financer leur journal pendant dix ans. Le journal a eu beaucoup de succès et a bénéficié d'une grande publicité.

MK : Comment la gauche ukrainienne était-elle organisée au Canada ?

MB : Le cercle de gauche était petit. Il y avait jusqu'à 50 membres qui coopéraient activement à la publication du magazine et à l'organisation de mobilisations, de grèves de la faim et de

manifestations, mais les actions que nous organisions étaient beaucoup plus nombreuses. Les premières manifestations à Ottawa en décembre 1970, à l'arrivée de Kossyguine, ont rassemblé jusqu'à 5 000 personnes. Nous avons invité un certain nombre de personnes de l'Union des étudiants ukrainiens au Canada, qui n'était pas une organisation politique, mais une communauté d'étudiants. Au milieu des années 70, elle comptait plusieurs milliers de membres. Si le noyau de la gauche était assez restreint, les idées de gauche étaient très populaires, ce qui se reflétait dans les journaux, les magazines tels que *Student*, *Meta*, etc. et dans le contenu des mobilisations. Cela a duré jusqu'au milieu ou à la fin des années 1970, puis il y a eu un long, très long déclin. La société en général est devenue beaucoup plus conservatrice. Les politiques néolibérales se sont imposées en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Le cercle de la gauche s'est rétréci et, en 1985, il était à peine visible. Quelques personnes essayaient encore de faire quelque chose ici et là. J'ai déménagé en Angleterre en 1985, j'y suis resté et j'ai commencé à publier un autre magazine intitulé *Ukraine Today*. Avec Jarko Koszew, nous avons publié deux numéros. L'explosion de la

centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986 a été suivie d'un dégel, de la perestroïka, de la glasnost, de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, et mener des activités de façon clandestine n'était plus nécessaire. Avec des personnes prêtes à le faire, nous pouvions agir plus ouvertement, voyager librement en Europe de l'Est et finalement en Union soviétique, contacter des personnes avec lesquelles nous essayions d'établir des relations depuis longtemps et les aider. C'est ainsi que nous en sommes arrivés aux années 1990. [...]

MK : Comment imaginiez-vous l'Ukraine soviétique ? Qu'est-ce que la RSS d'Ukraine représentait pour la diaspora ?

MB : Personnellement, j'ai été fortement influencé par Trotski et son ouvrage *La révolution trahie*. Je ne voyais pas l'Union soviétique comme un État ouvrier déformé, mais comme une dictature dans laquelle la bureaucratie, bien qu'elle n'ait pas de propriété privée, tenait l'économie et les leviers coercitifs de l'État entre ses mains, c'est-à-dire qu'elle les dominait. Nous considérions l'Union soviétique de ce moment comme une dictature stalinienne plus douce, parce que c'était l'ère post-Khrouchtchev, l'ère de Brejnev et de Kossyguine. Nous

pensions qu'elle était dominée non seulement par l'idéologie du stalinisme, une dictature à parti unique présentée comme le visage de la dictature du prolétariat, mais aussi par un parti chauvin grand-russe qui opprimait les peuples non russes de l'URSS, qui n'avaient aucun droit à l'autodétermination, si ce n'est sous des formes culturelles folkloriques. Le droit constitutionnel à l'autodétermination nationale n'était pas reconnu en pratique.

MK : Quand êtes-vous venu pour la première fois en RSS d'Ukraine et quelles ont été vos impressions ?

MB : Je suis arrivé pour la première fois au cours de l'été 1988 pris d'une grande peur. J'étais assis dans un avion et je regardais la frontière, je voyais des villages et des champs. J'ai réalisé que j'étais déjà arrivé en Ukraine. Je me suis dit : quand l'avion atterrira, je descendrai et j'embrasserai le sol. Je suis donc descendu de l'avion, et il y avait des gens avec des mitraillettes sur le tarmac ! Toute une rangée de soldats. Je me suis dit : « Je ne vais pas embrasser le sol devant eux ». J'ai attendu d'être arrivé au parc Taras Chevtchenko et c'est là que j'ai embrassé le sol. Je suis arrivée avec une certaine crainte, mais je transportais déjà de la littérature dans ma valise.

J'avais deux valises : dans l'une, je transportais des affaires pour ma famille, des bottes, des vêtements et un magnétophone. Cette valise m'a été volée à l'aéroport. Je ne l'ai jamais retrouvée. Dans la seconde valise, j'avais de la littérature clandestine. Je me suis beaucoup plaint qu'on m'ait volé la plus grande valise et que les gardes-frontières n'aient pas vérifié ce que j'avais dans la seconde. J'ai donc pu l'amener et j'ai pu distribuer son contenu aux gens d'ici. C'était ma première visite. Je m'y suis rendu avec un groupe de touristes. Nous nous sommes retrouvés à Lviv et je suis allé voir l'archevêque Sterniuk de l'UGCC [Église grecque-catholique ukrainienne], qui était assigné à résidence. Je lui ai rendu visite. Il n'a été libéré qu'un an plus tard. En 1989, lorsque je suis revenu en voiture de Hongrie, j'ai eu l'occasion de rencontrer Vyacheslav Chornovil, Bohdan Horyn, des représentants de divers groupes d'opposition qui avaient grandi à Lviv, Kyiv et dans d'autres villes. Toute l'atmosphère avait changé de manière significative. C'est à ce moment-là que j'ai vraiment commencé à communiquer avec les membres du mouvement. C'était déjà vers l'effondrement de l'URSS.

MK : Y avait-il un segment de gauche parmi les opposants que vous avez rencontrés en RSS d'Ukraine ? La dissidence a commencé par une critique de gauche du «socialisme réel», mais y avait-il encore des militants de gauche à cette époque ? Ou bien tout le monde était-il déjà devenu libéral et nationaliste ?

MB : Le spectre des convictions idéologiques était très large : des catholiques grecs, des baptistes, qui étaient également persécutés, aux nationalistes, aux démocrates, aux membres du parti communiste qui réclamaient ardemment des réformes, en passant par les défenseurs de la langue ukrainienne. J'ai rencontré quelques groupes de gauche à Lviv en 1989. L'un d'eux était un jeune groupe de sociaux-démocrates ukrainiens chargés d'assurer la sécurité des manifestations qui se déroulaient à Lviv. Il y avait d'énormes manifestations. Ses membres se promenaient avec des brassards et maintenaient l'ordre étaient de jeunes socialistes et sociaux-démocrates. C'était un groupe à part. Ils m'ont emmené voir Chornovil. Il aimait discuter avec eux, il les considérait comme des interlocuteurs intelligents. Je ne sais pas ce qu'ils sont devenus par la suite. Le deuxième groupe était dirigé par Oleh Olesevych, je

dirais le premier hippie de Lviv. Il portait les cheveux longs et la police l'attrapait constamment par les cheveux. Il a organisé le USSR-USA Trust Group, qui prônait le désarmement. Ils avaient profité de la lutte pour le désarmement nucléaire mondial pour établir des liens et communiquer avec des personnes partageant les mêmes idées dans les pays occidentaux. Il s'agissait de pacifistes et de militants de gauche sincères. Il y avait de tels groupes à Moscou, à Leningrad et peut-être à Kyiv. Un groupe très influent s'appelait Memorial. Je ne dirais pas qu'ils étaient de gauche, mais c'étaient des démocrates cohérents, des antistaliniens. Le mouvement de la perestroïka comprenait de nombreux membres du parti communiste issus de ses strates inférieures. [...]

MK : À Londres, vous êtes devenu l'un des pionniers des études ukrainiennes dans ces années-là. Vous avez été le premier.

MB : J'ai enseigné les sciences politiques et l'histoire de l'Ukraine à la School of Slavic and East European Studies de l'université de Londres depuis 1991. Pourquoi ai-je été le premier à le faire ? Jusqu'en 1991, le gouvernement britannique n'autorisait pas les universités à étudier l'histoire et

les traditions locales des différents peuples de l'URSS. Tout cela relevait des études russes, ou de l'étude de l'Union soviétique. Ils ne voulaient pas offenser les dirigeants soviétiques en accordant une attention particulière à l'Ukraine, à la Géorgie, à la Lituanie, etc. Et en 1991, lorsqu'il est devenu évident que tout s'écroulait, l'étude de l'histoire et de la science politique des différentes républiques de l'Union soviétique a commencé. J'ai été le premier à enseigner spécifiquement l'Ukraine. En 1993, j'ai déménagé à la London Metropolitan University, où j'ai décidé de créer un centre qui étudierait le développement futur de l'économie, de la politique et des relations internationales d'une Ukraine indépendante, et qui faciliterait les liens entre les chercheurs et les étudiants d'Ukraine et du Royaume-Uni. J'ai organisé un programme de bourses pour les étudiants ukrainiens. Ils venaient chez nous pour certaines périodes afin d'étudier et de mener leurs propres recherches. Ce programme a duré plusieurs années – j'ai trouvé l'argent nécessaire. J'ai également organisé des projets de coopération entre des universités européennes et ukrainiennes dans le domaine de l'intégration européenne – les relations entre l'Ukraine et l'UE, les aspirations

de l'Ukraine à rejoindre l'UE. J'ai organisé plusieurs projets de ce type au cours des années 1990. [...]

MK : Dans les années 1970 et 1980, les communistes ouverts et les marxistes étaient les chefs de file de la vie intellectuelle au Royaume-Uni. Que pensez-vous de l'état actuel de la gauche marxiste ?

MB : Je ne peux pas dire grand-chose sur les universités car je n'y travaille plus. Bien sûr, il y a encore des marxistes de ma génération qui travaillent dans différentes disciplines. Mais ce qui est plus intéressant, c'est que l'ère des partis communistes et du mouvement communiste, qui a commencé en 1917, est terminée dans la société. Les jeunes générations sont confrontées à la tâche d'inventer une nouvelle voie, un nouveau langage et une nouvelle forme d'activité pour poursuivre les mêmes idéaux et objectifs que le mouvement communiste a poursuivis dans le passé, lorsqu'il était véritablement révolutionnaire, progressiste et égalitaire, plutôt que stalinien et dégénéré. Nous sommes confrontés à de nouveaux défis pour renouveler et rafraîchir cet esprit et cette volonté d'émancipation. Cela nécessite un nouveau langage, de nouvelles formes d'activité. Cela se

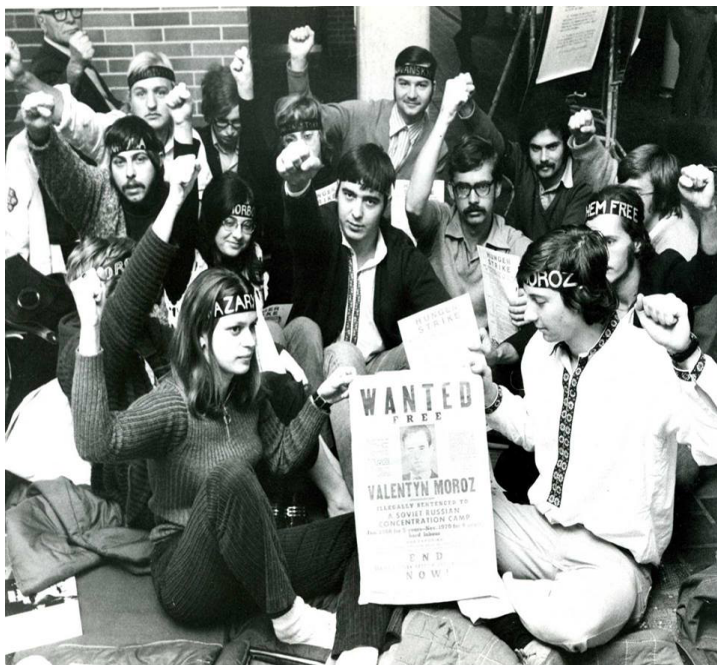
manifeste déjà au niveau de nouveaux mouvements sociaux, de petites initiatives qui commencent à défendre les droits des réfugiés et des migrants, à défendre notre système de santé, qui est soumis à une forte pression de privatisation, et sur diverses questions de solidarité internationale et de mouvements de libération. Ces nouveaux mouvements sociaux et initiatives de solidarité sont actifs et se reflètent dans le renouveau du parti travailliste, qui a déjà gagné plus d'un demi-million de membres. Il s'agit principalement de jeunes qui cherchent un moyen de s'exprimer, de devenir politiquement actifs. Nous en sommes aujourd'hui à la phase initiale.

MK : Que fait la campagne de solidarité avec l'Ukraine ?

MB : Ce mouvement est apparu en 2014, après la prise de la Crimée par la Russie. Il comprend des syndicalistes, des militants du parti travailliste, divers groupes de gauche et des personnes non affiliées. Nos principes : nous défendons les droits démocratiques et l'autodétermination nationale de l'Ukraine ; nous sommes contre l'impérialisme russe et occidental. Nous défendons les syndicalistes, les démocrates et les militants des mouvements sociaux, et nous essayons à Londres de faire connaître leur sort et de les

défendre. Nous avons également pour tâche de critiquer les courants pro- Poutine dans la gauche, qui sont très forts, je dirais même dominants en Europe occidentale — en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne. Il est très regrettable que les soi-disant mouvements de gauche assimilent le soutien à l'État de Poutine à l'image progressiste de la Russie. Ils pensent que leur défense de l'État russe et leur opposition à l'impérialisme américain sont progressistes. Ils ne voient pas en profondeur comment les personnes de bonne volonté sont persécutées en Russie et en Ukraine, c'est pourquoi nous essayons d'éclairer sur la situation.

MK : Merci, Marko.



La grève de la faim des étudiants ukrainiens canadiens en 1972. À gauche dans la dernière rangée Marko Bocjun.

Approches de l'étude de la révolution ukrainienne¹

Vladyslav Verstiuk a soulevé plusieurs questions importantes concernant l'étude de la révolution ukrainienne de 1917-21, notamment sa place dans l'histoire européenne, la relation entre ses dimensions nationales et sociales, et les éléments permettant de juger si elle a réussi ou échoué à atteindre ses objectifs². Je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée d'aborder ces questions, qui sont au cœur de ma propre étude de la période³. Ma contribution ici explore un certain nombre d'approches conceptuelles qui, à mon avis, sont utiles pour analyser la révolution à son épiscentre, dans les neuf gubernias ukrainiens

[unités territoriales administratives] de l'Empire russe.

La place de la révolution dans l'histoire européenne et continentale

Verstiuk parle de la nécessité de situer la révolution ukrainienne dans un contexte géographique et temporel plus large. Reprenant le schéma de formation nationale de Miroslav Hroch, considérant sa pertinence pour l'histoire contemporaine de l'Ukraine, et notant également les limites du schéma, il a essayé de montrer comment l'évolution de l'Ukraine a fait partie d'un processus européen. Je suis tout à fait d'accord avec cette approche, mais j'ai le sentiment que le contexte de la formation nationale de l'Ukraine est encore plus large, puisqu'il englobe l'Asie et l'Europe.

La révolution ukrainienne marque un point temporel et géographique sur la voie d'un vaste changement historique qui a balayé le continent européen et asiatique au cours des deux cents dernières années. Il est difficile de donner un nom à ce changement complexe, mais il trace néanmoins un chemin assez discernable dans

1. *Journal of Ukrainian Studies*, summer 1999.

2. Voir "Conceptual Issues in Studying the History of the Ukrainian Revolution" dans le même numéro de *Journal of Ukrainian Studies*.

3. «The Working Class and the National Question in Ukraine: 1880-1920», thèse de doctorat, York University (Toronto), 1985, publié en 2023 aux éditions Drill, collection Historical Materialism Book Series, Leiden, Pays-Bas. Cet ouvrage est téléchargeable en ukrainien à l'adresse suivante : <https://rosalux.org.ua/images/bojcun-book-2021.pdf>

le temps et l'espace. Sa progression sur le continent est marquée par la désintégration des sociétés traditionnelles, par des bouleversements révolutionnaires et par l'apparition de nouveaux États en voie de modernisation. Balayant l'Europe occidentale à la fin du 18^e siècle après les révolutions anglaise et française, ce changement complexe passe en Europe centrale avec les révolutions de 1848-1849 et arrive dans l'Empire russe en 1917. Il se déplace ensuite vers l'est en Chine dans les années 1930 et 1940, se tourne vers l'Indochine et le sous-continent indien après la Seconde Guerre mondiale, et revient vers l'ouest sous le ventre de l'Union soviétique en passant par le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak et le Kurdistan dans les années 1960, 1970 et 1980. La désintégration du bloc soviétique dans les années 1980 amplifie son chemin vers l'Europe. Il arrive finalement en Yougoslavie et en Albanie. Sur la carte temporelle et géographique, ce processus de changement peut être comparé à une énorme faille qui ouvre une société après l'autre en serpentant à travers le nord du continent, en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre, puis en revenant par le sud de l'Asie vers le Moyen-Orient, l'Union soviétique et les Balkans à la fin du siècle.

Ce vaste processus d'évolution historique sur deux siècles est alimenté par la montée du capitalisme en Europe occidentale et centrale, sa pénétration vers l'est dans le reste du continent (et du monde) sous la forme d'un nouveau type d'impérialisme, et de réponse à la pénétration impérialiste. Le processus qui se développe entre la fin du 18^e et la fin du 20^e siècle présente partout des caractéristiques communes: l'effondrement des sociétés traditionnelles, fondées sur la caste et le statut, et de leurs États absolutistes ou autocratiques; les migrations de l'agriculture vers l'industrie, qui conduisent à de nouvelles concentrations de populations urbanisées, socialement mobiles, qualifiées et alphabétisées; la construction d'institutions étatiques modernes dotées de puissants instruments de redistribution matérielle, de communication et de coercition; et l'apparition de nouvelles nations au sein d'États multinationaux à la recherche de leur propre auto-organisation étatique.

Tous les pays qui ont succombé à ce changement au « moment prévu » présentaient les caractéristiques susmentionnées à des degrés divers. Mais ce n'est à peu près que l'étendue de leur expérience commune ou partagée. En effet, ce changement historique a

également entraîné des résultats très différents d'un pays à l'autre en termes d'économie, d'organisation de l'État et de physionomie nationale. Au niveau le plus général, les différences les plus importantes se situent entre les pays à l'ouest de l'Ukraine qui ont subi le changement en grande partie avant 1917 ou immédiatement après, et l'Ukraine et les pays à l'est qui ont changé à partir de 1917. Jusqu'à la fin de 1991, ces différences ont été résumées dans la littérature occidentale des sciences sociales comme les voies « occidentales » et « communistes » de la modernisation⁴. La voie occidentale a conduit à des économies capitalistes, des démocraties libérales et des États-nations fondés sur des sociétés civiles fortes. La voie communiste a conduit à des économies nationalisées et planifiées et à des États multinationaux à parti unique avec peu, voire pas du tout, d'autonomie pour les nationalités qui les composent et aucune association civique indépendante.

Toutefois, la façon dont l'Union soviétique s'est effondrée en 1991

– en quinze États indépendants issus des républiques de l'URSS – et la désintégration en cours de la Fédération de Russie ont démontré que les changements économiques et sociaux réalisés sur la voie communiste de la modernisation avaient créé des formations nationales socialement complètes à partir des « nations non-historiques » de cette région. Ces formations nationales sont capables de se gouverner et de s'administrer de manière tout à fait indépendante, car leurs nouvelles classes sociales « dirigeantes » ont la mainmise sur les leviers essentiels de l'État, de l'économie et de la société. Ainsi, le vaste processus de changement historique qui porte le nom inadéquat de « modernisation » a remodelé le territoire de l'Union soviétique sur son chemin de retour vers l'Europe. Et pour régler les affaires en suspens, il a de nouveau brisé le moule de l'État multinational et non démocratique (désormais modernisé).

Si l'on considère le contexte plus large de la révolution ukrainienne, il est clair que la question nationale qui constituait l'une de ses caractéristiques déterminantes avait des causes internationales non seulement dans le sens où l'Ukraine a été conquise par la Russie et l'Autriche-Hongrie,

4. Voir David E. Apter, *Some Conceptual Approaches to the Study of Modernization* (Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1968); et Samuel Huntington, *Political Order in Changing Societies* (New Haven, Yale University Press, 1968).

qui la dominaient militairement et politiquement, mais aussi dans le sens où l'oppression de l'Ukraine en tant que nation a été façonnée par l'expansion du capitalisme vers l'est dans ces États. En effet, on ne peut comprendre pleinement pourquoi, au tournant du 20^e siècle, l'économie de l'Ukraine était dépendante et sa structure sociale déformée – éléments cruciaux, me semble-t-il, de l'explication du rythme relativement lent de sa maturation nationale – sans examiner l'impact tout à fait contradictoire du développement capitaliste en Ukraine sur sa « modernisation ».

Les sociétés traditionnelles fondées sur les castes et le statut se sont d'abord désintégrées à l'extrémité nord-ouest du continent, en Grande-Bretagne, en France, en Belgique et aux Pays-Bas. La consolidation du capitalisme au milieu du 19^e siècle a coïncidé avec le développement de l'État bourgeois séculier et démocratisant et de la nation moderne. L'Italie et l'Allemagne se sont unifiées en tant qu'États-nations, économies capitalistes et politiques démocratiques dans la seconde moitié du 19^e siècle. Plus à l'est, les empires d'Autriche-Hongrie et de Russie ont refusé à leurs peuples soumis les droits démocratiques et l'autodétermination nationale, alors

même que la pénétration des relations de marché dans leurs sociétés ébranlait progressivement leurs systèmes de castes, de privilèges et de pouvoir politique. L'Autriche-Hongrie a tenté d'absorber et de coopter les pressions en faveur du changement en concluant le compromis de 1867 avec les Hongrois et en limitant l'autonomie locale des autres nations à l'intérieur de ses frontières. La Russie, quant à elle, a réagi au relâchement des liens sociaux traditionnels en devenant un État autocratique encore plus sauvage à l'approche de la fin du 19^e siècle. La défaite de la révolution de 1905 et le retrait rapide des acquis démocratiques, même limités, en 1907 n'ont fait qu'étouffer, et finalement rendre plus puissante encore, la vapeur qui s'accumulait dans la société impériale russe.

Si le capitalisme a d'abord joué un rôle progressiste dans ces changements en Europe occidentale et centrale (en sapant le féodalisme, en unifiant des territoires devenus nationaux et en rassemblant les forces sociales qui s'organiseraient ensuite pour défendre les droits démocratiques), à partir des années 1870, son rôle en Europe orientale, dans les Balkans et dans d'autres parties du monde où il s'est répandu a été beaucoup plus ambigu. En effet, dans la

mesure où le capitalisme européen – sous la forme des économies capitalistes nationales rivales des grandes puissances – a entrepris de conquérir des marchés bien au-delà de son cœur, d’y exporter ses capitaux et, enfin, de s’assurer le contrôle de ces territoires pour protéger ses intérêts, il est devenu un impérialisme. La pénétration capitaliste de l’Est ne pouvait pas reproduire l’expérience capitaliste de l’Ouest simplement parce que la pénétration était conçue pour servir les intérêts des économies métropolitaines occidentales. Par conséquent, le capitalisme impérialiste ne pouvait pas conduire à un développement complet des économies et des sociétés pénétrées. Ni les représentants des pays métropolitains, ni les dirigeants des États pénétrés (devenus clients) n’avaient intérêt à ce qu’ils passent sous contrôle populaire et démocratique ou à ce qu’ils soient divisés, s’ils étaient multinationaux, en leurs éléments nationaux constitutifs.

À la fin du 19^e siècle, l’Ukraine se situe dans un État russe à la fois pénétré, et donc impérialisé par les puissances occidentales, et impérialiste à part entière, sur son propre territoire. L’Empire russe est en effet la plus faible des grandes puissances, et cette faiblesse lui confère sa double

identité. À la fin du 19^e siècle, il a consciemment conclu un partenariat avec des entreprises et des banques françaises, belges, allemandes, britanniques et américaines afin qu’elles investissent conjointement dans le développement rapide de l’industrie et des communications sur son propre territoire. Les investisseurs occidentaux ont pris leur part des bénéfices rapatriés, et l’État russe a pris sa part sous forme d’impôts et de recettes provenant de son monopole sur le commerce des céréales à l’étranger.

Grâce à la manière particulière dont le capitalisme s’y est développé jusqu’à la Première Guerre mondiale, les gubernias ukrainiens de l’Empire russe ont acquis une puissante industrie lourde basée sur le charbon, l’acier et la construction de machines, ainsi qu’un secteur agricole commercial basé sur l’exportation de céréales et de sucre. Ensemble, ces secteurs ont fait de l’Ukraine l’une des six principales régions de l’Empire à avoir connu un développement capitaliste rapide. Pourtant, le secteur manufacturier ukrainien est resté peu développé, en particulier les industries produisant des biens de consommation durables et des produits alimentaires. La distorsion de la croissance économique était directement imputable

au rapatriement des bénéfices par les sociétés d'investissement et les banques étrangères, ainsi qu'aux politiques fiscales de l'État russe, qui dépensait la majeure partie des impôts perçus en Ukraine dans d'autres parties de l'Empire⁵. En outre, les secteurs industriel et agricole de l'économie ukrainienne n'étaient pas liés entre eux par des cycles d'investissement et de consommation qui se renforçaient mutuellement, car l'Ukraine n'avait pas d'État propre et ne disposait donc pas de politiques nationales pour promouvoir un tel renforcement sectoriel. Au contraire, les revenus de l'agriculture et de l'industrie capitalistes étaient réalisés en grande partie sur les marchés étrangers et conservés à l'étranger ou dans le trésor russe.

Les conséquences sociales du développement capitaliste sous la direction des investisseurs étrangers et de l'État russe étaient tout aussi contradictoires. Plutôt que de poursuivre, après l'abolition du servage, une réforme agraire susceptible de favoriser le développement d'une classe d'agriculteurs de taille moyenne, l'autocratie russe a imposé, en 1861, un

règlement qui a créé, d'une part, une masse de paysans endettés et de plus en plus dépourvus de terres et, d'autre part, une poignée de grandes entreprises agricoles capitalistes. Les industries agro-alimentaires et les industries lourdes du sud-est de l'Ukraine n'ont pas pu absorber les importants excédents de main-d'œuvre des campagnes. Elles ne se sont pas développées assez rapidement parce que la pauvreté rurale a écrasé la demande intérieure et parce que, comme on l'a vu plus haut, une partie considérable du produit excédentaire annuel a été retirée du cycle économique national.

Je voudrais attirer l'attention, dans le cadre de cette discussion, sur la question de la relation entre l'impérialisme européen et la question nationale ukrainienne, c'est-à-dire sa coresponsabilité avec l'État russe dans l'exploitation de l'économie ukrainienne et sa contribution à la déformation sociale et à l'exclusion culturelle et linguistique de la majorité ethnique de ce pays. Mes raisons sont, tout d'abord, la conviction que la formation d'une nation moderne et son aspiration au statut d'État sont la conséquence de changements internationaux et nationaux (au sein de l'État) qui sont intimement liés et pourtant

5. Voir Mykola Porsh, *Ukraina v derzhavnomu biudzheti* (Katerynoslav: Kameniar, 1918); et Karlo Kobersky, *Ukraina v svitovomu hospodarstvi* (Prague: Ukrainska striletska hromada, 1933).

antagonistes. L'aspect international de la question ukrainienne à l'époque de la révolution de 1917 impliquait bien plus que les États qui la gouvernaient directement. L'historiographie stalinienne et l'historiographie nationaliste ukrainienne de la révolution se sont focalisées, chacune à leur manière, sur les relations entre la Russie et l'Ukraine. Ce faisant, elles ont en réalité occulté les historiens de la fin du tsarisme et du début de l'ère soviétique qui avaient abordé la question du développement capitaliste, de l'impérialisme et de la question nationale ukrainienne⁶. Ma deuxième raison est la crainte, peut-être injustifiée, que le nouveau discours sur l'histoire de l'Ukraine après l'indépendance ne néglige la contribution plutôt contradictoire du capitalisme européen à l'autodétermination des nations situées à la périphérie de son cœur métropolitain. Je ne trouve pas dans la discussion, par ailleurs très développée de Verstiuk sur les causes et les conséquences de la révolution ukrainienne une quelconque attention à cette question.

6. Il s'agit de Matvii Lavorsky, Lev Lurkevych, Pavlo Khrystiuk, Isaak Mazepa, Nikolai Popov, Mykola Porsh, Mykhailo Slabchenko et bien d'autres qui ont publié dans les revues des années 1920.

En résumé, l'histoire de l'Ukraine jusqu'à la révolution de 1917 incluse peut être définie comme faisant partie de l'histoire européenne à travers les propositions suivantes;

1 . Après presque deux siècles d'isolement du reste de l'Europe en raison de son intégration dans l'État russe, l'Ukraine a « rejoint » l'Europe en voie de modernisation avec l'abolition du féodalisme et la propagation du capitalisme vers l'est, qui a littéralement fait irruption dans l'Empire russe sous la forme d'échanges, de commerce et d'investissements et a rendu possible une plus grande circulation des personnes et des idées à travers ses frontières. L'ouverture à l'Ouest a permis l'infiltration des idées révolutionnaires européennes de démocratie, de libération nationale, d'anarcho-socialisme et de social-démocratie. Ces idées ont d'abord pris la forme de mouvements intellectuels et ne sont devenues des mouvements de masse que lorsque les conditions sociales ont été suffisamment mûres pour leur fournir une base.

La révolution ukrainienne aurait difficilement pu reproduire le cours ou atteindre les résultats de 1789, 1848 ou 1871 (l'unification de l'Allemagne), même si elle partageait les valeurs démocratiques et nationales de leurs participants,

parce que la nature du développement capitaliste depuis lors avait si radicalement changé les forces sociales en présence, tant au niveau national qu'international. Plus précisément, la révolution ukrainienne n'a pas pu donner naissance à un État national indépendant et capitaliste pour trois raisons principales : (1) la classe capitaliste naissante de l'Ukraine avait été pratiquement détruite au milieu du 19^e siècle par la concurrence de la bourgeoisie russe du nord, elle-même reléguée à un rang subalterne par les capitalistes étrangers qui ont dirigé l'industrialisation de l'Ukraine à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle⁷; (2) l'intelligentsia ukrainienne qui, en l'absence d'une bourgeoisie ukrainienne, a pris la bannière de la libération nationale et de la démocratie, était majoritairement socialiste dans son orientation; et (3) les dirigeants des puissants États capitalistes d'Europe n'avaient aucun intérêt à ce que l'Ukraine soit indépendante – en

fait, ils y voyaient une menace pour leurs intérêts économiques et stratégiques vitaux, qui pouvaient être mieux servis par un État capitaliste multinational fort, dirigé par la Russie, dans la région.

La révolution ukrainienne, tout comme la révolution russe, a été la dernière révolution démocratique bourgeoise en Europe et la première d'une série de révolutions socialistes ou communistes et de guerres de libération nationale qui ont éclaté en Asie et se sont poursuivies sous diverses formes dans le cadre de la décolonisation de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale dans toute la région, de l'Asie du Sud-Est au Moyen-Orient. À partir de la révolution ukrainienne de 1917, les motifs des révolutions sur le continent européen et asiatique sont passés de la démocratie libérale et de la libération nationale à la social-démocratie transformée en communisme et à la libération nationale.

Les révolutions postérieures à 1917 qui ont réussi à établir des États indépendants (de la domination étrangère) ont été couronnées de succès parce que leurs dirigeants socialistes et communistes ont rallié la paysannerie et l'ont unie à leurs bases urbaines de soutien de la classe moyenne et de la classe ouvrière. La révolution chinoise

7. Voir Mykhailo Volobuiev, « Do problemy ukrainskoi ekonomiky », dans *Dokumenty ukrainskoho kornunizmu*, ed. Ivan Maistrenko (New York: Proloh, 1962), 154; Mykhailo Slabchenko, *Materiialy do ekonomichno- sotsialnoi istorii Ukrainy XIX stolittia* (Kyiv: Derzhavne vydavnytstvo Ukrainy, 1925), 10; et O. I. Luhova, « Pro stanovyshe Ukrainy v period kapitalizmu », *Ukrainskyi istorychnyi zhurnal*, 1967, no. 3 : 16-18.

est le témoignage spectaculaire de la centralité de cette stratégie désormais suivie par les mouvements communistes. La révolution ukrainienne n'a pas réussi à garantir l'indépendance nationale dans une large mesure parce qu'une alliance des forces sociales urbaines avec la paysannerie n'a pas été construite avec succès.

Les révolutions de 1917 et les suivantes menées par des partis socialistes ou communistes dans des sociétés multinationales (Empire russe, Chine, Indochine) ont toujours échoué à résoudre leurs questions nationales internes et ont finalement conduit à la re-domination d'une nation sur les autres. Les dirigeants communistes des nations dominantes comprenaient la libération nationale comme étant essentiellement la libération du territoire et des peuples de l'État existant de la domination étrangère, c'est-à-dire externe, et pas nécessairement comme l'autodétermination de toutes les nations au sein de l'État.

Les dimensions nationales et sociales de la révolution

Vladyslav Verstiuk met à juste titre l'accent sur la relation importante entre les dimensions nationale et sociale de la révolution ukrainienne. D'où vient cette relation et comment s'est-elle

manifestée dans l'économie et la structure sociale au sein de l'État russe et dans les relations internationales ?

N'ayant pas d'État propre, l'Ukraine n'a pas pu imposer ni même promouvoir ses intérêts nationaux, car elle s'est trouvée enfermée dans la division internationale du travail à la fin du 19^e siècle. Elle ne pouvait pas développer une économie capitaliste globale ou une structure sociale tant qu'elle était subordonnée aux intérêts des centres métropolitains situés à l'est et à l'ouest. Les investisseurs occidentaux et l'État russe ont imposé à l'économie capitaliste en développement dans les neuf gubernias ukrainiens un rôle particulier dans la division internationale du travail en tant qu'exportateur de matières premières, de produits semi-transformés et de machines lourdes et importateur de biens de consommation et de production à forte intensité de capital.

Indépendamment de son partenariat avec les capitaux occidentaux, l'État russe a appliqué des taxes, imposé des droits de douane et pris des décisions d'investissement (sur la construction de chemins de fer, par exemple) qui étaient discriminatoires à l'égard du développement de l'industrie et des communications en

Ukraine et favorisaient les intérêts de la bourgeoisie russe basée dans le nord.

Seule la supériorité des investisseurs occidentaux en termes de ressources en capital a contraint l'État russe à se plier à leurs priorités, faisant du sud-est de l'Ukraine l'un des six centres d'industrialisation rapide de l'Empire et sans doute le plus dynamique d'entre eux⁸.

La politique tsariste de russification a privé la langue ukrainienne d'une place dans l'éducation, les médias, l'économie, le gouvernement et l'armée. Dans la mesure où la langue est indispensable à divers égards à l'emploi à tous les niveaux de l'économie, les Ukrainiens n'ont pas pu s'élever dans la structure sociale aussi rapidement que les russophones, à moins, bien sûr, de s'assimiler et d'adopter la langue et la culture russes. La population juive a été soumise à des lois discriminatoires qui ont renforcé son statut de caste en lui refusant l'éducation, certaines professions, le droit à la propriété et la mobilité. Outre ces obstacles, le déni des droits démocratiques fondamentaux – dont souffraient tous les sujets de l'Empire – empêchait les Ukrainiens et

les autres peuples non russes d'exprimer ouvertement leurs revendications nationales collectives.

Le niveau d'alphabétisation des Ukrainiens à la fin du 19^e siècle était le plus bas de tous les pays de l'Empire russe à l'ouest de l'Oural. Après avoir bénéficié d'une alphabétisation quasi universelle à l'époque de l'Hetmanat, le déclin du taux d'alphabétisation à environ 13 % (3,5 % pour les femmes, 22 % pour les hommes)⁹ ne peut s'expliquer que par l'incorporation dans un État déterminé à rester autocratique et impérial jusqu'au 20^e siècle.

Les conséquences de ces politiques de l'État russe et de la place de l'Ukraine dans la division internationale du travail sont visibles dans l'évolution particulière de sa structure sociale au cours des décennies qui ont précédé 1917. Il y a d'abord eu l'émigration des paysans ukrainiens vers la Sibérie et l'Asie centrale sous domination russe, à la recherche de nouvelles terres. Malgré une croissance assez rapide, l'industrialisation dans le sud-est de l'Ukraine n'a pas pu remédier au sous-emploi et à la surpopulation croissants dans les campagnes ukrainiennes, en particulier dans les gubernias du nord-ouest. Une vague d'émigration

8. Voir Vsevolod Holubnychy, *Try lektsii pro ekonomiku Ukrainy* (Munich; Ukraina i diaspóra, 1969), 3-6.

9. Voir Mykola Porsh, *Pro avtonomiiu* (Kyiv, Prosvita, 1907), 71-3.

juive s'est également développée au tournant du siècle sous la pression des pogroms.

Deuxièmement, la population ukrainienne devait rivaliser, pour le travail salarié, avec les Russes, les Polonais et les membres d'autres nationalités, résidents ou émigrés, qui possédaient davantage de compétences requises pour l'industrie moderne. Ainsi, la stratification sociale évoluant au cours de la première période d'industrialisation de l'Ukraine, que l'on considère la société dans son ensemble ou la nouvelle classe salariée en particulier, a pris la forme d'une stratification ethnolinguistique.

Dans l'ensemble, la paysannerie est restée ukrainienne dans son écrasante majorité. Les emplois les moins bien rémunérés, les moins qualifiés et les moins sûrs sont principalement occupés par des Ukrainiens : travailleurs agricoles saisonniers, journaliers, serviteurs, domestiques, ouvriers d'écurie, mineurs et constructeurs de voies ferrées. Les emplois les mieux payés, les plus qualifiés et les plus sûrs sont principalement occupés par des personnes d'autres nationalités, en particulier par des Polonais, des Biélorusses et des Allemands dans les industries agricoles et par des Russes dans les industries extractives et

les industries lourdes. Le prolétariat juif se concentre dans les petites industries et les métiers ; les deux tiers d'entre eux vivent dans les gubernias de la rive droite [du Dniepr]. Les Ukrainiens ont commencé à intégrer les couches moyennes de la classe ouvrière industrielle au moment de la Première Guerre mondiale, mais au prix d'une assimilation à la culture urbaine russe. Les niveaux d'urbanisation atteints par les différentes nationalités avant la Grande Guerre témoignent de cette tendance : plus le centre urbain est grand, plus la proportion d'Ukrainiens qui y vivent est faible.

Au-delà de la classe salariée, les classes moyennes et l'élite ukrainienne étaient absolument dominées par les autres nationalités – les résidents de longue date des villes et des villages qui étaient des bastions de la culture russe et, sur la rive droite, de la culture polonaise. En outre, rien ne prouve que les Ukrainiens pouvaient augmenter leur proportion dans les classes moyennes et supérieures en tant qu'Ukrainiens, à moins que les conditions politiques ne changent radicalement.

Les données empiriques suggèrent que dans les conditions de l'autocratie, la mobilité sociale stimulée par le développement

capitaliste dans l'Ukraine russe de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle s'est avérée très inégale. Les personnes présentant des caractéristiques ethnolinguistiques différentes (langue, habitudes de travail, situation géographique) n'avaient pas les mêmes chances de progresser dans la structure sociale et d'accéder aux nouvelles classes. Ainsi, la société à la veille de la révolution de 1917 présentait encore certains traits du système de castes du passé, où l'appartenance ethnique et la profession avaient coïncidé de sorte que les Ukrainiens étaient principalement des paysans, les Juifs des petits commerçants et des artisans dans les petites villes et les villages, tandis que les Polonais et les Russes dominaient le sommet de la société.

Comme dans un passé récent, les individus s'identifiaient par leur religion, leur métier et leur attachement à une petite région plutôt que par leur appartenance à une nation. Si la mobilité sociale ne s'accompagne pas d'une certaine liberté politique et d'une certaine égalité, l'identité nationale ne peut pas mûrir facilement. Ce n'est que récemment qu'est apparue dans la structure sociale une nouvelle classe prolétaire issue de la paysannerie, des artisans et de l'étranger, qui reproduisait en

son sein une hiérarchie de compétences, de rémunérations et de sécurité d'emploi correspondant à une hiérarchie ethnolinguistique ou proto-nationale. La conclusion logique de cette observation était que le statut social d'une personne était dans une certaine mesure déterminé par ses attributs ethnolinguistiques.

Verstiuk a identifié le fait que l'autocratie russe a refusé aux Ukrainiens les droits démocratiques et nationaux dont ils avaient besoin pour s'organiser en tant qu'Ukrainiens comme l'une des principales causes du processus relativement lent de la mobilisation nationale ukrainienne avant 1917. Sans minimiser l'importance de cette cause, il est néanmoins important de reconnaître que la restructuration sociale de l'ethnie ukrainienne et de la société ukrainienne dans son ensemble en fonction des besoins en main-d'œuvre du développement capitaliste a eu pour effet autonome de retarder le processus de formation de la nation ukrainienne. La majorité ethnique n'a pas pu créer une intelligentsia de langue maternelle suffisamment importante pour la diriger en raison des restrictions politiques imposées à l'identité ukrainienne et des incitations sociales à l'assimilation à l'identité russe. On peut exagérer

l'autonomie du processus social par rapport au processus politique, car ils font tous deux partie de la même expérience historique. Nous ne devrions cependant pas perdre de vue cet aspect.

Comment exprimer de manière théorique la symbiose des dimensions nationales et sociales de la question ukrainienne avant 1917, qui s'est manifestée à tant de niveaux pratiques : dans la situation difficile de l'individu, des classes sociales distinctes, de la société ukrainienne, de son économie et de l'économie politique internationale de l'Europe ? Je propose une version du concept de division du travail comme moyen d'unir ces expériences apparemment disparates. Karl Marx a observé dans le développement capitaliste la séparation et la spécialisation progressives des hommes et des femmes, de l'agriculture et de l'industrie, du travail subalterne et du travail intellectuel. Ces séparations dans le travail social n'étaient pas propres au capitalisme, mais le produit d'une évolution beaucoup plus longue de la société humaine. Cependant, le mode de production capitaliste a incorporé les divisions ville-campagne, travailleur manuel-intellectuel et genre des modes [de vie] antérieurs et les a accentuées de manière encore plus nette. Pour Marx, la division

du travail est l'infrastructure de la société de classes. La propriété privée n'était que l'expression juridique et la défense de la division du travail propre au capitalisme¹⁰. Le mouvement social-démocrate européen qui a hérité des idées de Marx a eu tendance à réduire son concept de classe à son expression juridique, en tant que relation entre les propriétaires du travail et les propriétaires des moyens de production. Cette notion a servi d'indicateur général, ou de « dernier mot », pour définir les classes sous le capitalisme. Mais elle n'était pas très utile pour comprendre les luttes sociales autres qu'économiques, ou les contradictions internes de la classe ouvrière moderne divisée contre elle-même par des privilèges professionnels fondés sur le lieu de travail, l'éducation et le sexe. Quel est le lien avec la question nationale ? La division du travail n'a pas cessé d'évoluer avec l'avènement du capitalisme. À partir de la fin du 19^e siècle, le capitalisme en tant que système économique a acquis une division internationale du travail caractérisée par l'imposition, par les métropoles impériales, de tâches économiques

10. Voir Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, pts. 1 et 3, édité, avec une introduction, par R. Pascal (New York, International Publishers, 1947), 8-16, 21-7, 43.

spécifiques aux sociétés périphériques qu'elles attiraient sur le marché mondial. Les régions du monde ont suivi des voies différentes d'évolution sociale et économique, en fonction du moment où elles ont été reliées au marché mondial, des ressources qui y sont le plus facilement exploitables et de la force relative des pouvoirs étatiques qui contrôlaient déjà leurs territoires.

Pour différentes raisons historiques, les frontières des États des sociétés traditionnelles et périphériques – comme l'Empire russe – se sont rarement conformées aux territoires colonisés par des groupes ethnolinguistiques compacts. En règle générale, elles englobaient plusieurs d'entre eux. Ces groupes ont été entraînés dans le processus d'industrialisation et d'urbanisation à des rythmes variables, en fonction des ressources facilement exploitables dans leur voisinage, de l'influence de leurs dirigeants au sein du gouvernement central, de la connaissance par chaque groupe de la langue de l'industrie, de l'éducation et du gouvernement modernes, de l'acquisition préalable de compétences industrielles et d'habitudes de travail, et de leur volonté de s'assimiler à une nouvelle culture. Les ressources de l'industrialisation étant nécessairement limitées, elles n'ont

été utilisées que dans certaines régions du pays. Invariablement, l'industrialisation a bénéficié au(x) groupe(s) ethnolinguistique(s) qui contrôlait(ent) le pouvoir de l'État. Même si les industries n'étaient pas situées sur leur territoire d'origine, ils contrôlaient néanmoins les mécanismes de centralisation et de redistribution d'une grande partie du produit excédentaire de l'activité économique se déroulant sur l'ensemble du territoire de l'État. Ainsi, la division du travail qui a émergé à l'échelle mondiale entre les régions industrialisées et les régions en voie d'industrialisation s'est reproduite à l'intérieur des frontières de ces dernières. À l'intérieur de ces limites territoriales, la division du travail a été reproduite une fois de plus dans la structure hiérarchique de la nouvelle classe de salariés. Elle y a incorporé comme quatrième vecteur principal les attributs potentiels d'une identité nationale – langue, culture, attachement au territoire – qui affectent la capacité d'un groupe ethnolinguistique de mobilité sociale à travers la structure de classe en voie de modernisation. C'est donc la cristallisation d'une division du travail entre les nations établies et les nations naissantes qui a freiné la mobilité sociale relative des nations naissantes et redistribué le produit

excédentaire de l'ensemble de l'État de manière inéquitable entre elles, qui a politisé les attributs potentiels de l'identité nationale.

On peut donc affirmer qu'à la veille de la révolution de 1917, les travailleurs ukrainiens étaient divisés non seulement en fonction de leur sexe, de leur appartenance à un corps social ou intellectuel et de leur appartenance à une ville ou à un pays, mais aussi en fonction de leur appartenance à une nation ou à un [espace] proto-national. Il s'ensuit que le mouvement national ukrainien aurait dû faire de la libération du travail l'un de ses principaux objectifs et que les mouvements syndicaux et sociaux-démocrates auraient dû s'intéresser de près à la question de la libération nationale.

Vers une historiographie de la révolution

Dans plusieurs parties de son article, Verstiuk évoque la nécessité d'analyser les différents groupes sociaux, d'identifier ceux qui ont joué un rôle principal ou secondaire dans les événements et de révéler la logique sous-jacente du processus révolutionnaire. Il s'agit là d'une tâche immense, qui ne peut être qu'une entreprise permanente et collective. Les événements de 1917-1921 apparaissent si turbulents et chaotiques

qu'ils défient toute logique dans leur déroulement. Ce fut une période de dislocation et de destruction de l'ordre social, de l'économie et de l'État. Néanmoins, il est possible de discerner les principaux acteurs, leurs objectifs et la logique de la lutte en cours. L'examen de ces éléments constitutifs de la révolution permet de mieux comprendre son issue – la victoire à la Pyrrhus des bolcheviks russes et la défaite mitigée des sociaux-démocrates et des socialistes-révolutionnaires ukrainiens. Le contexte international de la révolution était la guerre entre les grandes puissances pour conquérir et redéviser entre elles les territoires des nouvelles nations émergentes d'Europe. La guerre a d'abord épuisé l'autocratie russe, entraînant son effondrement et l'incursion des puissances centrales pour s'emparer de l'Ukraine, suivie de l'intervention des alliés de l'Entente pour restaurer l'ancien régime. La guerre mondiale a posé aux habitants de l'Ukraine une question fondamentale : qui pourrait créer, sur les ruines de la Russie, un pouvoir étatique suffisamment fort pour sortir l'Ukraine de la guerre et assurer son autodétermination en tant que nation ? Les tentatives répétées de création d'un nouveau pouvoir d'État par les protagonistes de la révolution

étaient motivées par de nombreuses raisons. Ils répondaient aux besoins intérieurs d'un ordre démocratique, d'une réforme agraire, d'une égalité nationale et linguistique et d'un redressement économique. Mais dans le contexte international, la création d'un État ukrainien indépendant était un impératif de la guerre impérialiste. En outre, cet impératif de création d'un État-nation était cohérent avec le processus historique plus large qui balayait l'Europe vers l'Est – un processus dont les conséquences économiques, sociales, culturelles et politiques étaient de plus en plus en contradiction avec la forme autocratique et multinationale d'organisation de l'État dont faisaient preuve les derniers empires européens. Il n'est pas surprenant que la fin de la guerre et la formation d'une armée nationale ukrainienne aient d'abord été proposées par les soldats ukrainiens des armées russe et austro-hongroise qui s'affrontaient en Galicie. Les comités de soldats au front et dans les garnisons urbaines, représentant 1,6 million de conscrits de l'armée impériale russe à l'apogée de leur auto-organisation, ont constitué la base de soutien la plus importante pour la Rada centrale ukrainienne en 1917. Leur deuxième congrès (en juin) a persuadé la Rada de

déclarer l'autonomie (la première universelle) et de négocier ses conditions avec le gouvernement provisoire russe; et leur troisième congrès (en novembre) a organisé et conduit la prise de pouvoir de la Rada. La révolution ukrainienne a impliqué quatre acteurs nationaux clés définis socialement: l'intelligentsia, la classe ouvrière industrielle, la paysannerie et le « paysan-soldat de la ville ». Les historiens n'ont pas été à l'aise pour délimiter empiriquement et analyser les trois premiers groupes, même si nombre d'entre eux admettent que l'on ignore encore beaucoup de choses sur le rôle qu'ils ont joué dans la révolution. Je suis toutefois d'avis que « le soldat paysan de la ville » a sans doute été l'acteur crucial de 1917. « Le soldat était une persona grata. Il a fait la révolution. Partout, on lui accordait la première place¹¹ ». Il a exprimé le programme le plus radical et le plus cohérent des objectifs internationaux et nationaux de la révolution pour l'Ukraine: la fin de la guerre, la socialisation de la terre, le contrôle de l'industrie par les travailleurs, la démocratie des conseils et l'indépendance nationale. Il dispose d'une puissance

11. Dmytro Doroshenko, *Moi spomyny pro nedavnie mynule, 1914-1920* (Munich, Ukrainske vydavnytstvo, 1969), 156.

militaire organisée. Le soldat, dont les représentants élus siègent dans tous les conseils des députés ouvriers et soldats, constitue un lien vivant entre le prolétariat urbain et la paysannerie terrienne. Dans la situation actuelle d'une « démocratie révolutionnaire » divisée entre sa base urbaine russe et sa base rurale ukrainienne, le mouvement des soldats était le point d'Archimède autour duquel un gouvernement socialiste indépendant représentant tous les membres du camp révolutionnaire en Ukraine aurait pu s'unir et repousser par la suite les incursions de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et de la Russie.

La révolution s'est déroulée selon un cycle de quatre étapes clés¹². La première année de la révolution (qui n'est pas une année civile) s'étend de l'effondrement du tsarisme en mars 1917 à l'occupation austro-allemande et à la chute de la Rada centrale en mai 1918. Elle est passée par les étapes suivantes la mobilisation et l'auto-organisation des classes inférieures (mars à août 1917) dans des comités élus, des conseils, des congrès, des syndicats et des formations militaires; la contestation

et la prise du pouvoir d'État (septembre et octobre), avec une lutte pour le pouvoir à trois où les forces de la Rada centrale l'emportent sur celles du gouvernement provisoire et des bolcheviks; la tentative de conciliation des intérêts des classes inférieures et des classes moyennes (mars à août 1917) dans le cadre de la lutte pour le pouvoir d'État (septembre et octobre); la tentative de concilier les intérêts des mouvements de masse dans le nouveau pouvoir d'État (novembre et décembre), qui échoue et conduit à la formation de deux républiques populaires ukrainiennes, l'une basée à Kyiv, l'autre à Kharkiv; et la descente dans la guerre civile et l'intervention étrangère (janvier à mai 1918), qui conduit à l'installation de l'État client de l'hetman Skoropadsky au service de l'occupation austro-allemande.

Ce cycle en quatre étapes se répète entre avril mai et mai 1919. Il commence par une longue période d'auto-organisation clandestine des partis d'opposition, de résistance légale des travailleurs urbains et de guérilla rurale, passant en novembre 1918, lorsque l'Allemagne demande la paix et commence à se retirer d'Ukraine, au rassemblement des forces paysannes armées et à l'entrée triomphale de Petlioura à Kyiv le 1er

12. J'ai suivi ce schéma méthodologique dans les chapitres 3 à 6 de ma thèse (voir n. 1), qui portait sur les années 1917-20 dans l'ancienne Ukraine sous domination russe.

janvier 1919. S'ensuit une brève tentative, finalement désastreuse, de concilier les intérêts des brigades paysannes radicalisées et des forces bolcheviques basées dans les villes avec ceux de la République populaire d'Ukraine renaissante. Le congrès du peuple travailleur de février 1919, reflétant les résultats du premier congrès panukrainien des soviets de février 1919, a été le premier congrès de la République populaire d'Ukraine.

Décembre 1917 n'a pas non plus réussi à unir et à représenter les intérêts des mouvements organisés qui cherchaient à se faire une place dans le nouveau pouvoir d'État. La guerre civile s'est immédiatement accompagnée d'une seconde invasion de la Russie bolchevique, qui a pris le contrôle d'une grande partie de l'Ukraine en avril 1919.

Ce schéma devait se répéter une fois de plus entre avril 1919 et mars 1920, lorsque la troisième invasion de l'Armée rouge a finalement assuré la mainmise de la Russie sur l'Ukraine.

Les résultats de la révolution

Je trouve que ce cycle répétitif est un modèle convaincant pour comprendre la logique de la destruction et de la tentative de reconstruction du pouvoir de l'État en Ukraine par les grands mouvements sociaux nationaux, impliquant à chaque fois des

phases distinctes de mobilisation, de contestation, de réconciliation et d'invasion étrangère dans le sillage de l'échec de la réconciliation. Il s'agit toutefois d'un cycle configurant les actions de grands groupes sociaux organisés, qui ne permet pas en soi d'expliquer le rôle joué par leurs dirigeants politiques dans l'issue du conflit. Sur cette question du leadership, il est peut-être utile de rappeler que les débats sur la révolution ont traditionnellement proposé deux types d'explication du résultat. L'explication par les « conditions objectives » suggère que l'Ukraine n'a pas réussi à obtenir son indépendance parce que le poids de la composante nationale de la classe ouvrière urbanisée et de l'intelligentsia était insuffisant pour diriger l'ensemble de la société dans ce qui était en fin de compte une lutte décidée dans les villes et les cités. L'explication de la génération nationaliste des années 1920 et 1930 par le « facteur subjectif » suggère que les sociaux-démocrates, les révolutionnaires socialistes et les fédéralistes socialistes ukrainiens ont commis des erreurs majeures: ils se sont accrochés trop longtemps à l'idéal d'un État fédéral multinational au lieu de déclarer l'indépendance et de rechercher la paix avec les Puissances centrales, seuls et bien

avant les Russes; ils ont laissé les unités ukrainiennes sur le front se dissoudre et n'ont pas essayé de les regrouper pour défendre le nouvel État; ou ils étaient tout simplement « trop socialistes » et « internationalistes », négligeant les tâches « nationales » de la révolution.

Il convient de noter que ces deux types d'explications n'ont pas pris en compte le rôle de la paysannerie. Il s'agit de la classe la moins bien comprise de la révolution, bien qu'elle ait, à deux reprises, porté la République populaire d'Ukraine au pouvoir et qu'elle ait, à deux reprises, sérieusement contribué (de concert avec l'Armée rouge) à la chasser du pouvoir.

Les conditions objectives et la qualité de la direction offerte aux mouvements de masse ont joué un rôle dans le résultat. Mais il semble que la longue séparation du débat sur le résultat entre l'école nationaliste, qui l'a déploré, et l'école stalinienne, qui l'a applaudi, ait empêché une vision plus complète et plus crédible des événements. Si l'Ukraine ne pouvait fleurir qu'en union avec la Russie, comme l'affirmait l'argument stalinien, ou si l'échec de l'Ukraine à devenir indépendante était principalement dû à des forces russes intérieures et étrangères hostiles, comme

l'affirmaient les nationalistes, ou encore si la révolution était survenue trop tôt, avant que la composante nationale de la classe ouvrière industrielle ne soit devenue suffisamment puissante, un tel raisonnement nie la moindre possibilité qu'un État indépendant fondé sur les forces intérieures disponibles à l'époque ait pu être établi. Je ne peux pas être d'accord avec l'argument de l'inadéquation, commun à ces trois thèses.

Je me demande si le genre de jugement « objectiviste » que Verstiuk formule dans ses conclusions – à savoir qu'en dernière analyse, les défauts fatals du mouvement national étaient la structure sociale déformée, le retard culturel et éducatif, la faible présence des Ukrainiens dans les villes et le faible niveau de conscience nationale – ne dissuade pas les historiens de se pencher à nouveau sur les actions d'individus et de partis clés à des moments cruciaux du processus révolutionnaire ? Car je pense qu'environ la moitié de l'explication de l'issue de la révolution se trouve là.

Tous les mouvements de masse d'en bas étaient unis dans la recherche de solutions à trois problèmes fondamentaux: la guerre, la crise économique (réforme agraire, rétablissement de la production industrielle) et

le problème de la représentation démocratique. Ils étaient cependant sérieusement divisés sur la question nationale, à l'instar des partis sociaux-démocrates ukrainiens qui étaient divisés depuis leur création. La question nationale est la clé de l'unité de la classe ouvrière et de l'unité entre celle-ci et la paysannerie et l'intelligentsia. Par conséquent, seul un projet d'État pour l'indépendance nationale offrant des solutions à ces autres questions avait une chance de réussir. En effet, la Rada centrale a eu une grande chance en 1917, mais elle l'a perdue lorsque ses dirigeants ont évité de s'attaquer aux problèmes. Elle n'a pas osé demander la paix de manière indépendante. Elle a compromis sa position initialement radicale sur la réforme agraire en faveur des paysans moyens. Elle souhaitait remplacer le gouvernement provisoire en tant que décideur des industries stratégiques nationalisées et n'a pas accueilli favorablement le mouvement en faveur de l'autogestion et du contrôle par les travailleurs. Sur tous ces problèmes, les sociaux-démocrates ukrainiens ont adopté des positions mencheviques et, comme les mencheviks, ils ont été débordés par les bolcheviks.

Plus important encore, la Rada centrale n'a pas réussi à créer

un gouvernement fondé sur la représentation démocratique des masses. Bien sûr, il existe un débat de longue date sur la forme de représentation démocratique qui était légitime et acceptable en Ukraine en 1917 : la forme parlementaire basée sur les résultats des élections de l'Assemblée constituante panrusse, ou la forme du conseil/soviet, basée sur les représentants directement élus des comités d'ouvriers, de soldats et de paysans. En outre, il ne s'agissait pas seulement d'une question de forme de représentation démocratique, mais du fait que la « démocratie russe » avait le dessus dans les conseils d'ouvriers et de soldats dans les zones urbaines et que la « démocratie ukrainienne » avait le dessus sur la base des résultats des élections à l'Assemblée constituante.

Cependant, une occasion de sortir de l'impasse s'est présentée, et elle aurait pu modifier tout le cours de la révolution. Dans la période qui a suivi la prise du pouvoir par la Rada en octobre 1917, une vague de soutien populaire est apparue en faveur de la réélection de la Rada en tant que corps législatif et exécutif élargi représentant non seulement la « démocratie ukrainienne », la paysannerie et les partis des autres nationalités (Russes, Juifs, Polonais), comme

cela avait été négocié en juillet avec le gouvernement provisoire, mais représentant également les conseils ouvriers urbains. Ce n'est que lorsque la Rada a été reconnue comme un gouvernement autonome en juillet que les conseils urbains ont commencé à détourner leur regard de Petrograd vers Kyiv en tant que siège du pouvoir. La vague de soutien à la réélection de la Rada a été particulièrement forte dans les villes des gubernias du nord, mais elle est également dominante dans les villes de Kyiv, Kremenchuk, Kharkiv, Luhansk, Kherson, Katerynoslav, Odessa et Mykolaiv¹³. Dans toutes ces villes,

13. Les preuves historiques de ce mouvement de fond sont nombreuses. Voir Robitnycha hazeta, 3 novembre (p. 4), 4 novembre (p. 3), 5 novembre (p. 3), 7 novembre (p. 1), 25 novembre (pp. 3) et 15 décembre (p. 2) 1917; Evgeniia Bosh, *Natsionalnoe pravitelstvo* (n.p.: août 1918), 19, 20; V. Skorovstansky [Vasyl Shakhrai], *RevoUtsiia na Ukrainie* (Saratov: Borba, 1919), 74; Mykola Skrypnyk, « Nacherk istorii proletarskoi revoliutsii na Ukraini », *Chervonyi shliakh*, 1923, no. 2: 79; S. Sh..., « Iz istorii Sovlasti na Ukrainie », *Litopys revoliutsii*, 1924, no. 4: 167; Heorhii Lapchynsky, « Zarozhennia Radianskoi vlady ta pershi ii kroky v odnomu z mist ukrainskykh », *Chervonyi shliakh*, 1925, no. 1-2: 122, 141-4; idem, « Z pershykh dniv Vseukrainskoi Radianskoi vlady », *Litopys revoliutsii*, 1927, no. 5-6 : 55-6; E. Kviring, « Nekotorye popravki k vospominaniiam ob Ekaterinoslavskom Oktiabre », *Litopys revoliutsii*, 1928, no. 2: 137; Volodymyr Sukhyno-Khomenko, « Z pryvodu osoblyvosti proletarskoi revoliutsii na Ukraini », *Litopys revoliutsii*, 1928, no. 4: 105, 109, 111; M. A. Rubach, « Treba diisno

les conseils des députés ouvriers et soldats étaient majoritairement favorables à l'élargissement de la Rada par le biais d'une réélection. Cette évolution a divisé les rangs des sociaux-démocrates ukrainiens et des bolcheviks, indiquant un mouvement significatif de part et d'autre pour réconcilier leurs positions sur la forme et le contenu du pouvoir d'État. Les deux camps ont ensuite commis les plus grandes erreurs stratégiques de la révolution. Les sociaux-démocrates ont refusé aux conseils urbains une représentation adéquate lors du premier congrès des conseils de toute l'Ukraine, et les bolcheviks (ainsi que les sociaux-démocrates ukrainiens de gauche) se sont retirés, se sont rendus à Kharkiv pour convoquer le congrès rival des soviets de toute l'Ukraine, et ont établi une République populaire ukrainienne rivale, soutenue par l'Armée rouge russe en pleine invasion. Au moment où l'Armée rouge s'est approchée de Kyiv en janvier 1918, de nombreuses

vypravty », *Litopys revoliutsii*, 1930, no. 3-4: 264; lu. Hamretsky, « Do pyannia pro taktyku bilshovykiv shchodo Tsentralnoi Rady v lystopadi 1917 r. », *Ukrainskyi istorychnyi zhurnal*, 1965, no. 3: 69-71; Panas Eedenko, « Isaak Mazepa v zhytti i v politytsi », *Nashe slovo*, no. 3 (1973): 16; et lu. M. Hamretsky, Zh. P. Tymchenko et O. I. Shchus, *Rady Ukrainy V 1917 r.: lypen-hruden 1917 r.* (Kyiv: Naukova dumka, 1974), 103, 161-2, 186, 200, 206, 224, 242, 244, 247, 250-5.

unités militaires ukrainiennes qui avaient initialement porté la Rada au pouvoir ont été désillusionnées par ses accomplissements ultérieurs et ont fait défection pour rejoindre le camp de l'envahisseur. C'est la raison pour laquelle seuls des étudiants sont partis de Kyiv vers la ville voisine de Kruty pour défendre la Rada contre l'avancée de Muravev [commandant des Gardes rouges]. Ce n'est pas tant un manque de conscience nationale parmi les civils et les soldats de Kyiv qui a laissé la Rada sans défense, comme le suggère Verstiuk, mais une profonde désillusion à l'égard de la Rada, précisément parmi ceux qui avaient placé leurs plus grands espoirs en elle¹⁴.

Les dirigeants des mouvements de masse apparus en Ukraine en 1917 n'ont pas réussi à unir leurs forces et à créer un État capable de résister à la menace d'une intervention et d'une conquête étrangères. Ils ont perdu leur meilleure chance de créer un nouvel

État durable. Au cours des années qui ont suivi la révolution, la confiance entre ces mouvements s'est progressivement amenuisée et les défis non liés à l'autodétermination de l'Ukraine n'ont cessé de se multiplier. Pourtant, avec le recul, nous constatons aujourd'hui que la guerre et la révolution ont inversé le cours de l'histoire. Je ne peux que souscrire à l'évaluation positive que Verstiuk fait de l'issue de la révolution en termes de maturation de l'identité nationale ukrainienne. Le fait que les Ukrainiens n'aient pas réussi à se doter d'un État indépendant au cours de ces années a profondément marqué l'évaluation qu'a faite la génération nationaliste qui a suivi la génération socialiste et qui a considéré la construction de l'État comme la seule mesure sérieuse du progrès. La révolution s'est soldée par une victoire militaire de l'Armée rouge russe sur toutes les forces nationales, ce qui a conduit à la création, en décembre 1922, d'une République socialiste soviétique d'Ukraine, membre officiellement fédéré d'une Union soviétique considérablement centralisée. La RSS d'Ukraine représentait moins que ce que les socialistes ukrainiens voulaient obtenir. Cependant, elle représentait plus que ce que les socialistes russes avaient été

14. Alors que la Rada se réunissait pour la dernière fois à Kyiv afin de finaliser le Quatrième universel (la déclaration d'indépendance), des éclats d'obus provenant de l'autre côté du Dniepr se sont abattus sur leur toit. « Et ces canons n'avaient pas été apportés de Russie. Ils étaient à nous, appartenant à des unités militaires ukrainiennes », écrit Volodymyr Vynnychenko dans *Vidrodzhennia natsii*, vol. 2 (Vienne: Dzvyn, 1920), 254.

initialement prêts à concéder, et il s'agissait donc d'un compromis historique imposé aux prétendants au pouvoir par l'expérience de la révolution elle-même. Par-dessus tout, le compromis était né de la nouvelle conscience de masse créée par la révolution au sein de la société ukrainienne – une conscience que les bolcheviks au pouvoir ne pouvaient plus ignorer.

Mykyta Shapoval, un révolutionnaire socialiste qui a participé à ces événements, a écrit en 1927 :

«La Grande Révolution est un fait historique d'une importance exceptionnelle pour le peuple ukrainien. Avant tout, le peuple y a découvert son identité [...]. [et] chaque paysan et chaque ouvrier sait maintenant qu'il est ukrainien. L'identité nationale des travailleurs urbains s'est énormément développée. En 1917, ils se présentaient comme des Russes, mais aujourd'hui, plus de la moitié d'entre eux s'identifient comme des Ukrainiens. Il s'agit d'une conquête importante de la révolution et de notre lutte difficile » ¹⁵.

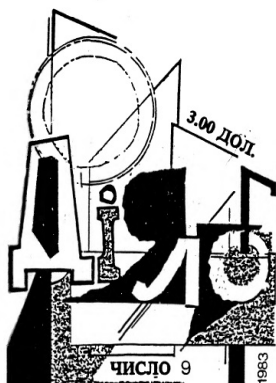
Il s'agit en effet de la réalisation la plus importante de la révolution. Elle a rendu possible la renaissance des années 1920 qui, à son tour, a

permis aux habitants de l'Ukraine de participer à la modernisation économique et sociale du 20^e siècle en tant qu'Ukrainiens, malgré le déni presque total de leur liberté politique.

15. Mykyta Shapoval, *Velyka revoliutsiia i ukrainska vyzvolna prohrama* (Prague: Vilna spilka et Ukrainskyi robitnychyj instytut, 1927), 251.



ДІАЛОГ	
ЗА ДІМНОСТЮ І СОЦІАЛІЗМ В СОВІЄТСЬКОМУ УКРАЇНІ	
ЗМІСТ	
Редакційна	2
Націоналізм упродовж часу	
Другий світовий війни:	
Історія о. С. Замоскв	4
Рух опору в Польщі	30
Павел, мурда й демократичний	
політик: Іван 1908-1979	37
Рухові: Політичний екстрем	40
Чехо-Словаччина: Мартін '77	50
Хроніка подій	52
Україна	52
Республіка СРСР	66
Влада українців на Балті	72
В.В. Томіко, Росія 9-на	
грама	74
4/10/82	ЦІНА \$1.00



ДІАЛОГ

Авгур: Спробуємо заглянути в завтрашній день	5
Тарас Кузьм: Робочий спротив в Україні до хвилі	17
інтерв'ю з Ізраїлем Клейнером	27
Лист до редакції	33
Наталія Пилипюк: Лебеді материнства	43
Огляд подій в Україні	59
Архів	69

*John Paul
Glinski*

La revue Діалог (Dialogue), 1980.

Trotsky ukrainien¹

Introduction

Les articles et les discours de Léon Trotsky présentés dans ce recueil se rapportent à deux moments critiques de l'histoire non seulement de l'Ukraine, mais aussi du monde entier : la révolution et la guerre civile de 1917-1921, ainsi que le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Trotsky lui-même ne considérait pas l'Ukraine comme une arène indépendante de lutte révolutionnaire. Il s'est plutôt consacré au mouvement révolutionnaire «pan-russe», passant autant de temps en exil que dans la Russie tsariste elle-même. Toutefois, il s'est avant tout battu pour la cause de la révolution sociale internationale, estimant qu'un pays arriéré aux relations capitalistes sous-développées comme la Russie ne pouvait construire un système socialiste que dans le cadre d'un processus révolutionnaire plus large englobant les États capitalistes avancés de l'époque.

Cependant, au début de 1917, c'est la Russie tsariste qui est devenue la première puissance impérialiste d'Europe à s'effondrer sous le poids de la guerre mondiale et à plonger dans la révolution, ce qui a déclenché une crise révolutionnaire de grande ampleur qui a touché le reste des pays européens impliqués dans la guerre. Grâce à l'effondrement de l'empire russe, ses ouvriers et ses paysans allaient bientôt jouer un rôle de premier plan dans ce drame international. En 1917, aucun membre du parti ouvrier social-démocrate russe, qu'il soit bolchevik ou menchevik, ne pensait que la révolution pouvait être gagnée uniquement en Russie. Le succès de la révolution russe ne semblait réaliste que si elle était prolongée par les peuples des pays capitalistes plus développés. Le chemin de la révolution de 1917 vers l'Occident passait également par le territoire de l'Ukraine. C'est donc dans le contexte de cette stratégie internationale plus large, commune à Trotsky et à ses camarades parmi les autres révolutionnaires européens, que nous devons considérer ses articles et discours sur l'Ukraine en 1917-1922.

1. Ouvrage publié en 2013.

Que peut-on y lire ? Premièrement, Trotski partage la conception de Lénine selon laquelle la révolution est fondamentalement sociale de par sa nature et ses priorités, et que ses objectifs doivent être subordonnés à d'autres questions (y compris l'autodétermination nationale).

Deuxièmement, Trotski, à l'instar de Lénine, établit une distinction entre le droit des nations à l'autodétermination et le soutien à chaque gouvernement national particulier qui prône cette autodétermination. Le respect de ces deux dispositions a permis à Trotski, d'une part, d'autoriser la participation des deux gouvernements belligérants de la République populaire d'Ukraine (le secrétariat général de la Rada centrale et le secrétariat du Comité exécutif ukrainien) aux négociations de Brest-Litovsk en 1918, et, d'autre part, de souligner simultanément aux représentants des puissances centrales (les pays de la Quadruple Alliance) qu'un traité de paix séparé avec l'un des gouvernements ukrainiens était impossible sans la conclusion simultanée d'un accord avec le Conseil des commissaires du peuple de la Russie soviétique.

Les documents de cet ouvrage suggèrent que Trotski comprenait la question nationale en Ukraine

comme un problème qui concernait principalement la paysannerie. Celle-ci constituant la grande majorité de la société ukrainienne, tout mouvement politique urbain qui espérait prendre le pouvoir politique devait respecter ce fait et prendre en compte à la fois la langue et la culture des paysans et leurs revendications sociales.

Le langage de Trotski, bien que nuancé et diplomatique, révèle le concept luxembourgist de la supériorité culturelle de la ville sur la culture paysanne, ainsi qu'une méfiance à l'égard de la paysannerie, considérée comme un environnement favorable au développement des relations capitalistes. Trotski a expliqué aux membres du parti bolchevique que la classe ouvrière urbaine (essentiellement russe) devait diriger ses frères et sœurs ukrainiens arriérés des campagnes.

De telles formulations montrent que sa compréhension de la question nationale et la stratégie des sociaux-démocrates à cet égard étaient généralement empruntées à Lénine et à Staline, ainsi qu'à Rosa Luxemburg.

Comme les autres dirigeants bolcheviques, Trotski ne voit pas la particularité de la révolution ukrainienne de 1917 dans les liens organiques qui se sont établis entre les ouvriers et les paysans

des villes grâce au mouvement révolutionnaire des soldats, pour la plupart d'anciens paysans en uniforme, stationnés dans les garnisons urbaines ou envoyés au front. C'est le mouvement des soldats qui a permis à la Rada centrale de prendre le pouvoir en novembre 1917. Et pendant la guerre civile, la «jacquerie» paysanne insurgée s'est transformée en une force sociale et militaire de premier plan (bien qu'elle n'ait pas été en mesure d'établir son propre État). Le poids social et politique de la classe ouvrière urbaine diminuant, en 1918 et 1919, le sort des régimes politiques basés dans les villes a été décidé par des groupes de paysans armés qui ont émergé dans toute l'Ukraine. Ils les ont portés au pouvoir dans l'espoir qu'ils soutiendraient les revendications paysannes en matière de terres et d'autonomie, et les ont renversés lorsqu'ils n'ont pas satisfait à ces exigences. L'incompréhension de cette dynamique en Ukraine pendant la guerre civile est devenue évidente lorsque, en mai 1919, lors d'une réunion du comité exécutif central panukrainien à Kyiv, Trotski a souligné que «le pouvoir soviétique a été établi et se sent plus fort que jamais».

Trotski a fait cette déclaration publique fracassante à un moment

où la position des bolcheviks en Ukraine était très difficile, refusant ainsi de reconnaître la gravité de la situation. Au même moment, des soulèvements paysans se répandaient sur le territoire de l'Ukraine, qui est théoriquement sous le contrôle de l'Armée rouge.

Ces soulèvements ont également pénétré les rangs de l'Armée rouge elle-même, entraînant la désertion des armées paysannes sous le commandement de Makhno, de Grigoriev et de nombreux autres atamans [chefs cosaques élus à la tête d'unités militaires ou de villages], ainsi que des bataillons de combattants partisans. Ces désertions minent si gravement les fronts de l'Armée rouge contre Dénikine au sud et Petlioura à l'ouest qu'en juillet 1919, que le gouvernement de Christian Rakovsky est contraint de quitter l'Ukraine pour franchir la frontière de la Russie soviétique.

Quel impact les difficultés des bolcheviks à consolider le pouvoir soviétique en Ukraine ont-elles eu sur la propagation potentielle de la révolution de 1917 en Europe centrale ? Ce recueil contient les brillants articles polémiques de Trotski contre ceux qui ont bloqué le chemin de l'Armée rouge vers l'ouest : Simon Petliura, Józef Piłsudski, ainsi que les Britanniques et les Français qui les

soutenaient. En novembre 1921, Trotski admet, chose rare, que «le pouvoir soviétique en Ukraine était détenu (et l'était de façon plutôt précaire) principalement par le pouvoir de Moscou, les grands communistes russes et l'Armée rouge russe» (cité dans Yuri Borys, *The Russian Communist Party and the Sovietisation of Ukraine*, Stockholm, 1960, p. 281). Si le mouvement ouvrier urbain n'avait pas été dispersé en 1919 à la suite de scissions internes mais n'avait pas établi une alliance solide avec la paysannerie ukrainienne, les conséquences de la révolution pour l'ensemble de l'Europe auraient été radicalement différentes.

Il est également difficile d'expliquer pourquoi, dans la nécrologie de Mykola Skrypnyk incluse dans ce recueil, Trotski ne s'attarde pas sur la répression qui a englouti le parti communiste (bolcheviks) d'Ukraine à partir de 1929 et à la famine de 1932-33. Trotski a choisi de présenter Skrypnyk comme une victime du système stalinien qu'il (Skrypnyk) a contribué à créer, mais a laissé de côté les crimes du stalinisme que Skrypnyk a vus de ses propres yeux et qui l'ont finalement poussé au suicide.

La question ukrainienne est revenue au premier plan de la politique internationale à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Trotski l'a traitée dans plusieurs articles publiés en 1939. Dans ceux-ci, il souligne que la question ukrainienne est au cœur de toute réponse révolutionnaire internationaliste potentielle face à la menace de la guerre qui se profile. Le peuple ukrainien est divisé entre les quatre États qui font obstacle à Hitler à l'est - la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et l'Union soviétique elle-même. Trotski en conclut que l'unification de ces quatre parties en un seul État ukrainien indépendant, composé d'ouvriers et de paysans, ferait davantage avancer la cause du socialisme international que la défense de l'intégrité territoriale de l'Union soviétique sous quelque forme que ce soit. Cet écart prononcé par rapport à l'évaluation faite par l'auteur du rôle de l'Ukraine en 1917-1921 est sans aucun doute dû aux changements importants survenus dans la situation internationale au cours des années écoulées, en particulier la montée du stalinisme et du fascisme. Trotski est resté fidèle à son approche caractéristique qui consiste à penser stratégiquement la situation internationale comme un contexte général pour le développement d'une stratégie locale pour un pays particulier. Le renforcement de la dictature stalinienne en Union soviétique et

au sein de l'Internationale communiste a rendu Trotski moins optimiste quant à la mesure dans laquelle les réalisations révolutionnaires de la période 1917-1921 avaient été préservées en URSS. La montée du fascisme en Europe, les empiètements expansionnistes de plus en plus évidents de l'Allemagne nazie à l'est et la vulnérabilité des régimes étatiques en Europe centrale et orientale l'ont amené à penser qu'une bataille pour l'Ukraine était inévitable. C'est pourquoi il a exprimé clairement et sans équivoque que les intérêts des ouvriers et des paysans d'Ukraine, ainsi que ceux de la classe ouvrière internationale dans son ensemble, étaient du côté de l'indépendance de l'Ukraine tant vis-à-vis de l'un ou l'autre camp. Pour Trotski, l'indépendance de l'Ukraine était le seul moyen d'éviter la catastrophe de 1939, même si, pour la plupart de ses contemporains, cette perspective pouvait sembler totalement irréaliste à l'époque.

УКРАЇНСЬКИЙ ТРОЦЬКИЙ

**Тексти
Лева
Троцького
про Україну**

Trotsky ukrainien.
Les textes sur l'Ukraine de Léon Trotsky.
Odessa, 2013.

Les causes de la crise ukrainienne¹

L'origine de la crise ukrainienne est le produit d'un certain nombre de circonstances historiques qui se sont cumulées en 2014. La première d'entre elles – qui sert également de base à l'activation de toutes les autres – est la situation dans laquelle l'Ukraine s'est trouvée en 1991, avec la naissance d'un nouvel État-nation en même temps que le retour du capitalisme. La deuxième est l'isolement de l'Ukraine par rapport aux blocs économiques et de sécurité régionaux des pays du noyau euro-atlantique à l'Ouest et de la Fédération de Russie à l'Est. La troisième est la résurgence de l'impérialisme russe et la quatrième est la concurrence permanente entre les impérialismes russe et européen pour l'inclusion de l'Ukraine dans leurs propres stratégies transnationales. La cinquième circonstance est la rivalité globale entre une influence américaine de plus en plus faible et une influence russe de plus en

plus forte en Europe. Nous considérons la Russie comme une force proactive qui a militarisé et internationalisé la crise ukrainienne en 2014 lorsqu'elle s'est emparée de la Crimée et a armé le soulèvement séparatiste dans l'Est, ce qui a mis la question de la sécurité européenne au premier plan et a rendu inévitable une confrontation entre la Russie et les États-Unis. Toutefois, cette dernière circonstance comporte un certain potentiel pour développer des différends au sein du bloc euro-atlantique, entre les États-Unis d'une part et les pays européens les plus puissants d'autre part.

La fragilité de l'État ukrainien

La révolte de Maïdan en 2013 – comme en 2004 – a été motivée par l'incapacité de la nouvelle classe dirigeante ukrainienne à partager le pouvoir démocratiquement ou à investir dans le développement de sa propre société. L'absence de légitimité démocratique ou de consensus social nécessaire a affaibli l'État et réduit sa capacité à relever les défis et à saisir les opportunités offertes par les puissances voisines.

1. Publié par *Commons*, 15 mars 2016.

Au cours du dernier quart de siècle, nous avons assisté à la fois au développement d'un nouvel État-nation et à sa transition incomplète vers une économie capitaliste. La construction de l'État et la privatisation des actifs nationalisés ont été des processus non seulement parallèles, mais aussi symbiotiques. L'État a été créé pour servir d'instrument au transfert massif de ces actifs entre les mains d'une classe très restreinte, que nous appelons les oligarques. Cette classe sociale a ensuite adapté l'État pour garantir de nouveaux cycles d'enrichissement, aux dépens du travail vivant, représentée par le secteur privé en pleine croissance.

En même temps, l'ancienne bureaucratie stalinienne n'a pas été écartée de l'économie planifiée qui s'est effondrée. Celle-ci a trouvé sa propre voie vers la maîtrise individuelle et collective des « hauteurs de commandement » économiques, permettant ainsi sa seconde naissance dans la sphère politique, où elle est devenue l'acteur absolument dominant dans le système multipartite.

L'État reposait sur le fragile consensus social d'un peuple qui croyait en la promesse de prospérité qui découlerait de la sortie de l'Union soviétique et de l'adhésion à l'Occident. Cette promesse n'ayant pas été tenue, les masses

ukrainiennes ont manifesté leur frustration et leur colère en 1994, 2001 et 2004², mais les protestations de plus en plus massives ont été vaincues parce qu'elles n'ont jamais entraîné de changement fondamental. Par ailleurs, les Ukrainiens sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au cours de la dernière année de l'Union soviétique, et ils subissent davantage d'inégalités qu'à cette époque. Leur influence sur les politiques publiques et les institutions de l'État reste faible, même s'ils sont parvenus à recouvrer à plusieurs reprises leurs droits à la liberté d'expression, de réunion et d'auto-organisation.

Ainsi, la crise actuelle est principalement liée à l'incapacité de l'État nouvellement indépendant à répondre aux aspirations premières des masses, pour lesquelles il a été fondé en 1991. Le Maïdan de l'hiver 2013-2014 a été la dernière révolte contre la déception de ces

2. En 1994, c'est la menace d'une grève générale qui contraint la Verkhovna Rada et le président Leonid Kravtchouk à annoncer enfin les premières élections démocratiques aux deux organes d'un État indépendant ; en 2001. Une « ville » de tentes sur la place de l'Indépendance – Maïdan – à Kyiv, a porté le slogan « L'Ukraine sans Koutchma » et a exigé la démission du deuxième président, jusqu'à ce que le mouvement soit brutalement réprimé ; et la révolution orange en 2004, qui a annulé les résultats d'une élection présidentielle truquée et porté Viktor Iouchtchenko au pouvoir.

attentes, un mouvement de masse qui a rapidement sapé le pouvoir de la nouvelle classe dirigeante, chassé sa faction la plus puissante du pays, mais n'a finalement pas réussi à l'évincer des institutions politiques et économiques. Cependant, le Maïdan s'est avéré être une menace suffisante pour forcer la Russie – le gendarme de la classe dirigeante transnationale dans la région – à intervenir et à s'emparer de la Crimée, à armer l'insurrection revancharde dans le Donbass, et à empêcher ainsi le processus révolutionnaire de s'étendre à l'Est et au Sud.

Isolement international de l'État ukrainien

La deuxième circonstance historique qui a contribué à l'éclatement de la crise actuelle est l'incapacité de l'État ukrainien – non seulement par sa propre faute – à s'intégrer avec succès dans l'alliance euro-atlantique ou dans l'alliance dirigée par la Russie. L'isolement qui en résulte par rapport à ces deux projets d'intégration a rendu l'Ukraine particulièrement vulnérable à toute modification de l'équilibre des pouvoirs dans la région.

Après la défaite de Leonid Kravchuk aux élections présidentielles de 1994, Leonid Koutchma a entrepris de créer une classe

dirigeante nationale qui prendrait sa propre place dans l'économie politique internationale. Sa stratégie consistait à exclure les capitaux russes et occidentaux des premières étapes de la privatisation à grande échelle des biens de l'État, à accumuler des richesses à l'intérieur du pays et à procéder à une modernisation technologique afin de préparer le pays à l'adhésion à l'Union européenne et à son marché unique. La stratégie de Koutchma a échoué parce que le gouvernement n'a pas réussi à forcer ses propres capitalistes à moderniser et à diversifier l'économie nationale en conservant leurs actifs dans le pays. Au lieu de cela, l'Ukraine est devenue un pays riche en énergie, en matières premières et en main-d'œuvre bon marché, exportant des minéraux et des produits agricoles intermédiaires, des produits énergétiques et des produits chimiques, des biens et marchandises exportés par les oligarques³. Malgré le rythme rapide de la reprise économique due à la croissance des exportations, la croissance des salaires qui l'a accompagnée et la reprise du secteur des services ont été inégales d'une région à l'autre : le

3. Le gouvernement a conservé les biens fonciers, les armes, l'aviation et l'industrie aérospatiale, les communications et les pipelines d'énergie dans la propriété de l'État.

salaire moyen dans l'est du pays atteignait 700 UAH à la mi-2004, alors qu'il était de 500 UAH à l'ouest. L'accroissement des inégalités économiques sociales et régionales, associé à la répression de plus en plus forte du régime, a été l'élément déclencheur de la révolution orange de 2004.

Depuis le deuxième mandat de Leonid Koutchma et le premier de Vladimir Poutine en tant que président de la Fédération de Russie, les capitalistes russes ont réalisé d'importants investissements dans l'économie ukrainienne. Le successeur de Koutchma en 2004, Viktor Iouchtchenko, a tenté de contrebalancer cette avancée russe en attirant des capitaux européens. En 2008, l'économie ukrainienne était largement saturée d'investissements occidentaux et russes, ce qui n'a pas permis de la diversifier ou de la moderniser. Au contraire, chaque partie a cherché à intégrer les ressources naturelles, la main-d'œuvre bon marché et les marchés de l'Ukraine dans ses chaînes de production et de consommation régionales technologiquement primitives.

Cependant, la crise financière de 2008 a empêché les deux parties de revendiquer une position dominante. Cependant, les oligarques ukrainiens gardaient l'espoir de rester une classe indépendante de

capitalistes dans l'économie politique mondiale. Ils ont résisté aux projets d'intégration de la Russie : la Communauté des États indépendants et l'Union douanière. L'Union européenne, quant à elle, ne voulait pas d'eux dans son giron et n'a laissé aucun doute à ce sujet en rejetant en 2005-2007 les demandes d'adhésion présentées par Viktor Iouchtchenko, le plus pro-occidental de tous les dirigeants ukrainiens. En outre, les plus grands pays de l'UE – l'Allemagne, la France et l'Italie – ont fermement résisté aux tentatives de proposer à l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN.

Ainsi, l'Ukraine s'est retrouvée dans une zone grise entre une Europe dirigée par les États-Unis et la Russie. Une couche entre deux surfaces, dont les frictions se sont accrues depuis que l'influence des États-Unis en Europe s'est affaiblie et que celle de la Russie s'est accrue.

Le renouveau de l'impérialisme russe

Le troisième facteur historique de la crise actuelle est la renaissance des ambitions impérialistes russes. Tout au long des années 1990, les gouvernements occidentaux ont cherché à intégrer les pays d'Europe centrale et les États baltes dans l'UE et l'OTAN,

tout en maintenant l'Ukraine, la Russie et le Belarus à distance de leur projet d'intégration.

À partir des années 2000, Poutine a commencé à restaurer la position de la Russie en tant que puissance importante en Eurasie. Il s'est principalement attaché à reconstruire les liens économiques de la Russie dans l'espace post-soviétique, à rétablir le contrôle de l'État sur les ressources énergétiques et minérales de la Russie et à promouvoir un certain nombre d'entreprises nationales en tant que leaders dans ces secteurs. Par la suite, le renouvellement des liens économiques avec les pays voisins jettera les bases d'un statut concurrentiel transnational pour les plus grands producteurs d'énergie et de minerais⁴.

En termes de stratégie, bien qu'à une échelle différente, le modèle d'impérialisme de la Russie est similaire à celui des États-Unis au 20^e siècle : fournir une protection militaire aux pays en échange de leur loyauté à la politique étrangère russe, et ouvrir l'accès aux marchés russes par la suppression

des obstacles à la pénétration du capital russe dans les économies nationales. La différence avec les États-Unis est que l'expansion russe est basée sur ses avantages compétitifs sur les marchés mondiaux des carburants, de l'énergie et des ressources naturelles, alors que le capitalisme américain s'est étendu à l'échelle mondiale avec une base de production beaucoup plus diversifiée et une demande intérieure déjà saturée.

L'économie russe ne dépend pas de la demande intérieure et ne la satisfait pas. Elle n'est pas diversifiée et sa bourgeoisie n'est pas disposée à investir massivement dans la diversification. La propriété en Russie est trop risquée, l'accès aux ressources et aux marchés nationaux dépend de l'autorisation du gouvernement, et les meilleures garanties de sécurité et opportunités d'investissement pour les capitaux russes se trouvent à l'étranger. Par conséquent, comme l'économie nationale russe n'est pas diversifiée, le capital russe a été réparti sectoriellement et géographiquement, le long de chaînes transnationales de production, de commerce et d'investissement.

Selon un rapport de 2008 de la Deutsche Bank, la Russie est devenue en 2006 le plus grand investisseur international parmi les pays

4. La stratégie de Poutine comprenait également la subordination des oligarques sur une base politique, l'extermination de l'État rebelle tchétchène au prix de dizaines de milliers de vies, la centralisation du système fédéral hérité de Boris Eltsine, ainsi que la mise en œuvre des réformes néolibérales du système de sécurité sociale.

BRIC. Les investissements directs étrangers (IDE) de la Russie sont deux fois plus élevés que ceux de ses plus proches rivaux, l'Inde et la Chine : La Russie a investi 160 milliards de dollars (contre 20 milliards en 2000) et est devenue la deuxième source d'IDE après Hong Kong. Les capitaux privés russes ont d'abord été investis à l'étranger proche, puis se sont déplacés plus loin à la recherche de nouveaux marchés, de financements et de nouvelles technologies, principalement dans les secteurs des carburants, de l'énergie et de la métallurgie.

Une enquête menée auprès des 25 plus grandes entreprises russes a montré qu'elles ont placé 52 % de leurs IDE en Europe occidentale, 22 % dans l'étranger proche et 11 % en Europe de l'Est. Plusieurs entreprises russes, dont Evraz, Severstal, Lukoil et Gazprom, ont réalisé de nouvelles acquisitions majeures à l'étranger en 2008 : en Ukraine, au Belarus, en Italie, au Canada et aux États-Unis. À cette époque, les grandes multinationales d'origine russe comprenaient Sistema, Sovcomflot, Norilsk Nickel et Basic Element. En 2010, l'IDE des entreprises russes a dépassé les 200 milliards de dollars et a été

dirigé principalement vers la CEI et l'UE⁵.

Au cours des 15 dernières années, la Russie a cherché à ramener l'Ukraine dans sa sphère d'influence traditionnelle. Elle a constamment cherché à préserver une production conjointe dans les secteurs de l'ingénierie, de la défense, de l'aérospatiale et d'autres industries de haute technologie qui ont survécu à l'effondrement de l'Union soviétique. Mais les capitaux russes étaient également à la recherche de nouveaux horizons, et l'Ukraine n'était qu'une étape sur la route principale de leur expansion vers l'Europe centrale et occidentale. L'Ukraine disposait des voies de distribution et des capacités de traitement dont les industries énergétiques, minières et chimiques russes avaient besoin. Les producteurs russes ont réalisé leurs premières acquisitions transfrontalières en 2000⁶. Mais les gazoducs et oléoducs qui traversent l'Ukraine et relient les

5. Alexey V. Kuznetsov, « Diversification industrielle et géographique des investissements directs étrangers russes ». Publications électroniques de l'Institut paneuropéen, 7/2010.

6. Marko Bojcin, « Commerce, investissement et dette : l'intégration de l'Ukraine dans les marchés mondiaux » dans Neil Robinson (ed) *Reforger le maillon faible : économie politique mondiale et changement post-soviétique en Russie, en Ukraine et en Biélorussie*, Ashgate-Aldershot, 2004 ; pp. 46-60.

fournisseurs russes aux consommateurs européens – la facilité de transit la plus précieuse de toutes – sont restés aux mains de l'État.

La présidence de Ianoukovytch

Sous la présidence de Viktor Ianoukovytch, nous avons assisté à une aliénation accrue des masses de la vie politique, à des turbulences économiques dans le sillage de la crise financière de 2008 et à un dilemme auquel l'État était confronté : accepter les conditions russes ou occidentales pour participer à leurs projets d'intégration. Le mélange de ces trois facteurs a finalement explosé à Kyiv au cours de l'hiver 2013-2014.

Ianoukovytch a battu de justesse Ioulia Timochenko lors de l'élection présidentielle de 2009 sur un programme de stabilité politique et de rétablissement des liens économiques avec la Russie⁷. Son prédécesseur, Iouchtchenko, était en désaccord avec la première ministre sur la politique à l'égard de la Russie. Timochenko a subi de plein fouet la crise financière de 2008 et a négocié un prêt d'urgence avec le FMI en 2009. Les relations russo-ukrainiennes ont été dominées par des différends

concernant le coût du gaz russe et son transport vers l'Europe. L'entreprise publique Naftogaz d'Ukraine était de plus en plus endettée auprès de Gazprom, et le gouvernement russe s'est servi de cette dette pour faire pression sur l'Ukraine sur un certain nombre de questions.

Iouchtchenko a tenté de contrebalancer la pénétration économique croissante de la Russie en ouvrant le pays aux investissements occidentaux. Ce flux s'est tragiquement arrêté avec le début de la crise financière de 2008, qui a touché les poches des gens ordinaires et a convaincu suffisamment d'électeurs, même dans l'ouest nationaliste du pays, de donner une chance à Ianoukovytch. L'arrivée d'oligarques vêtus en costumes Armani dans des limousines aux vitres teintées lors de l'investiture de Ianoukovytch à Kyiv en janvier 2010 a donné à tous un avant-goût des changements à venir.

Ianoukovytch a mis au point des stratagèmes pour soutirer des pots-de-vin à toutes les entreprises que ses ministères autorisaient à commercer. Ces prébendes ont fait de lui un magnat à part entière (représenté nominalement dans le secteur privé par son fils Oleksandr). Ianoukovytch a créé un cercle étroit de sept des capitalistes les plus influents, appelé

7. Marko Bojcun, « La crise économique internationale et les élections présidentielles de 2010 en Ukraine », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol.27, n° 3-4, septembre-décembre 2011, pp.496-519.

la Famille. Il a sauvé de la faillite le négociant en gaz Dmytro Firtash en lui fournissant 12 milliards de mètres cubes de gaz russe pour résoudre un différend entre Rosukrenergo, la société de Firtash, et Naftogaz d'Ukraine, apparu sous Iouchtchenko et Timochenko, et qui avaient tenté de l'évincer. Rosukrenergo est redevenu un intermédiaire entre Gazprom et Naftogaz dans le cadre d'une opération qui a permis aux présidents russe et ukrainien, ainsi qu'à des oligarques, de tirer profit du transit de gaz entre États. Gazprom a ouvert une ligne de crédit de 11 milliards de dollars à Firtash, qu'il a utilisée pour prendre des participations monopolistiques dans divers domaines tels que la transformation des engrais, les installations portuaires, la banque et la chaîne de télévision nationale Inter.

Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche du pays, a également bénéficié de sa bénédiction lorsque Ianoukovytch a accordé à sa société DTEK le monopole des exportations d'électricité. Le président a également autorisé l'autorité nationale de régulation de l'électricité à augmenter les tarifs payés par les collectivités locales et régionales à DTEK pour l'électricité produite par les centrales au charbon, afin qu'ils atteignent

des niveaux comparables à ceux payés par les centrales nucléaires appartenant à l'État. Akhmetov et Firtash ont tous deux remporté les appels d'offres pour la privatisation des fournisseurs régionaux d'électricité. Ils ont tous deux nommé leurs représentants à la commission nationale de régulation de l'énergie afin de s'assurer qu'ils continuent à percevoir des profits excessifs pour leurs entreprises de gaz et d'électricité⁸.

En novembre 2012, le président Ianoukovytch a signé une convention de double imposition avec le gouvernement chypriote pour remplacer un accord datant de l'ère soviétique. Ce faisant, il a préservé un canal utilisé par les plus grandes entreprises pour transférer leurs bénéfices à l'étranger ou les ramener en Ukraine sous la forme d'investissements et de prêts à l'étranger, qui étaient soumis à un impôt sur les plus-values beaucoup plus faible.

L'exportation de capitaux vers les paradis fiscaux s'est également faite par d'autres canaux utilisés par les entreprises ukrainiennes et étrangères. Ils privent chaque année le budget de l'État de fonds

8. Firtash a acheté ses actifs avec l'argent de Poutine ; Petrov : «Si vous n'avez pas vu une personne heureuse depuis longtemps, alors regardez-moi ».

d'un montant de 10 à 20 milliards de dollars.

Immédiatement après son entrée en fonction, Ianoukovytch a commencé à renforcer le contrôle présidentiel sur les pouvoirs législatif et judiciaire, le bureau du procureur et l'administration de la ville de Kyiv. Les règles du jeu ont été réécrites pour permettre au Parti des régions d'obtenir plus facilement une majorité parlementaire. En août 2012, la loi selon laquelle l'ensemble de la Verkhovna Rada était élue sur la base de la représentation proportionnelle des partis a été annulée. Désormais, la moitié des députés sont élus à la proportionnelle parmi les partis ayant franchi le seuil des 5 %, et les autres sont élus au scrutin uninominal. La nouvelle loi a fourni au parti présidentiel des régions un mécanisme pour financer ses représentants sous la forme de candidats indépendants dans des circonscriptions uninominales. Elle a également permis de tromper les observateurs indépendants au sein des commissions électorales locales et d'introduire un comptage frauduleux des voix au sein de la commission électorale centrale.

Les élections législatives d'octobre ont peut-être été les plus sales depuis les élections présidentielles de 2004 qui ont déclenché

la révolution orange. Elles ont permis à Ianoukovytch d'obtenir la majorité à la Rada, formée à la représentation proportionnelle sur les listes du Parti des régions et par des candidats nominalement indépendants issus de circonscriptions à scrutin uninominal⁹.

Outre les règlements de compte avec des rivaux puissants, l'emprisonnement de Ioulia Tymochenko et de Iouriï Loutsenko (ancien ministre de l'Intérieur) avec interdiction d'exercer une fonction publique pendant 7 ans a joué un rôle dans l'intimidation de l'opposition parlementaire et extraparlamentaire. Les agences de sécurité de l'État ont surveillé les candidats de l'opposition, les analystes indépendants, les recteurs d'université et les journalistes d'investigation. Une tentative de réduire les médias au silence a été finalement infructueuse mais la diffamation des fonctionnaires est devenue un délit pénal. Cette offensive avait quelque chose en commun avec la transition vers la « démocratie souveraine » qui était survenue en Russie voisine quelques années plus tôt.

9. T. A. Tyshchuk, O. V. Ivanov, « Moyens de contrer la sortie cachée de capitaux d'Ukraine. » (Ways to combat hidden capital flight from Ukraine), National Institute of Strategic Studies, 2012. <http://www.niss.gov.ua>.

L'économie

La croissance économique de la période 2000-2008 a été tirée par l'afflux d'investissements directs étrangers sur le marché national de la vente de détail et par les principaux produits d'exportation : matières premières, produits semi-finis, produits chimiques et denrées alimentaires. Après l'effondrement des prix extrêmement gonflés de ces produits de base en 2008, le PIB a chuté de plus de 15 % l'année suivante, soit la deuxième baisse la plus importante en Europe de l'Est après la Lettonie. La dette totale des secteurs privé et public a augmenté pour atteindre 103 milliards de dollars, soit 88 % du PIB de 2008¹⁰. Les prix des produits de base se sont redressés à la fin de 2009, mais la demande internationale n'a pas suivi sur le long terme. Le PIB annuel officiel de l'Ukraine a de nouveau augmenté d'un peu plus de 5 % en 2011, mais il a ensuite chuté et n'a enregistré aucune croissance en 2012-2013. En 2014, le PIB a commencé à diminuer en raison de plusieurs facteurs : la faiblesse persistante de la demande extérieure, les sorties massives de capitaux, l'annexion de la Crimée par

la Russie et la guerre dans l'est du pays.

Le commerce

Le commerce extérieur de l'Ukraine se caractérise par les éléments suivants :

le volume de ses échanges avec le marché unique de l'UE et la Russie a fluctué au fil des ans. La tendance générale a été une position stable de l'Ukraine comme principal partenaire commercial de la Russie. À la veille de la crise, l'UE et la Russie représentaient chacune un tiers du commerce total de l'Ukraine. En 2014, à la suite de l'embargo commercial décrété par la Russie à l'encontre des exportations ukrainiennes et de l'interdiction par le gouvernement ukrainien du commerce [avec la Russie] dans le secteur de la défense, la part de la Russie dans les échanges commerciaux de l'Ukraine est tombée à 21 %, tandis que celle de l'UE a augmenté pour atteindre 35 %.

L'Ukraine a eu une balance commerciale négative avec la Russie chaque année en raison de sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz russes et turkmènes (transportés par la Russie).

L'Ukraine affiche chaque année une balance commerciale négative avec l'UE en raison du décalage entre la valeur économique des

10. Serhii Rakhmanin, « Tout nous a déjà été volé... ».

biens importés de l'UE (machines, biens de consommation durables) et celui des biens exportés vers l'UE (matières premières et produits semi-finis).

L'Ukraine a couvert sa balance commerciale négative avec la Russie et l'UE en générant des excédents commerciaux avec l'Asie de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique.

Le commerce extérieur est resté équilibré ou excédentaire tant que la demande pour les principales exportations est restée élevée au cours de la période 2000-2008. Par la suite, la balance commerciale déficitaire a augmenté chaque année, atteignant 15 milliards de dollars en 2012 ¹¹.

En 2013, la Russie a lancé une guerre commerciale contre l'Ukraine en réponse aux premiers signes d'assouplissement des barrières commerciales entre l'Ukraine et l'UE, prélude à la signature attendue d'un accord de libre-échange. La Russie a affirmé que les exportateurs de l'UE utiliseraient l'Ukraine pour inonder le marché russe de leurs produits. La Russie a interdit les importations de produits laitiers, de fruits, de légumes, de viande, d'huile de tournesol et d'alcool ukrainiens.

11. Економічна правда.

Les investissements

Les investissements directs étrangers annuels ont bondi après la révolution orange, passant de 1,7 milliard de dollars en 2004 à 9,2 milliards de dollars en 2007. Au cours de ces années, l'Ukraine s'est classée deuxième derrière la Chine en termes d'investissements entrants par habitant¹². Pour la première fois, la plupart des investissements ont transité par le système bancaire, de nombreuses banques étrangères ayant ouvert des filiales en Ukraine pour accorder des prêts aux entreprises et aux petites entreprises. La plupart des IDE ont été consacrés aux crédits à l'exportation pour les entreprises agricoles et minières, aux crédits à la consommation, à l'immobilier et au commerce intérieur de produits de luxe importés¹³.

La part des capitaux étrangers dans les banques ukrainiennes

12. En fait, le déficit du commerce extérieur de l'Ukraine pour le commerce des marchandises s'est creusé depuis 2005, surtout après son adhésion à l'OMC. Voir Article d'Oleksandr Kravtchouk « Conséquences socio-économiques possibles de l'intégration européenne pour l'Ukraine » (Fig. 6, 7).

13. Dans le même temps, dans une large mesure, la croissance des investissements étrangers en Ukraine était une conséquence du retour de l'argent des oligarques de l'étranger. Voir « Sand Through Fingers : Offshores in the Ukrainian and World Economy » par Oleksiy Vedrov et « Ukraine is Offshore. L'histoire de la formation du modèle économique national » par Oleksandr Kravtchouk publié par *Commons*.

est passée de 13 % à plus de 50 % entre 2004 et 2008. Au cours de cette période, les banques de six États membres de l'UE ont détenu jusqu'à 30 % du capital bancaire. Les institutions financières russes en détenaient 10 %. La part européenne était représentée principalement par de grandes banques commerciales, au premier rang desquelles la banque autrichienne Raiffeisen, les banques italiennes Unicredit et Intesa San Paolo, et la banque française BNP Paribas. La part de la Russie était principalement répartie entre les banques d'État, notamment VTB, Vnesheconombank, Sberbank, BM Bank et Prominvestbank, ainsi que quatre autres banques liées au Kremlin¹⁴.

La crise financière internationale de 2008 a contraint les centres de capitaux étrangers à modifier leurs positions sur le marché ukrainien. Confrontées à de graves problèmes dans leur pays, les banques qui avaient acquis les réseaux nationaux de plusieurs banques ukrainiennes ont été contraintes de les vendre. Les oligarques ukrainiens, qui avaient vendu leurs banques à des valeurs comptables favorables, les rachetaient à présent avec une forte décote. Les banques russes, quant à elles, étaient mieux

protégées de la crise financière grâce aux prêts généreux accordés par leurs fonds souverains, et n'ont donc fait que consolider leur position dans le système bancaire ukrainien. Toutefois, au final, les plus grands gagnants ont été les banques privées ukrainiennes, qui ont augmenté leur part d'actifs dans le système bancaire de 40 % à 50 % entre 2008 et 2012. Les banques publiques ukrainiennes Oschadbank et Ukreximbank ont également augmenté leur part de 11 % à 15 % au cours de la même période¹⁵.

La part totale des capitaux bancaires étrangers est tombée à 34 % en 2014. La part des capitaux russes a atteint 12 %, ce qui en fait le premier pays par investisseur et le double des 6 % de son concurrent le plus proche, Chypre. Il ne faut pas oublier qu'une part importante des capitaux étrangers de Chypre provenait à l'origine de la Russie. Après quinze ans d'investissements étrangers, les capitaux russes ont profondément pénétré non seulement le système bancaire ukrainien, mais aussi, et c'est important, les secteurs de la transformation et de la fabrication : pétrochimie, agrochimie, production alimentaire, papier, matériaux de construction, acier,

14. Bojcun, « La crise économique internationale ».

15. Bojcun, « La crise économique internationale ».

métaux non ferreux, machines et armement. Elle occupe également des positions fortes dans les médias, les télécommunications, les assurances, l'information commerciale et les technologies de l'information¹⁶.

La dette

La dette publique de l'Ukraine (y compris la dette du secteur privé garantie par l'État) a légèrement augmenté entre 2000 et 2007 pour atteindre 18 milliards de dollars, soit 12 % du PIB. Par la suite, elle a augmenté rapidement pour atteindre un pic de 73 milliards de dollars en 2013. La dette extérieure brute du pays (y compris la dette du secteur privé) représentait le double de ce montant, soit 142,5 milliards de dollars, ce qui équivaut à 78,3 % du PIB en 2013¹⁷.

En août 2008, le gouvernement Timochenko a obtenu du FMI un prêt de 3,4 milliards de dollars sous forme de droits de tirage spéciaux afin de sauver les banques du pays et de rembourser la dette de l'État pour les importations de gaz russe. Le gouvernement Ianoukovytch, dirigé par le Premier ministre Mykola Azarov, est responsable de l'augmentation

de la dette publique de 40 milliards de dollars supplémentaires au cours des quatre années suivantes, dont 20 milliards de dollars en bons du Trésor et en euro-obligations ; 6,85 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux du FMI en août 2010 et en avril 2013, 6,6 milliards de dollars empruntés au gouvernement chinois en 2012 ; et 3 des 15 milliards de dollars offerts par le gouvernement russe en novembre 2013 pour persuader Ianoukovytch de ne pas signer l'accord d'association et de libre-échange avec l'UE. En plus de tout ce qui précède, le gouvernement ukrainien doit à Gazprom plusieurs milliards de dollars pour le gaz¹⁸.

Le remboursement de la dette pesait de plus en plus lourd sur le budget de l'État, représentant 40 % des dépenses totales à la fin de 2014¹⁹. La dette de l'Ukraine constituait un levier d'influence très pratique sur son gouvernement, tant pour la Russie que pour l'Occident. Le FMI était l'arbitre de la solvabilité de l'Ukraine, en tant que gardien des marchés financiers internationaux. Il a tenté d'imposer ses conditions au gouvernement afin de réduire la

16. Tyzhden, 18 février 2013.

17. Kuznetsov, « Diversification industrielle et géographique ».

18. Oleksandr Kravtchouk, *Une histoire de la formation de l'endettement de l'Ukraine*.

19. *Financial Times* 23 septembre, 26 novembre, 28 novembre 2013 ; 18 mars, 8 avril 2015.

propriété de l'État dans les services publics et d'abolir les subventions au bénéfice de la population, les services publics et les entreprises.

Le gouvernement russe a utilisé la dette de l'Ukraine et sa dépendance à l'égard des marchés d'exportation russes pour influencer la signature des accords de Kharkiv en avril 2010. Ces accords prévoyaient la prolongation du bail de Sébastopol et d'autres ports de Crimée pour la marine russe jusqu'en 2042 en échange de gaz moins cher. En juin de la même année, la Verkhovna Rada a exclu l'adhésion à l'OTAN de la stratégie de sécurité nationale du pays, rétablissant ainsi le statut de pays non aligné de l'Ukraine. Ianoukovytch a également accepté d'entamer des négociations avec la Russie pour la fusion de l'entreprise publique Naftogaz d'Ukraine avec Gazprom et sur l'approfondissement de la coopération interétatique dans les secteurs de la défense, de l'aérospatiale et de l'aviation.

Migration de la main-d'œuvre

La circulation de la main-d'œuvre met également en évidence les spécificités de l'intégration de l'Ukraine dans l'économie politique internationale. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, l'Ukraine a exporté sa

main-d'œuvre dans deux directions : les travailleurs vivant à l'est du pays ont principalement migré vers la Russie, tandis que ceux du centre et de l'ouest se sont dirigés vers l'UE. Ils ont été des millions, et l'impact de leur migration sur l'économie ukrainienne a été profond, bien que controversé. Le pays perdait des personnes qualifiées et bien éduquées qui partaient dans des pays où elles travaillaient illégalement ou semi-légalement dans des emplois mal payés. Les liens sociaux et familiaux des communautés dépeuplées par les migrations se sont sérieusement dégradés. Mais les travailleurs migrants ont envoyé chez eux des fonds provenant de leurs revenus, pour un montant total qui, selon certaines estimations, a dépassé le montant des investissements directs étrangers entrant en Ukraine. Sans ces envois de fonds, la situation de la classe ouvrière serait bien pire qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'impact global de la migration de la main-d'œuvre a toutefois été négatif en termes de potentiel de reproduction de la société ukrainienne.

Choix de l'un ou l'autre

La migration de la main-d'œuvre, le commerce, le rapatriement des bénéfices des investissements directs étrangers,

le remboursement de la dette et la fuite des capitaux ont été les voies de fuite des richesses de l'économie ukrainienne. L'Union européenne et l'Union économique eurasiennne sont des projets d'intégration régionale visant à réglementer et à corriger de manière globale le flux de ces fuites dans les zones relevant de leur juridiction. Par conséquent, en 2013, l'État ukrainien a dû choisir entre l'UE et l'Union économique. L'Union économique, qui comprend la Russie, le Belarus et le Kazakhstan, a été créée en 2010 et constitue le prototype de l'Union économique eurasiennne, qui a vu le jour en janvier 2015 et dont l'Arménie est le quatrième membre. Il s'agissait d'un choix « soit l'un, soit l'autre », car il n'était pas possible pour l'Ukraine d'appartenir aux deux projets d'intégration à la fois. Les dirigeants de la Russie et de l'UE ont tout simplement ignoré le fait que l'économie ukrainienne était étroitement liée aux marchés européen et russe, certes de manière asymétrique, mais néanmoins avec la même force – par le biais de la dette envers l'Occident, de l'approvisionnement en énergie en provenance de l'Est et du commerce avec les deux parties.

En 1994, l'Union européenne et l'Ukraine ont signé un accord

de partenariat et de coopération. Depuis 2007, des négociations sont en cours en vue d'un accord d'association et d'une zone de libre-échange « approfondie » commune, fondée sur la législation, la politique de concurrence et les normes de produits déjà en place au sein du marché unique de l'UE. Ces exigences, que la Verkhovna Rada a mises en œuvre d'urgence en 2013, auraient pu ajouter des coûts substantiels aux secteurs public et privé pour rendre les produits ukrainiens acceptables sur le marché de l'UE. Cependant, à l'exception d'une période transitoire durant laquelle les produits alimentaires de l'UE et les voitures ukrainiennes ont été protégés de la concurrence, la suppression de la quasi-totalité des barrières tarifaires et non tarifaires a exposé à long terme un certain nombre d'industries ukrainiennes à la concurrence constante et perturbatrice de la part de l'UE²⁰.

En outre, l'offre de l'UE était une « intégration sans institutions » : l'Ukraine ne s'est vu proposer ni l'adhésion à l'UE, ni même la perspective d'une adhésion. Elle resterait donc exclue du processus décisionnel qui façonne le marché unique de l'UE au sein duquel ses propres entreprises et

20. Banque mondiale, *Migration and Remittances Factbook* 2011.

travailleurs seraient en concurrence. Cette proposition n'était pas attrayante.

L'Union douanière et son successeur, l'Union économique eurasienne, offraient à l'Ukraine quelque chose de différent. Ce projet d'intégration était beaucoup moins développé que celui de l'Union européenne. La Russie produisait 90 % du PIB total des pays de l'Union douanière, ce qui signifiait que la Russie dominait l'Union indépendamment de sa structure de gouvernance formelle. Les autorités russes considèrent ce projet comme l'un des principaux moyens de retrouver son statut de grande puissance. L'agence de presse Spoutnik a salué la création de l'Union économique eurasienne en janvier 2015 comme « la naissance d'un nouveau géant ». Poutine l'a qualifiée de « puissante association supranationale capable de devenir l'un des pôles du monde moderne et de servir de lien efficace entre l'Europe et la région dynamique de l'Asie-Pacifique ».

Mais un tel pont ne pouvait guère être construit sans l'Ukraine. La diplomatie russe s'est concentrée sur cette question, essayant de persuader l'Ukraine de rejoindre l'Union en lui promettant de généreuses subventions énergétiques si elle le

faisait, et des sanctions commerciales si elle ne le faisait pas. Mais même sous Ianoukovytch et face à la détérioration de la situation économique, le gouvernement a continué à résister. Il existait une méfiance fondamentale entre Kyïv et Moscou, le refus de la Russie de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine étant au cœur de cette méfiance.

Ce rejet est enraciné dans la longue histoire de la domination impériale russe sur l'Ukraine. Sur le plan idéologique, il s'exprime par des affirmations selon lesquelles la nation ukrainienne n'existe pas et que les personnes qui en font partie ne sont que les « petits frères » de la nation russe (Malorosy). Depuis leur accession à l'indépendance en 1991, les dirigeants ukrainiens ont constamment été confrontés aux moqueries de leurs homologues russes : quand allez-vous enfin vous réveiller et cesser de jouer au jeu de la construction de l'État ? Poutine a parfaitement exprimé le paradoxe de la vision de l'État ukrainien des dirigeants russes lorsqu'il a déclaré à George W. Bush, en avril 2008, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, que l'Ukraine n'avait jamais vraiment été un État, mais que si elle essayait de rejoindre l'Alliance, elle cesserait d'exister

en tant qu'État²¹. Il n'est donc pas surprenant que Kyiv ait résisté à rejoindre la Russie dans l'Union douanière ou l'Union économique eurasiennne.

Malgré les accords de Kharkiv, qui ont réduit le prix du gaz russe de 100 dollars par millier de mètres cubes (tcm), l'Ukraine a continué à payer plus que l'Allemagne et l'Italie, qui sont beaucoup plus éloignées des champs gaziers russes. Le Belarus voisin a bénéficié d'un prix plus bas, mais seulement après que son président, Alexandre Loukachenko, ait vendu son gazoduc de transit à Gazprom. Les Ukrainiens n'étaient pas prêts à faire de même ; au lieu de cela, ils ont commencé à diversifier leurs sources d'approvisionnement en gaz, réduisant les importations russes de 57 millions de mètres cubes (mcm) en 2007 à 33 mcm en 2012 et 26 mcm en 2013²².

21. Il est probable que le gouvernement de Ianoukovytch ait résisté à l'adhésion à l'Union douanière avec la Russie plutôt en raison de l'intersection des intérêts des oligarques ukrainiens et russes sur de nombreux marchés qu'en raison d'une menace pour l'indépendance ukrainienne.

22. Toujours sur cette rencontre, cf. « Poutine a menacé d'encourager la sécession de la péninsule de la mer Noire de Crimée et de l'est de l'Ukraine ». Voir aussi le discours de Poutine devant l'Assemblée fédérale russe le 4 décembre 2014.

Le 22 novembre 2013, Poutine et Ianoukovytch se sont entretenus à Moscou, après quoi Ianoukovytch a annoncé qu'il ne signerait pas l'accord d'association et l'accord de libre-échange européen lors du prochain sommet du Partenariat oriental de l'UE à Vilnius. Lorsque la nouvelle est parvenue à Kyiv, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées sur Maïdan pour protester, exigeant que Ianoukovytch signe les accords.

Le 29 novembre, lors d'une conférence de presse à Vilnius, il a déclaré : « Nous avons de grandes difficultés avec Moscou. Cela fait trois ans et demi que je suis seul face à la Russie dans des conditions très déséquilibrées »²³. Il a proposé la solution suivante : engager Moscou dans des pourparlers trilatéraux avec l'UE et l'Ukraine. Mais les fonctionnaires de l'UE ont rejeté sa proposition.

S'exprimant lors de la session plénière du partenariat oriental, Ianoukovytch a insisté sur le fait qu'il ne rejetait pas les accords, mais qu'il souhaitait que les négociations se poursuivent afin de « minimiser les conséquences négatives de la période initiale, qui seront ressenties par les

23. Arkady Moshes, « L'Ukraine rejoindra-t-elle (et sauvera-t-elle) l'Union douanière eurasiennne ? »

Ukrainiens les plus vulnérables » : « Malheureusement, l'Ukraine a récemment été confrontée à de graves problèmes financiers et économiques [...] (nous avons besoin) d'une assistance macro-financière, [...] de la reprise de la coopération avec le FMI et la Banque mondiale, [...] de la révision des restrictions commerciales à des conditions spéciales, [...] de l'implication de l'UE et des institutions financières internationales dans la modernisation du système ukrainien de transport de gaz [...] comme point clé [...] pour assurer l'indépendance énergétique de l'Ukraine, [...] pour éliminer les contradictions et résoudre les problèmes de coopération commerciale et économique avec la Russie et d'autres membres de l'Union douanière liés à la création d'une zone de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE »²⁴.

On avait demandé à Ianoukovytch de choisir entre la Russie et l'Occident, mais il voulait coopérer avec les deux parties pour faire face aux problèmes croissants du pays.

Maïdan

Lorsque Ianoukovytch a prononcé ces mots, le nombre de manifestants sur le Maïdan de

Kyiv s'élevait déjà à plusieurs milliers. Personne n'a prêté attention aux lacunes très importantes des accords. Personne n'a prêté attention au fait que l'UE n'était pas prête à offrir plus de 10 millions d'euros d'aide au gouvernement pour le service de sa dette d'un milliard de dollars²⁵. Les manifestants ont simplement considéré la réticence de Ianoukovytch à signer les accords comme un rejet de la politique de l'UE sous la pression de Moscou. Dans la nuit du 29 au 30 novembre, les étudiants qui avaient installé un village de tentes sur le Maïdan ont été sévèrement réprimés par les forces spéciales du ministère de l'Intérieur et des dizaines d'entre eux ont été emprisonnées. Leur traitement a suscité une vive indignation dans la capitale, et le nombre de personnes présentes sur Maïdan a atteint des centaines de milliers le lendemain.

La crise ukrainienne s'internationalise

Les événements qui se sont déroulés en décembre, janvier et février et qui ont été connus dans le monde entier sous le nom de Maïdan étaient une lutte des masses pour renverser le régime politique de Viktor Ianoukovytch.

24. *The Guardian*, 29 novembre 2013.

25. *Kyiv Post*, 29 novembre 2013.

Bien qu'il ait été lui-même écarté du pouvoir, la classe oligarchique, dont le régime était au service de sa volonté et ses intérêts, n'a pas été écartée. Au contraire, elle s'est scindée entre un résidu de la faction de Ianoukovytch et un groupe d'oligarques qui ont fui vers la frontière orientale et préparé leur revanche sous la forme d'un mouvement séparatiste, et un second groupe d'oligarques qui ont gardé le contrôle des institutions de l'État à Kyiv. Plus important encore, le Maïdan n'a pas réussi, à plusieurs égards, à exploiter le potentiel révolutionnaire de ce moment historique. Il n'a pas réussi à libérer les institutions de l'État des oligarques, à remettre en cause leur domination sur l'économie ou à proposer un programme alternatif de développement socio-économique.

Cependant, l'issue de la lutte de Maïdan contre le régime de Ianoukovytch – impliquant de plus en plus la classe oligarchique divisée entre ces deux camps – n'a pas été décidée uniquement par les forces intérieures. Si ce n'est pas au début de la mobilisation des masses, c'est certainement vers la fin du régime que la Russie et les États-Unis ont tenté d'influencer le cours des événements en tirant parti de leur énorme pouvoir. Cependant, c'est

la Russie qui a porté de manière décisive la lutte pour le pouvoir en Ukraine au niveau d'une crise internationale. Dès que la position de Ianoukovytch à Kyiv est devenue plus précaire, les dirigeants russes ont déployé des forces militaires à la frontière avec l'Ukraine et renforcé leur position dans les bases navales louées en Crimée. Après la fuite de Ianoukovytch de Kyiv, les troupes russes ont pris le contrôle du gouvernement de Crimée, des lignes de communication et des centres urbains de la péninsule, et ont assiégé les bases militaires locales.

En s'emparant de la Crimée, la Russie a violé le mémorandum de Budapest, qu'elle avait signé avec les États-Unis et le Royaume-Uni en 1994 et en vertu duquel les signataires s'engageaient à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine en échange de l'abandon par cette dernière de ses armes nucléaires, qui ont été transférées à la Russie. La Russie a également violé le traité d'amitié, de coopération et de partenariat qu'elle avait signé avec l'Ukraine en 1998. Elle a violé la charte des Nations unies en modifiant par la force les frontières internationales, se justifiant uniquement en citant le fait que les puissances occidentales avaient fait la même chose en soutenant la sécession de l'État

nain du Kosovo par rapport à la Serbie. Plus tard, Poutine admettra que la Crimée a été occupée et annexée sur ses ordres²⁶ et l'agent du FSB russe Igor Girkin-Strelkov, qui a servi en Crimée avant d'être envoyé au Donbass²⁷, a expliqué dans une interview à Neuromir TV comment les forces armées russes, et non les autorités locales, ont organisé le soi-disant référendum²⁸.

Les plans de Poutine étaient beaucoup plus ambitieux que ce qui avait été réalisé. Selon le journal moscovite *Novaïa Gazeta*, huit régions ont été sélectionnées pour faire sécession de l'Ukraine. En cas de succès, la Russie aurait disposé d'un corridor terrestre

allant de sa frontière occidentale à la Crimée et à la Transnistrie, et l'Ukraine aurait été complètement coupée de la mer Noire. En fin de compte, les forces militaires russes et ukrainiennes créées avec leur aide n'ont pris que des parties de deux régions, Donetsk et Louhansk. Au départ, elles n'occupaient qu'environ 4 % du territoire ukrainien en 2014 et 5 % après l'offensive séparatiste de janvier 2015, mais la zone occupée représente une part beaucoup plus importante du PIB et des recettes d'exportation de l'Ukraine.

Le mouvement séparatiste a été lancé par des membres du Parti des régions lorsqu'il est devenu évident que leur influence à Kyiv était en train de fondre. Rinat Akhmetov, l'un des principaux bénéficiaires du patronage de Ianoukovytch, dont les affaires sont concentrées dans le Donbass, a fourni le financement initial des groupes armés²⁹. L'objectif déclaré des séparatistes était de protéger la population russophone de la région contre les « fascistes et les « Banderites » qui viendraient de Kyiv pour procéder à un nettoyage ethnique. Mais leur véritable objectif était d'empêcher le

26. . En effet, à l'automne 2013, le FMI a proposé d'ouvrir une ligne de crédit de 15 milliards de dollars sous condition de réduire les coûts sociaux, notamment – la réduction des subventions au gaz pour la population, le gel du salaire minimum, des fonds de la Caisse de retraite, ainsi que la dérégulation générale de l'économie du pays.

27. L'authenticité du document publié dans *Novaya Gazeta* n'a été ni démentie, ni confirmée, il n'y a donc actuellement aucune raison suffisante de s'appuyer pleinement sur cette publication comme preuve des plans des dirigeants russes.

28. Le statut d'Ihor Girkin en tant qu'agent du FSB au moment des événements décrits dans l'article ne peut être considéré que comme une supposition de l'auteur. Au moment de l'annexion de la Crimée, Girkin a officiellement démissionné du FSB et a occupé le poste de chef du service de sécurité du fonds d'investissement Marshall-Capital.

29. Voir une traduction anglaise du texte du document du Kremlin concernant ces plans ; initialement publié dans *Novaya Gazeta* le 24 février 2015.

Maïdan de se déplacer vers l'est, où se concentraient les actifs industriels et le pouvoir des oligarques. Les résidus du régime oligarchique ont rejoint cette plateforme séparatiste à l'est et ont commencé à la faire basculer pour renverser le gouvernement de Kyiv.

Les rangs des séparatistes ont été renforcés par des nationalistes russes, des fascistes, des mercenaires et des soldats « en permission ». Des ressortissants russes ont pris la tête de la soi-disant République populaire de Donetsk (Alexandre Boroday) et de son quartier général militaire à Sloviansk (Igor Girkin-Strelkov) et ont évincé le dirigeant d'origine ukrainienne (Pavel Gubarev, ancien membre de l'Unité nationale russe néo-nazie)³⁰. Lorsque le gouvernement de Kyiv a lancé sa campagne militaire contre ces groupes armés et leurs républiques autoproclamées, la Russie a augmenté ses livraisons tant en termes de personnel militaire et d'armes qu'en termes de qualité et de quantité. Les républiques dites de Donetsk et de Louhansk disposaient d'une certaine base sociale et de personnel qualifié dans la

région, mais leurs capacités militaires, diplomatiques et financières dépendaient presque entièrement du Kremlin.

La principale motivation de la Russie pour s'emparer de la Crimée et soutenir le mouvement séparatiste dans l'Est n'était pas de prendre des territoires, mais avant tout de réprimer le Maïdan et de restaurer l'influence russe sur le gouvernement de Kyiv, influence qui avait été précédemment garantie par Ianoukovytch. Le Maïdan ne menaçait pas seulement les intérêts de la Russie en Ukraine : il montrait que les gouvernements capitalistes oligarchiques de la région pouvaient être renversés par un soulèvement populaire durable.

L'objectif de la Russie était d'empêcher la poursuite de l'intégration de l'Ukraine dans l'Alliance atlantique par le biais d'un accord d'association ou d'un régime commercial avec l'UE, ou par la voie de l'adhésion à l'OTAN. Elle s'inquiétait des conséquences économiques pour elle-même d'un régime de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine et de la possibilité que l'association avec l'UE devienne une porte dérobée vers l'OTAN pour l'Ukraine. Elle cherchait des garanties d'accès aux marchés ukrainiens pour les capitalistes

30. L'affirmation de l'auteur concernant la prédominance des arguments concernant la menace de nettoyage ethnique n'est pas évidente, puisque d'autres arguments prévalaient dans la rhétorique des séparatistes à l'époque.

russe et une protection contre la concurrence des producteurs et des investisseurs européens. Elle souhaitait voir un gouvernement à Kyiv qui se coordonnerait avec ses politiques économiques et de sécurité et avec les stratégies régionales et mondiales de la Russie, ce qui conduirait finalement à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union économique eurasiennne et à une alliance de sécurité dirigée par la Russie.

Choix du moment et calculs de la Russie

Pourquoi la Russie a-t-elle choisi ce moment pour s'emparer de la Crimée et intervenir dans les régions orientales ? La Russie était militairement plus faible que les États-Unis, mais seulement dans un sens comparatif abstrait. Avec le déploiement effectif de ses forces régulières, la Russie était plus forte que l'OTAN dans son environnement proche. Ses voisins immédiats étaient militairement faibles et l'OTAN n'a pas réussi à projeter ou à maintenir sa force dans la région. L'Alliance n'a pas été en mesure de remplir ses engagements de défense mutuelle en Europe de l'Est pour des raisons purement logistiques : elle ne disposait pas de bases avancées significatives et n'était pas en mesure de les déployer rapidement. Comme

l'a déclaré le ministre estonien de la défense, Sven Mikser, le 24 juin 2015 : « Poutine pense avoir un avantage régional ».

Les divergences politiques entre les États-Unis et leurs alliés européens sur les relations avec la Russie ont été les plus importantes pour les calculs de Poutine. Selon une enquête menée par le Pew Research Center, les dirigeants de l'Allemagne, de la France et de l'Italie n'étaient pas prêts à défendre les États membres de l'Europe de l'Est, tels que la Lettonie, la Lituanie ou l'Estonie, s'ils étaient attaqués par la Russie³¹. L'opposition croissante de l'opinion publique américaine aux campagnes militaires à l'étranger imposait également des contraintes importantes à l'administration américaine.

Tous ces facteurs ont donné à la Russie le courage d'intervenir rapidement en Ukraine, ce à quoi elle s'était préparée. Elle a construit des bases militaires et les a repoussées au-delà de ses frontières. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Fédération de Russie avait maintenu des bases militaires au Belarus, en Transnistrie moldave, au Kirghizstan, au Tadjikistan et au Kazakhstan. Après l'accession

31. Voir Zbigniew Marcin Kowalewski, « Russian White Guards in the Donbass »

de Poutine à la présidence, de nouvelles bases ont été créées et les bases existantes au Belarus, en Arménie, en Géorgie et en Ukraine ont été équipées d'armes supplémentaires. En 2014, après l'annexion de la Crimée, Moscou a annulé les accords conclus avec l'Ukraine sur ses bases de Sébastopol, Kertch et d'autres parties de la Crimée. En janvier 2015, le ministre russe de la Défense a présenté une nouvelle doctrine militaire et annoncé son intention de dépenser 20 000 milliards de roubles (310 milliards de dollars) d'ici 2020 pour améliorer les capacités militaires en Crimée, à Kaliningrad et dans l'Arctique³².

Dans les bras des puissances occidentales

Si l'objectif de Poutine était de dissuader l'Ukraine d'établir des liens plus étroits avec l'OTAN, ses décisions ont eu l'effet inverse. La Verkhovna Rada a annulé le statut de pays non aligné et a demandé au gouvernement de renouer avec l'OTAN. Le gouvernement a demandé à l'OTAN de l'aider en lui fournissant des armes létales, mais cette demande a été rejetée. Depuis 1991, l'attitude de l'opinion publique à l'égard de l'adhésion à l'OTAN a connu un

changement historique, passant d'une majorité d'opposants à une majorité de partisans de l'OTAN³³. Tout au long de cette période, la position officielle des pays de l'OTAN, y compris les États-Unis, s'est limitée à reconnaître le droit de l'Ukraine à demander l'adhésion et à refuser systématiquement de répondre aux aspirations de l'Ukraine. Ils ont réagi ainsi alors que la Russie intensifiait ses livraisons d'armes lourdes aux séparatistes (y compris des systèmes de missiles BUK, dont l'un a abattu le vol MH17 de la Malaysian Airlines) et envoyait des formateurs et des conseillers politiques pour aider à stopper l'offensive ukrainienne de l'été 2014, à lancer sa propre offensive et à s'emparer de davantage de territoires et de populations. Porochenko a quitté le sommet de l'OTAN au Pays de Galles en août 2014 sans les armes qu'il avait demandées.

Les membres de l'OTAN présents au sommet ont toutefois convenu de fournir à l'Ukraine divers types d'armes non létales afin d'améliorer ses capacités de combat. Le Congrès américain a alloué 300 millions de dollars

32. *Financial Times*, 24 juin 2015.

33. En pourcentage du PIB, les dépenses de défense de la Russie sont passées de 3,9 % en 2010 à 4,2 % en 2013. Au cours de la même période, les dépenses américaines ont chuté de 4,6 % à 3,8 %.

à cette fin en 2015. Trois cents instructeurs militaires américains ont été envoyés en Ukraine. Le Canada et la Pologne ont promis d'envoyer 250 instructeurs supplémentaires. Le 5 février 2015, le ministre de la Défense lituanien a annoncé que son pays avait fourni à l'Ukraine des « éléments d'armes ». Certains rapports de presse ont suggéré qu'il s'agissait d'armes de l'ère soviétique. En juin de la même année, le même ministre de la Défense a annoncé l'intention de son pays de devenir le premier membre de l'OTAN à fournir des armes létales à l'Ukraine, mais le lendemain, cette déclaration a été démentie par son premier ministre, qui a déclaré qu'une décision finale n'avait pas encore été prise³⁴. En outre, la soi-disant République populaire de Louhansk a affirmé que la Pologne et l'Italie avaient fourni à l'Ukraine des mines terrestres, et l'agence de presse Novosti a rapporté que la Bulgarie, avec laquelle l'Ukraine avait des contrats d'armement à long terme, avait fourni des fusils de sniper et des

grenades antichars achetés avec de l'argent américain. Il est possible que les États-Unis aient fermé les yeux sur les transferts d'armes en provenance d'autres membres de l'OTAN, mais aucune de ces informations données par la presse n'a été vérifiée de manière indépendante. L'administration américaine, pour sa part, a continué de refuser fermement les demandes officielles de l'Ukraine concernant des armes létales pour contrer la puissance de feu russe, malgré le puissant lobbying américain et européen qui a accompagné ces demandes. Les dirigeants américains étaient conscients que de telles actions risquaient d'aggraver le conflit plutôt que de contribuer à sa résolution. Jusqu'à présent, les alliés du gouvernement ukrainien n'ont pas réussi à réduire l'avantage manifeste en matière d'armement dont bénéficient les armées des républiques populaires dites de Donetsk et de Louhansk de la part de la Russie.

Quelles sont donc les preuves que l'OTAN a empiété sur la « sphère d'influence traditionnelle » de la Russie en 2013-2014, et qui a provoqué la réaction de Poutine sous la forme d'une intervention militaire en Ukraine ? Les preuves disponibles suggèrent le contraire : c'est Poutine qui a été la partie active de la provocation.

34. « Si un référendum sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN avait eu lieu en juillet 2015, 64% des citoyens auraient voté pour et 28,5% auraient voté contre, 7,5% auraient hésité à répondre, selon le sondage de la Fondation des initiatives démocratiques, et le Centre Razumkov. Дзеркало тижня, 3 août 2015.

Il a correctement calculé que l'OTAN ne réagirait pas à une attaque contre l'Ukraine si elle était décisive et atteignait rapidement ses objectifs.

C'est notamment ce qui s'est passé dans le cas de la Crimée. Les pays occidentaux ont accepté ce fait accompli. Cependant, la crise actuelle ne s'est pas déroulée comme les combats entre la Russie et la Géorgie qui n'ont duré que quatre jours en août 2008. Poutine a mal calculé la capacité des forces gouvernementales ukrainiennes à faire face à l'insurrection séparatiste dans les régions de Donetsk et de Louhansk et à ses tentatives de s'étendre à d'autres régions. Le plan de Poutine consistait à se déplacer rapidement vers l'intérieur du pays. Il n'y est pas parvenu et les séparatistes pro-russes se sont limités aux parties orientales des régions de Donetsk et de Louhansk. Les avantages des Russes en termes de rapidité et de proximité géographique se sont estompés au fur et à mesure que le conflit s'éternisait, ne leur laissant que l'avantage de la puissance de feu. La guerre de mouvement est devenue une guerre de position. Et plus elle s'éternisait, plus les membres de l'OTAN dans la région étaient contraints de demander à leurs

alliés occidentaux de renforcer leurs frontières avec la Russie.

L'équilibre des pouvoirs

Au cœur de la crise ukrainienne se trouve l'évolution de l'équilibre des pouvoirs entre la Russie, les États-Unis et l'Allemagne, première puissance de l'Union européenne. L'expansion économique et militaire de la Russie l'a mise en confrontation directe avec l'hégémonie américaine sur l'Europe occidentale et orientale. Cette confrontation est d'autant plus forte que les États-Unis sont moins en mesure d'exercer leur influence en Europe de l'Est.

Comme indiqué plus haut, les capitaux russes ont été investis en Europe occidentale et centrale et se sont diversifiés, et le gouvernement russe a longtemps cherché et réussi à obtenir une coopération bilatérale avec les différents États membres de l'UE. Il l'a fait délibérément pour éviter les négociations avec l'UE en tant qu'entité collective. Le plus important de ces partenaires pour la Russie est l'Allemagne. Elle investit davantage dans l'économie russe que n'importe quel autre pays du monde et a autorisé une part importante des investissements russes dans la sienne. Parallèlement à ces liens économiques mutuels, un axe politique

UE (Berlin)-Kyiv-Moscou était en train d'émerger, mais la crise ukrainienne est intervenue : l'imposition de sanctions occidentales à la Russie a créé une énorme incertitude quant à son avenir.

En Ukraine, cet axe est dirigé par une certaine faction de la classe dirigeante, regroupée autour du magnat et principal contact avec la Russie, Dmytro Firtash, de son allié Serhiy Lovochkin, ancien chef de l'administration présidentielle, et du bloc d'opposition au sein de la Verkhovna Rada. Ce groupe tente de construire un axe UE-Kyiv-Moscou par opposition à l'axe existant Washington-Kyiv-Moscou. Leur plateforme internationale pour construire cet axe est l'Agence pour la modernisation de l'Ukraine, établie à Vienne en mars 2015. Parmi ses membres européens figurent des personnalités publiques bien connues³⁵.

35. Reiner Lindner, chef du groupe parlementaire germano-ukrainien, Karl-Georg Wellmann, membre du Bundestag ; Bernard-Henry Lévy, publiciste et militant français, Lord Risby, député britannique, Karl-Georg Wellmann, membre du Bundestag, Gunther Verheugen, commissaire européen aux affaires européennes en 1999-2004 ; Peer Steinbrück, artisan du programme de protection de l'euro pendant la crise économique de 2008, Laurence Parisot, vice-présidente du patronat français, Lord Mandelson, ancien commissaire européen au commerce, Rupert Scholtz, Włodzimierz Cimoszewicz, premier ministre de Pologne en 1996-1997, Lord

Les deux principaux soutiens de l'Agence en Ukraine sont la Fédération des employeurs, qui est dirigée par Firtash lui-même et dont les actifs commerciaux représentaient jusqu'à 70 % du PIB du pays en 2014, et la direction de la Fédération des syndicats. Le groupe formé par Firtash, Lovochkin et le bloc d'opposition se préparait à contester le parlement actuel. La probabilité qu'ils réussissent dépendait d'au moins deux choses : Porochenko et Iatseniouk pourraient-ils réussir à « écraser » Firtash, principalement en détruisant son empire commercial (dans le cadre de la campagne actuelle de « désoligarchisation » de l'État), et les pays occidentaux et la Russie accepteraient-ils de renverser les dirigeants ukrainiens actuels afin d'imposer une solution au conflit militaire à toutes les parties.

Le deuxième axe politique qui traverse la classe dirigeante ukrainienne est l'axe Washington-Kyiv-Moscou, représenté à Kyiv par la faction Poroshenko-Yatsenyuk. Cette faction déploie de grands efforts pour forcer les plus grands

McDonald, procureur général d'Angleterre et du Pays de Galles de 2003 à 2008, et Bernard Kouchner, ancien ministre français des Affaires étrangères et fondateur de l'organisation internationale Médecins sans frontières.

oligarques, Rinat Akhmetov, Ihor Kolomoisky et Dmytro Firtash, à agir dans le cadre de leur orientation pro-occidentale. Mais tous trois sont très intéressés par le maintien des liens avec la Russie et l'UE. En outre, cet axe politique ne repose pas sur une chaîne économique aussi forte que l'axe UE (Allemagne)-Kyiv-Moscou, car les États-Unis n'ont pas de relations économiques viables avec la Russie ou l'Ukraine.

Leur principal objectif est plutôt de diviser et de discipliner la région européenne dans laquelle les États-Unis exercent leur hégémonie. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est devenue une question à travers laquelle Washington tente de freiner les ambitions allemandes et force tous ses alliés européens à boycotter la Russie au lieu de faire secrètement des affaires avec elle. L'approche américaine est fondamentalement différente de celle de l'Allemagne, qui tente de forcer la Russie à maintenir un ordre fondé sur des règles dans la région, ce qui serait également bénéfique sur le plan économique. La crise ukrainienne est-elle donc devenue le paratonnerre d'une nouvelle division de l'alliance occidentale qui place l'Allemagne sur une corde raide entre les États-Unis et la Russie ?

Conclusions

Je n'ai pas essayé d'étendre mon analyse à la période initiale de la guerre à l'Est. Elle a été marquée par des milliers de morts et de blessés dans les combats – plus de civils que de soldats – une crise humanitaire, des millions de réfugiés, maintenant des personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays, une crise économique et sociale dans tout le pays, des sanctions occidentales contre la Russie, la montée du nationalisme en Russie et en Ukraine, des exercices militaires et des mobilisations de la Russie et de l'OTAN en Europe de l'Est.

Tout cela conduira à une nouvelle escalade et à une extension du conflit.

Dans cet article, j'ai essayé de montrer qu'il ne suffit pas d'analyser le comportement des grandes puissances pour comprendre comment cette crise a commencé. Ses racines se trouvent dans l'expérience historique de la société et de l'État ukrainiens. C'est la condition première et nécessaire à l'activation de tous les autres germes. De même, la solution à cette crise naîtra de l'Ukraine. Elle devra reconnaître l'incapacité de la classe dirigeante actuelle à répondre aux aspirations des masses au bien-être, à la justice sociale, à la démocratie et à

l'autodétermination nationale qui existent depuis l'indépendance en 1991. Les trois premières de ces aspirations ont été rejetées par la classe dirigeante ukrainienne, et la guerre actuelle avec la Russie démontre que cette classe est également incapable de défendre l'indépendance nationale de son pays. La situation actuelle résonne fortement avec deux tentatives historiques antérieures – en 1648 et en 1917 – lorsqu'une nouvelle classe sociale a essayé mais a échoué à construire un État indépendant centré sur Kyiv et le bassin du fleuve Dnipro. La même chose va-t-elle se reproduire ? L'Ukraine sera-t-elle à nouveau réduite à une arène de confrontation entre grandes puissances ?

La Russie, les États-Unis et l'Europe occidentale sont, chacun à leur manière, responsable de cette crise. J'ai essayé de montrer dans cet article que l'économie politique de l'Ukraine est tissée dans la trame de l'économie capitaliste transnationale, dans laquelle la Russie, d'une part, et les pays occidentaux, d'autre part, rivalisent pour attirer la classe dirigeante ukrainienne, le marché national et les moyens de production dans leurs projets d'intégration. Malgré des tentatives qui ont duré un quart de siècle, l'État ukrainien n'a pas réussi à devenir

membre des institutions politiques, militaires et de sécurité du projet occidental euro-atlantique. Au cours de la même période, il a rejeté les institutions équivalentes du projet dirigé par la Russie.

Dans mes conclusions, j'aimerais également attirer l'attention sur la résurgence de l'impérialisme russe depuis 2000, la division de l'alliance occidentale concernant les relations avec la Russie et la diminution de la capacité des États-Unis à créer leur propre zone d'influence dans la région. Ces trois facteurs ont progressivement modifié l'équilibre des forces en Europe de l'Est entre deux projets d'intégration régionale concurrents.

L'effondrement du régime de Ianoukovytch a donné l'occasion aux dirigeants russes de profiter de ce changement dans l'équilibre des forces, de prendre l'initiative et d'essayer de ramener l'Ukraine dans leur sphère d'influence. La Russie a militarisé et internationalisé la crise. Elle a contraint les pays occidentaux à réagir par des sanctions économiques et un renforcement des forces de l'OTAN aux frontières de la Russie et de l'Ukraine. L'Occident et la Russie ont fait pression sur les dirigeants ukrainiens pour qu'ils s'engagent et fassent des compromis avec le mouvement séparatiste. Plus

ils exerçaient de pressions sur l'Ukraine, moins il y avait de marge de manœuvre.

Considérer l'Ukraine comme faisant partie de sa sphère d'intérêt, que ce soit de la part de la Russie ou des puissances occidentales, est en tout état de cause une revendication impérialiste. L'une ou l'autre faction de la classe dirigeante ukrainienne peut se soumettre à un tel empiètement, voire à une tutelle conjointe de la Russie et de l'Occident sur le pays. Tôt ou tard, ses intérêts communs de classe les conduiront à le faire. Mais cela ne sera pas accepté par le peuple ukrainien ni par quiconque dans le monde qui se préoccupe de son sort.

Stratégie de développement et régime d'accumulation : le retour du capitalisme en Ukraine¹

L'émergence d'un État ukrainien indépendant après l'effondrement de l'Union soviétique a également marqué le début d'une ère historiquement nouvelle du capitalisme dans ce pays. Ces deux moments historiques sont intimement liés dans l'esprit de nombreuses personnes, car les propagandistes de ces deux nouveaux phénomènes – l'indépendance nationale et l'économie de marché – promettaient aux gens une vie meilleure qu'ils avaient connue dans l'URSS qui s'effondrait. Les dirigeants de la nouvelle Ukraine pensaient que leur pays disposait des meilleurs atouts parmi les républiques soviétiques pour « rejoindre l'Ouest », c'est-à-dire pour s'intégrer aux principaux États capitalistes situés au sommet de l'économie mondiale. Mais comme nous le savons, les vingt années suivantes la nation a connu de nombreux

problèmes. En outre, l'économie nationale s'est intégrée aux marchés mondiaux et aux chaînes de production à un niveau beaucoup plus bas que prévu. Et les dirigeants politiques et économiques de l'Ukraine, les uns après les autres, n'ont pas réussi à changer fondamentalement la place de l'économie ukrainienne dans le monde ou à alléger le fardeau de la pauvreté pour la majorité de la population.

Bien entendu, l'évolution de la situation internationale a joué un rôle considérable, déterminant l'orientation de la direction du nouvel État et limitant la liste des scénarios possibles. Au cours de son effondrement, l'URSS a cédé l'initiative aux États-Unis qui, avec les pays du G7 et de l'OCDE qui ont réussi à leur manière à faire face à l'effondrement du deuxième monde. Ces États ont travaillé ensemble pour absorber toute l'Europe centrale, l'Allemagne unifiée et les États baltes dans le noyau euro-atlantique, tout en maintenant l'URSS à distance, en empêchant qu'elle ne menace la sécurité et la stabilité internationales et en refusant catégoriquement aux États

1. Publié par [Commons](#), 9 septembre 2014.

advenus dans l'après-1991 la possibilité de s'intégrer dans le noyau euro-atlantique. Du point de vue des dirigeants américains et ouest-européens, l'Ukraine n'a jamais pu prétendre sérieusement être un membre du noyau. Alors que pour les Américains, elle a été pendant un certain temps candidate à l'adhésion à l'OTAN, parmi tous les membres du noyau de l'Europe occidentale, seuls les Britanniques pensaient qu'elle devait être acceptée au sein de l'OTAN et de l'UE. Au mieux, l'Ukraine était un contrepoids à la Russie, que le noyau avait mis en place pour empêcher la Russie de retrouver son statut de grande puissance.

Toutefois, il a fallu un certain temps aux États du noyau pour s'entendre sur une vision stratégique et comprendre ses implications pour l'Ukraine, la Russie et d'autres pays de l'« étranger lointain ».

Pendant tout ce temps, les dirigeants ukrainiens ont nourri l'espoir, de plus en plus illusoire, d'être acceptés dans la première ligue mondiale des nations. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que les dirigeants ukrainiens ont élaboré une stratégie de développement économique reposant sur l'exploitation des ressources nationales et la diversification pour développer la croissance, plutôt

que de chercher le salut dans les capitaux et les technologies de l'Occident.

Les conditions d'entrée et de survie dans le système capitaliste mondial n'étaient pas très favorables pour les nouveaux pays postcommunistes comme l'Ukraine. Ces conditions offraient peu de possibilités de réguler leurs propres économies ou de faciliter leur entrée dans l'arène de la concurrence internationale. Toutefois, l'économie ukrainienne a d'abord été protégée de l'entrée des plus grands acteurs mondiaux par le chaos total qui a accompagné l'effondrement du bloc soviétique. Alors que les riches hommes d'affaires occidentaux craignaient de mettre les pieds dans l'Est gangréné, des Ukrainiens pleins de ressources ont commencé à accumuler leur propre capital, sans rencontrer d'opposition. Mais cette première période d'accaparement de proie facile n'a pas duré longtemps. Des hommes d'affaires russes, puis occidentaux, sont entrés en scène et, à la fin de la deuxième décennie, la classe capitaliste ukrainienne était déjà intégrée dans la communauté transnationale au sens large.

Dans cet article, je cherche à expliquer deux résultats apparemment contradictoires des vingt dernières années : comment les

stratégies de développement poursuivies par les dirigeants ukrainiens n'ont pas réussi à construire une société heureuse et prospère ; et comment l'État ukrainien a nourri une classe de capitalistes nationaux et établi pour eux un régime fructueux d'accumulation de capital.

La stratégie de développement de Koutchma

Au cours des sept premières années de son indépendance, l'Ukraine a connu une récession économique. Elle a commencé dans les années 1980, mais s'est rapidement accélérée avec l'effondrement des réseaux de production et de commerce de l'URSS et du Conseil d'assistance économique mutuelle. Les années 1990 ont été marquées par une forte baisse de la production dans la plupart des secteurs de l'économie, par la dégradation des actifs fixes et par la baisse de la main-d'œuvre, tant en termes absolus d'emploi que de productivité des personnes employées. Le PIB de l'Ukraine, mesuré à prix intérieurs constants, a diminué d'environ deux tiers entre 1990 et 1997 (Ukrainian Economic Trends 1997b ; Ryaboshlyk 1997). Les secteurs les plus touchés ont été les secteurs de haute technologie les plus étroitement

intégrés dans la division du travail soviétique : le complexe militaro-industriel, l'aviation et l'aérospatiale, la machinerie lourde et les biens de consommation durables. L'extraction et le traitement des ressources combustibles et des minéraux, ainsi que l'industrie chimique, qui ont vu leur production brute diminuer en termes absolus mais à un rythme relativement plus lent, ont augmenté leur part dans la production industrielle dans son ensemble. Les produits de ces industries ont fait l'objet d'une forte demande extérieure dans les années 1990 et ont représenté une part importante des exportations. Ces industries se sont mieux comportées parce qu'elles n'ont pas été aussi durement touchées par la chute de la demande intérieure et qu'elles ont pu trouver des marchés en dehors du bloc soviétique qui s'est effondré.

Non seulement l'économie ukrainienne s'est contractée, mais elle s'est scindée en plusieurs couches se reproduisant de manière autonome : l'agriculture de subsistance pour la production alimentaire, dont dépendait l'ensemble de la population rurale et près de la moitié de la population urbaine au milieu des années 1990 (Bureau international du travail 1995 : 15 ; Dubrovskii et Pirani 1997 : 5-6) ; le secteur public, qui

comprenait le complexe militaro-industriel, les industries aérospatiales et aéronautiques, ainsi que les actifs les plus importants que le nouvel État ne cherchait pas à privatiser ; et le secteur privé, issu du commerce transfrontalier de l'énergie, des matières premières et des produits semi-finis, ainsi que les entreprises touchées par les premiers cycles de privatisation des petites et moyennes entreprises d'État. Une grande partie de ce nouveau secteur privé faisait partie de l'économie souterraine et échappait aux mesures statistiques, à la réglementation gouvernementale et à la fiscalité.

Ce n'est qu'au cours du premier mandat présidentiel de Leonid Koutchma (1994-1999) que les dirigeants de l'État ont acquis une capacité institutionnelle minimale pour ralentir le déclin économique. En 1996, la monnaie nationale (hryvnia) a été introduite – l'Ukraine a été le dernier des États post-soviétiques à le faire. Une politique de stabilisation de la monnaie a été mise en place, la croissance de la masse monétaire a été limitée et l'inflation galopante a été jugulée. Le gouvernement a commencé à assainir les finances publiques et les institutions de régulation, principalement par le biais des premiers cycles de privatisation. Toutefois, il n'a pas été en

mesure de mettre en œuvre une stratégie proactive de développement économique et social avant que la récession soit à son pic en 1999. La dévaluation de la hryvnia après la crise financière de 1998 a donné un élan à la reprise de l'industrie alimentaire, lui permettant de concurrencer efficacement les produits alimentaires importés² qui, à la fin des années 1990, occupaient plus de 60% du marché national de la vente au détail. La dévaluation et les conditions de prix favorables sur les marchés mondiaux ont stimulé la reprise des exportations d'acier, de produits chimiques et de denrées alimentaires. Dans ces nouvelles conditions de prix sur les marchés intérieurs et extérieurs, ainsi qu'avec l'aide de la nouvelle capacité institutionnelle de l'État, une croissance rapide a repris en 2000.

À la fin des années 1990, l'équipe de Koutchma avait déjà compris que l'Ukraine ne devait pas essayer de suivre les recettes du FMI et de la Banque mondiale. Personne d'autre qu'eux ne sortirait l'Ukraine du « groupe croissant des pauvres » que ses recettes

2. Le journal *Chas* a écrit le 25 octobre 1996 : « Nous avons non seulement perdu un marché étranger, mais aussi presque perdu le nôtre... L'un des grands magasins de Kyiv vend maintenant des boulettes de pommes de terre fabriquées à Brooklyn ! »

avaient développé au cours des décennies précédentes et dans lequel tombaient désormais la plupart des pays post-soviétiques (Galchynsky et al. 2004³ : 15-16). La stratégie de développement de Koutchma visait au contraire à créer une « économie sociale de marché » intégrée au marché mondial dans des conditions qui permettraient d'exploiter pleinement les atouts de l'Ukraine et de l'inclure dans l'échelon relativement élevé de la technologie. Il s'agissait avant tout d'une stratégie axée sur l'exportation, visant à accumuler les bénéfices du commerce extérieur dans les secteurs de l'acier, des produits chimiques et alimentaires, ainsi que du pétrole et des machines. Ces profits accumulés devaient être utilisés pour moderniser les industries de haute technologie existantes et en créer de nouvelles, ce qui, à long terme, devait conduire à une stratégie de croissance substituant les importations, reposant davantage sur la demande intérieure et étant moins dépendante des fluctuations et des chocs du marché extérieur (Galchynsky et al. 2004 : 15-16).

3. Il s'agit du travail collectif de scientifiques et d'experts ukrainiens qui ont travaillé sous la direction du Premier ministre de l'époque, Viktor Ianoukovitch

Le développement d'une classe capitaliste nationale forte et la restriction de la propriété étrangère dans les industries stratégiques, le système bancaire et le complexe énergétique et pétrolier faisaient partie intégrante de cette stratégie (Ukrainska Pravda 2003⁴). Le principal mécanisme de constitution de cette classe a été la privatisation des grands actifs de l'État. Une fois la privatisation des petites et moyennes entreprises achevée, le Fonds des biens de l'État a commencé à organiser la distribution de la première série de grandes entreprises industrielles. Il a décidé de vendre ces actifs en 2003 et 2004 à bas prix à plusieurs « clans » puissants – des sociétés intégrées verticalement dans la production, le commerce et la finance qui avaient accumulé leur capital initial dans les années 1990 de diverses manières, légales et illégales. Sur les 18 grandes entreprises privatisées en 2003 et 2004, 13 sont allées à quatre sociétés ; une société, SCM, contrôlée par Rinat Akhmetov, un proche allié du Premier ministre de l'époque, Ianoukovytch en ayant acquis sept (Paskhaver et Verkhovodova 2007).

Ainsi, la nouvelle ère historique du développement capitaliste en

4. Citation de Mykhailo Chechetov, directeur du State Property Fund.

Ukraine a été encadrée par une stratégie d'État visant à maintenir la concentration de l'industrie entre les mains d'un groupe social très restreint.

D'autres privatisations suivront. Il convient de rappeler qu'en 2004, les secteurs les plus technologiquement développés de l'économie – construction aéronautique, aérospatiale, industrie militaire, transports, télécommunications et services publics – n'étaient même pas considérés comme des candidats à la privatisation. Ils sont restés la propriété de l'État, soit en générant des revenus pour l'État (en particulier, le complexe militaro-industriel), soit en exigeant un soutien substantiel de l'État pour survivre sur des marchés étrangers très compétitifs et difficiles à atteindre (aviation et aérospatiale) (Central European 1992 ; Chas 1996 : 7 ; Ukrainian Economic Trends 1997a : Tableau 1.4).

La politique étrangère « multivectorielle » de Koutchma a servi sa stratégie de développement économique. Il était impératif de maintenir des liens étroits avec la Russie : l'économie et les services publics ukrainiens dépendaient du pétrole et du gaz russes bon marché ; la Russie était le principal importateur des machines et des produits alimentaires ukrainiens

; et les entreprises ukrainiennes étaient contraintes de coopérer avec les entreprises russes dans un certain nombre de secteurs, dont le plus important était le secteur militaro-industriel. Néanmoins, les dirigeants ukrainiens de Koutchma ont cherché à utiliser leurs avantages concurrentiels par rapport à la Russie et à d'autres anciens États soviétiques pour obtenir les ressources nécessaires à l'intégration dans le marché unique de l'ouest et les structures politiques de l'UE. La construction d'une économie sociale de marché et l'accession à l'échelon supérieur de la division mondiale du travail visaient précisément à faire de l'Ukraine un candidat attrayant à l'adhésion à l'UE (Galchynsky et al. 2004 : 18)⁵. L'intégration européenne est restée une priorité de la politique étrangère ukrainienne tout au long de la présidence de Koutchma, même après 2000, lorsqu'il a été confronté à l'isolement diplomatique de l'Occident

5. La stratégie d'intégration européenne était à long terme. Il prévoyait jusqu'en 2008 le développement d'un modèle « innovant » de développement économique ultérieurement, la réduction de l'écart de revenu par habitant entre l'UE et l'Ukraine, l'inclusion de l'industrie ukrainienne dans les chaînes de production européennes, le développement d'une classe moyenne forte, la démocratisation des institutions politiques, l'adaptation de la législation aux normes de l'UE, l'entrée dans l'OMC et l'OTAN.

et aux pressions croissantes d'une Russie renaissante afin que les entreprises russes pénètrent plus profondément dans l'économie ukrainienne (Bojcun 2001). Koutchma a fait des concessions à Poutine, mais a catégoriquement refusé de s'intégrer dans l'espace économique commun dirigé par la Russie au-delà de la participation à une zone de libre-échange. Ainsi, la réticence de Koutchma à autoriser les capitaux étrangers à pénétrer dans les secteurs stratégiques de l'économie nationale a inquiété à la fois les Européens de l'Ouest et les Russes.

Toutefois, il a été difficile d'empêcher les investissements russes de pénétrer dans les secteurs moyens de l'économie ukrainienne lorsque l'économie russe a commencé à se redresser et que l'État russe s'est montré plus déterminé à ouvrir la voie vers l'ouest pour ses producteurs de matières premières. Les industries de transformation et les infrastructures de transport ukrainiennes étaient des cibles évidentes pour les producteurs russes. Le rythme des investissements russes dans les actifs ukrainiens s'est accéléré en 2000 et 2001, en particulier dans le secteur des combustibles et de l'énergie et de la métallurgie. Utilisant la dette publique de l'Ukraine pour acquérir le gaz naturel russe

comme instrument de pression, Poutine a pu forcer Koutchma à signer un accord en novembre 2000 pour transférer le système de transport de gaz de l'Ukraine à Gazprom. Koutchma a réussi, d'une manière ou d'une autre, à se soustraire à l'accord. Entre-temps, d'autres sociétés russes ont réussi à acquérir des participations importantes, voire des intérêts majoritaires, dans un certain nombre d'entreprises ukrainiennes puissantes : Le holding russe SUAL a acheté l'usine d'aluminium de Zaporizhzhya ; Lukoil a acheté la raffinerie de pétrole d'Odessa, a créé une coentreprise avec la raffinerie de Kalush et a acquis une chaîne de stations-service ; Tyumen Oil Company (TNK) a acheté la raffinerie de Lysychansk ; et le conglomérat métallurgique RusAl a acquis la raffinerie d'alumine de Mykolaiv ; MetalsRussia a investi dans l'usine métallurgique de Donetsk ; Group Alliance, Alfa-Nafta et Tatneft ont participé à la privatisation des raffineries de Kherson, Nadvirna et Kremenchuk, respectivement (Kyiv Post2000 ; Ukrayina moloda 2001 ; Baltimore Sun 2001 ; Moscow Interfax 2001; Centre pour la paix, la conversion et la politique étrangère de l'Ukraine 2001). Il ne fait aucun doute que l'incapacité des investisseurs

occidentaux à acheter ces actifs à l'époque explique en grande partie l'attitude tiède de la diplomatie européenne et américaine à l'égard de Koutchma après 2000.

Les statistiques économiques montrent que la stratégie de croissance de Koutchma a fonctionné. Le PIB a augmenté considérablement d'une année sur l'autre, l'inflation est passée sous la barre des 10 % et la balance des opérations courantes [relevé des transactions internationales] est devenue excédentaire. Le revenu personnel a augmenté de manière significative en termes réels pendant quatre ans. Les investissements en actifs fixes ont augmenté d'une année sur l'autre, bien que partant d'une base très basse. L'investissement direct étranger (IDE) par habitant est resté à un niveau extrêmement modeste, bien qu'il y ait des raisons de penser que l'investissement russe a été beaucoup plus élevé que ne le montrent les statistiques officielles.

Toutefois, la stratégie et le régime politique mis en place par Koutchma pour mettre en œuvre cette politique et la mener présentaient des inconvénients. Tout d'abord, la stratégie axée sur les exportations en 2000-2002 reposait sur l'expansion de la production de biens d'exportation par l'augmentation de la

main-d'œuvre et des matières premières. Mais ces ressources ont été utilisées au maximum et rapidement épuisées, alors que le capital fixe lui-même avait déjà été usé pendant le long déclin des années 1990. Et tandis que les revenus réels des travailleurs augmentaient, les propriétaires industriels et leurs patrons dans l'appareil d'État ne travaillaient pas pour la demande intérieure. En 2003-2004, les exportations ont de nouveau augmenté, mais les bénéfices n'ont pas été suffisamment réinvestis dans le capital fixe. Ils n'ont pas non plus été utilisés pour diversifier la production afin de répondre à la demande intérieure croissante.

Il est logique de se demander ce qu'il est advenu des bénéfices des grands exportateurs. Une partie importante de ces bénéfices a été transférée à l'étranger pour les protéger de la dévaluation et des autorités fiscales. La petite Chypre, où de nombreuses entreprises ukrainiennes et russes ont ouvert des comptes bancaires, a été l'une des principales destinations. En outre, en 2004, l'administration présidentielle a intensifié la collecte des impôts et, au lieu de se faire payer les arriérés de TVA, a forcé les exportateurs à vendre des obligations d'État nationales. Toutefois, ces obligations fiscales ont été

contournées par des accords de corruption entre les entreprises et les autorités fiscales régionales. En outre, une grande partie des taxes collectées en 2004 a été utilisée pour financer la campagne présidentielle de Viktor Ianoukovytch, que Koutchma avait choisi pour lui succéder. Cette collusion entre les fonctionnaires et les entreprises a conduit à la consolidation d'entités politiques régionales autour des entreprises les plus puissantes, dont les dirigeants contrebalançaient l'influence du centre et rivalisaient entre eux pour influencer les institutions centrales (Zhalilo 2009 : 129-131). En retour, leur succès dans la réduction de la charge fiscale a déplacé cette charge vers les petits entrepreneurs qui, sans exception, servaient le marché intérieur. En 2004, 2,5 millions de petits entrepreneurs et d'indépendants officiellement enregistrés sur une population de 20 millions d'actifs étaient potentiellement concernés par cette charge (Paskhaver et Verkhovodova 2007). Ils ont naturellement répercuté l'augmentation de la charge fiscale sur leurs clients. Mais ils éprouvaient un profond ressentiment à l'égard du régime Koutchma et des grands clans d'affaires qu'il protégeait.

Les centres de production concentrés au niveau régional, qui

desservait les marchés d'exportation et enrichissaient les élites régionales, ont exacerbé les inégalités sociales et économiques dans l'ensemble du pays. L'une des inégalités les plus évidentes est la différenciation régionale de plus en plus marquée des salaires. En octobre 2004, le salaire mensuel moyen dans les régions orientales de Donetsk, Dnipro et Zaporijia dépassait 700 UAH, tandis que dans les régions occidentales de Ternopil, Rivne et Khmelnytsky, il dépassait à peine 400 UAH. En outre, l'ouest de l'Ukraine a souffert d'une émigration massive due au manque d'emplois. Et bien que les arriérés de salaires aient été les plus élevés dans les régions orientales au début de l'année, ils ont été réglés plus rapidement que dans les régions occidentales, ce qui a laissé dans la population une forte impression d'inégalité de traitement et de répartition inégale des fruits de la reprise économique (Zhalilo 2009 : 129-131). Ces inégalités régionales de revenus expliquent pourquoi davantage de travailleurs ruraux et urbains des régions centrales et occidentales ont soutenu le camp orange, tandis que l'Est et le Sud industriels de l'Ukraine se sont rangés du côté des Blancs et des Bleus lors des événements de la

fin de l'année 2004 (Mykhnenko 2009).

Les dirigeants de l'État ukrainien ont toujours été conscients de la nécessité de maintenir un consensus entre les classes lorsqu'ils tentaient de guider la société dans sa transition vers le capitalisme. Tout au long des années 1990 et au début du nouveau siècle, les dirigeants ukrainiens ont régulièrement exprimé leur crainte d'une « explosion sociale incontrôlée », ne sachant pas où se situaient les limites socialement acceptables de leurs actions et quelles pourraient en être leurs conséquences. Cette crainte était tout à fait compréhensible, car le nouveau gouvernement avait donné vie à une nouvelle classe de personnes très riches, leur transmettant la richesse sociale accumulée par les générations précédentes, tandis que la grande majorité de la génération actuelle, héritière légitime de cette richesse, vivait dans la pauvreté. Le mécanisme de cette redistribution historique des richesses était la privatisation. La majorité de la population a été amèrement déçue par la privatisation par bons d'achat du début des années 1990, suivie par la privatisation en espèces. La part qu'ils ont obtenue à l'issue de ces deux phases de privatisation ne ressemblait même pas à la

prospérité promise. Tout le monde a pu constater que les premières grandes entreprises privatisées en 2003-2004 sont allées à des proches du gouvernement. Puis, à la veille de l'élection présidentielle de 2004, une vague de privatisations illégales et secrètes de moyens de production, d'instituts de recherche, de biens immobiliers municipaux, de commerces de détail et de ressources naturelles a commencé à prendre de l'ampleur, jusqu'au jour du vote décisif. Cela a provoqué à juste titre la colère populaire contre le régime, qui a été décrit comme corrompu et « anti-national » (Paskhaver et Verkhovodova 2007 : 30).

Bien sûr, les revenus réels de la classe ouvrière industrielle en Ukraine ont augmenté après 1999. Mais ils ont augmenté après une chute terrible, quand environ 95 % des revenus des ménages étaient consacrés à l'alimentation et aux services de base, quand l'espérance de vie s'est effondrée, que la mortalité infantile a augmenté et que les femmes ont cessé d'avoir des enfants. La croissance des revenus a été extrêmement inégale, ce qui a exacerbé les confrontations régionales au sein de la classe ouvrière. Les tensions se sont également accrues entre les petits et moyens entrepreneurs, d'une part, et les milliardaires

soutenus par l'État, d'autre part. Kouchma n'a pas seulement échoué dans sa propre stratégie consistant à établir un cycle efficace de reproduction économique et sociale nationale par la médiation du marché mondial. Il n'a pas non plus réussi à empêcher l'accumulation des tensions sociales générées par cet échec stratégique et qui ont ensuite pris une tournure politique complexe dans la lutte entre le camp orange et le camp blanc-bleu.

L'économiste Zhalilo remarque que :

...les changements politiques radicaux qui ont eu lieu en Ukraine au tournant de 2004-2005 étaient une conséquence directe de l'inefficacité chronique de la stratégie socio-économique de l'État dans la mise en place de mécanismes de distribution harmonieuse des ressources produites par le système socio-économique à des fins de développement (Zhalilo 2009 : 133).

De la révolution orange à la crise financière internationale

La révolution orange de 2004 a marqué un tournant dans la politique intérieure et extérieure de l'État ukrainien. Il ne s'agit pas ici d'analyser le déroulement des événements révolutionnaires, mais il est néanmoins important

d'identifier les attentes des masses qui en ont découlé et qui ont influencé l'État dans ses efforts pour changer de cap. Parmi ces attentes, les principales priorités étaient : la fin de la corruption généralisée dans les domaines de la privatisation, de la fiscalité et de la réglementation de l'État en général ; la fin de la protection et de l'assistance de l'État aux plus grandes entreprises et l'égalité de traitement des travailleurs indépendants dans les petites et moyennes entreprises ; la fin de l'utilisation de mesures coercitives contre l'opposition parlementaire et extraparlamentaire – surveillance, censure de la presse, assassinat de journalistes, violations des libertés fondamentales de réunion et d'expression ; et l'amélioration du niveau de vie des segments de la population qui étaient les plus vulnérables à la crise économique et financière. Ces segments constituaient un élément important de l'alliance interclassiste qui formait le camp orange. Entre-temps, les dirigeants orangistes ne pouvaient plus se permettre de s'aliéner la base de masse du camp blanc et bleu vaincu, qui était presque aussi importante que la leur en termes électoraux. Les travailleurs industriels, concentrés dans les régions de l'est et du sud, ne voulaient pas voir s'évaporer les gains matériels

qu'ils avaient obtenus au cours des années précédentes. Iouchtchenko et Timochenko ont tous deux ressenti la nécessité de restaurer un sentiment d'unité nationale dans tout le pays.

Toutefois, ils n'étaient pas prêts à rétablir l'unité au sein de l'establishment lui-même. Avant de poursuivre la privatisation, les dirigeants orangistes ont décidé de reprendre les plus gros actifs privatisés sous Koutchma et de les repriver dans le cadre d'enchères ouvertes et transparentes. Ce faisant, ils ont fait d'une pierre trois coups. Premièrement, ils répondaient à l'indignation de l'opinion publique face à la manière dont les privatisations avaient été menées dans le passé. Deuxièmement, ils pouvaient affaiblir leurs rivaux du camp blanc-bleu en confisquant leurs richesses. Viktor Pinchuk, le gendre de Koutchma, et Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche du pays, ont été les premières cibles. Ils ont perdu l'usine sidérurgique Kryvorizhstal. Pinchuk a également perdu l'usine de tuyaux de Nikopol Sud et la compagnie d'assurance Oranta. Quelque 1 700 autres privatisations ont été remises en cause à la hâte par l'État, qui a exigé de les récupérer jusqu'à ce que l'ensemble du processus soit interrompu par des protestations contre sa sélectivité.

De plus, la perte de confiance dans les droits de la propriété privée qui est survenue, tant en Ukraine qu'à l'étranger, pouvait amener les grandes entreprises à quitter l'Ukraine.

La troisième cible de la reprivatisation a été le plus grand changement dans la stratégie économique du gouvernement : l'ouverture de l'économie aux investissements étrangers. Le nouveau gouvernement a organisé la reprivatisation de Kryvorizhstal, qui a été remportée lors d'un appel d'offres en octobre 2005 par le magnat indien de l'acier Lakshmi Mittal et a rapporté plus de six fois la somme que Pinchuk et Akhmetov avaient payée auparavant. Mais la privatisation de grandes industries et d'actifs tels que Ukrtelecom et l'usine portuaire d'Odessa s'est ensuite enlisée et s'est heurtée à de nouvelles protestations publiques. La Verkhovna Rada [parlement] a refusé d'approuver de nouvelles privatisations (Paskhaver et Verkhovodova 2007 : 31). Par conséquent, les capitaux étrangers n'ont pas pu accéder directement aux actifs productifs de l'économie ukrainienne et ont dû les approcher par des moyens indirects tels que l'investissement dans le commerce extérieur et intérieur.

C o m m e K o u t c h m a , Iouchtchenko cherchait avant tout à intégrer l'Ukraine dans le noyau atlantique des États capitalistes développés, dans leurs structures économiques, institutionnelles et de sécurité. Contrairement à Koutchma, la politique étrangère pro-européenne et pro-OTAN de Iouchtchenko était dirigée contre la Russie. Iouchtchenko voulait desserrer l'emprise de plus en plus étroite de la Russie sur l'économie, l'espace de l'information et l'environnement de sécurité de l'Ukraine. C'est ce qui ressort de sa politique étrangère pendant son mandat après 2004, malgré les tentatives de Timochenko, est d'arrondir les angles et de trouver un terrain d'entente avec la Russie. Mais en ce qui concerne la stratégie de développement économique de l'État, qui nous intéresse le plus aujourd'hui, le rapprochement avec l'UE et l'OTAN, que Iouchtchenko a poursuivi avec enthousiasme au niveau politique, s'est accompagné d'une ouverture majeure aux flux de capitaux transnationaux des États euro-atlantiques vers l'Ukraine. Les partisans d'une adhésion rapide de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN considéraient que ces deux tendances se renforçaient mutuellement. Il semble que les nouveaux dirigeants de

l'équipe de Iouchtchenko aient conclu que la stratégie d'intégration européenne de Koutchma prendrait trop de temps et que cet objectif pourrait être atteint plus rapidement en ouvrant la porte à la finance européenne et en lui permettant de s'enraciner dans l'économie nationale. Bien entendu, la finance devait être suivie par l'intégration dans les institutions politiques européennes et le parapluie de sécurité de l'OTAN pour se protéger. En outre, le camp ukrainien libéral-démocrate et pro-occidental était communément convaincu que les investissements étrangers directs apportaient nécessairement de nouvelles technologies, stimulent la modernisation et la diversification de la production et la relient à des chaînes de valeur transnationales. Ce point de vue était en opposition directe avec la position de Koutchma selon laquelle les conseils économiques des institutions occidentales conduiraient l'Ukraine à s'inclure dans le « groupe de pauvreté croissant ». Le camp orange voulait croire que les capitaux occidentaux aideraient à créer les secteurs économiques jusqu'ici inexistantes ou chroniquement faibles mais nécessaires pour répondre à la demande intérieure croissante.

La demande intérieure a en effet continué à croître, sous l'effet de la croissance du revenu réel et des politiques sociales. Tenant sa promesse d'améliorer le sort des segments les plus pauvres de la société, le gouvernement a prélevé une part croissante du PIB sur les entreprises et a augmenté les revenus des ménages. Les salaires du secteur public ont augmenté rapidement. En 2005, le montant total des pensions et de l'aide sociale est passé de l'équivalent de 4 % du PIB à 25 % du PIB, alors que le PIB dans son ensemble n'a augmenté que de 2,7 % cette année-là. Ainsi, l'expansion de la demande effective n'était pas seulement due à l'explosion des prêts bon marché en provenance de l'étranger. En l'absence d'une expansion équivalente de la production nationale de biens et de services, seuls les producteurs et fournisseurs étrangers pouvaient répondre à la demande.

Après la révolution orange, les investissements directs étrangers ont bondi de 1,7 milliard de dollars en 2004 à un pic de 9,2 milliards de dollars en 2007. Une grande partie de cet afflux a été canalisée par le système bancaire. La part du capital des banques ukrainiennes détenue par des actionnaires étrangers est passée de 13 % à plus de 50 % entre 2004 et

2009. Les plus importantes étaient des résidents de l'UE et la Russie. Six pays de l'UE représentaient 61 % du capital bancaire détenu par des étrangers. Les institutions financières basées en Russie détenaient 21 % supplémentaires. La part de la Russie se distinguait par la prédominance des banques d'État : VTB, VEB, Sberbank, BM Bank et Prominvestbank, ainsi que quatre autres banques étroitement liées au Kremlin. La présence européenne était emmenée par le groupe autrichien Raiffeisen, les banques italiennes Unicredit et Intesa San Paolo, et la banque française BNP Paribas. En avril 2009, sept des dix plus grandes banques en termes d'actifs étaient détenues par des étrangers. Les banques publiques ukrainiennes détenaient moins d'un huitième des actifs bancaires du pays (Mykhnenko et Swain 2010 : 158).

À quelques exceptions près, les investissements directs étrangers (IDE) réalisés entre 2005 et 2009 ne visaient pas la modernisation technologique et la diversification économique. Ils ont principalement servi à acquérir et à développer des succursales de banques de détail qui offraient des prêts bon marché à la population (bon marché par rapport au boom économique), à développer le commerce de gros et

de détail de produits de haute technologie, de biens de consommation durables et de produits de luxe (principalement importés), à financer des entreprises d'extraction et de transformation orientées vers l'exportation, et à acheter de l'immobilier. En 2007, année record pour l'IDE, 29 % des investissements ont été consacrés à l'expansion des services financiers. Par ailleurs, 9 % sont allés dans le secteur de la construction, qui était alors étroitement lié au marché immobilier urbain en plein essor. 25 % des IDE sont allés à l'industrie, mais en fait dans des usines qui exportaient la plupart de leurs produits (acier et produits chimiques) vers les marchés mondiaux des matières premières en pleine croissance. Le secteur de la construction mécanique n'a reçu que 1,7 % de l'ensemble des IDE en 2007. Par conséquent, les équipements sont devenus une composante de plus en plus importante des importations nationales, jusqu'à ce que la valeur des équipements importés dépasse celle des équipements produits dans le pays (Zhalilo 2009 : 143-150).

L'Ukraine a connu huit années de forte croissance de PIB entre le début de l'année 2000 et la fin de l'année 2007. Cette période a connu deux phases de forte croissance, suivies d'un léger

ralentissement immédiatement après la révolution orange. Dans les deux phases, la forte demande extérieure pour l'acier et les produits chimiques ukrainiens a été un moteur de croissance. Toutefois, la structure du PIB industriel est restée relativement statique au cours de cette période de huit ans, avec des tendances nettement négatives pour les industries alimentaires et légères, dont la part dans le PIB était en baisse. Le secteur de la construction de machines, dont les produits étaient demandés en Russie et sur d'autres marchés post-soviétiques, n'a pratiquement pas progressé. Cela ne signifie qu'une chose : ni les propriétaires privés d'entreprises industrielles, qui recevaient d'importants bénéfices des exportations, ni l'État, qui prélevait une partie de ces bénéfices par le biais de la fiscalité, n'ont réorienté ces ressources accumulées vers les secteurs de l'économie qui avaient le plus besoin d'être développés.

Ces huit années de croissance tirée par les exportations n'ont pas conduit à une amélioration fondamentale de la structure de l'industrie ukrainienne, de son niveau technologique global ou de son niveau d'intégration dans l'économie capitaliste mondiale. La question est de savoir si cet échec est dû à des raisons différentes dans

les différentes phases de croissance sous Koutchma et Iouchtchenko. La stratégie de Koutchma a échoué parce que son régime politique n'a pas été en mesure d'empêcher le développement des confrontations sociales et régionales générées par l'expansion non réglementée du capital dans les secteurs d'exportation. En d'autres termes, la stratégie recevait un frein interne. La révolution orange, en revanche, a ouvert le processus politique à des groupes plus larges de la classe moyenne et supérieure et a promis de résoudre ces tensions. Iouchtchenko a changé d'approche : il a invité les capitaux étrangers du noyau euro-atlantique à contrebalancer les capitaux russes et à répondre à la demande intérieure croissante de biens et de services que l'économie nationale ne pouvait pas fournir. Iouchtchenko et ses alliés pensaient que les capitaux étrangers aideraient à moderniser l'économie ukrainienne sur le plan technologique et à diversifier la production nationale de biens pour lesquels il existait une demande. Mais les capitaux étrangers ont investi aux mauvais endroits, dans le commerce intérieur et extérieur, les services financiers et les secteurs d'exportation très rentables. Les capitaux étrangers ont exporté leurs

bénéfices, tout comme les capitaux des propriétaires ukrainiens. La stratégie de Iouchtchenko s'est donc heurtée à un frein externe supplémentaire au développement. Et lorsque la crise financière internationale a commencé en 2007-2008, gelant les flux de capitaux et faisant s'effondrer les prix et la demande sur les marchés mondiaux des matières premières, l'économie et l'État ukrainiens se sont retrouvés sans réserves ni demande [de biens] alternative sur laquelle s'appuyer.

De la crise financière à l'élection présidentielle

La crise financière a frappé l'économie ukrainienne à l'été 2008, lorsque les exportations de ses principaux produits – acier, produits chimiques et céréales pendant son mandat ont chuté à la suite de l'effondrement des prix internationaux des matières premières. Cela a entraîné une forte baisse de la production : le produit intérieur brut, qui avait connu une croissance régulière pendant huit ans, a chuté de 15 % en 2009, soit l'une des plus fortes baisses en Europe de l'Est.

Le chômage a augmenté, les arriérés de salaires se sont accumulés et les salaires réels ont baissé. L'endettement des ménages a augmenté, car les personnes qui

avaient contracté des emprunts pour acheter des voitures, des logements, pour leurs vacances, l'éducation des enfants, etc. ont perdu leur emploi ou ont assisté, impuissantes, à la dépréciation de leur épargne en hryvnia par rapport à leur dette libellée en euros ou en dollars.

Les banques par lesquelles transitaient les investissements étrangers étaient pressurées de deux côtés : leurs sièges à l'Ouest étaient eux-mêmes confrontés à une crise de liquidité dans leur pays, et leurs clients ukrainiens, entreprises et particuliers, s'étaient surendettés pendant le boom économique et n'étaient plus en mesure de rembourser leurs dettes. Fin 2008, la dette du secteur privé s'élevait à 104 milliards de dollars, soit presque autant que le PIB annuel selon les estimations officielles, et la crise du secteur bancaire a commencé. À l'automne 2008, la guerre russo-géorgienne et la crise financière ont provoqué une sortie massive de capitaux du pays. Les investissements directs étrangers nets sont tombés à 4,5 milliards d'USD en 2009, soit la moitié du niveau de 2008. Après une succession de réévaluations que la hryvnia a connues jusqu'en 2008, elle s'était dépréciée de 47 % par rapport à l'euro l'année suivante.

Le gouvernement de la Première ministre Ioulia Timochenko a décidé de faire face à la crise en empruntant 16,4 milliards de dollars au FMI pour recapitaliser les banques en difficulté, nationaliser les plus touchées, couvrir le déficit du commerce extérieur et remplir les obligations sociales de l'État. Le successeur de Mme Timochenko après l'élection présidentielle de 2010, le Premier ministre Mykola Azarov, a contracté un autre prêt auprès du FMI et a emprunté de l'argent à des banques européennes et russes. Ainsi, le gouvernement a transformé les dettes du secteur privé issues de la crise en une dette publique des travailleurs et des contribuables ukrainiens. Aucun de ces prêts n'a été utilisé pour stimuler la reprise de la production dans le pays, mais plutôt à sauver les institutions financières, rembourser les dettes envers les créanciers étrangers, rembourser la dette de l'État pour le gaz russe et réduire le déficit du budget de l'État.

La campagne électorale présidentielle d'octobre 2009 à février 2010, qui a débuté immédiatement après le déclin brutal de l'économie nationale causé par la crise financière, aurait pu entraîner des changements importants dans la stratégie de l'élite et le comportement de la société. Mais cela

ne s'est pas produit. Au contraire, aucun des principaux candidats n'étaient pas pressés d'indiquer les moyens de sortir de la crise avant la fin de l'élection. Cette question a été abordée lors de discussions au sein de petits groupes de réflexion et de réunions privées, et non lors des débats électoraux, car tous les candidats se préparaient à prendre des mesures extrêmement impopulaires auprès de l'électorat.

L'élection de Viktor Ianoukovitch a été soutenue par les oligarques les plus puissants. Ils attendaient de lui qu'il élabore une stratégie pour aider leurs entreprises à faire face à la crise. Cette stratégie devait inévitablement inclure des changements significatifs en matière de politique intérieure et étrangère.

Bien que le gouvernement et les principaux chefs d'entreprise aient espéré se remettre de la crise financière, économique et commerciale en regagnant une demande extérieure pour les principales exportations de l'Ukraine, ils semblaient, cependant, restés persuadés qu'un changement des conditions extérieures ne suffirait pas à provoquer une reprise intérieure. Le climat économique international s'est considérablement refroidi après le krach de 2008 et ne changea pas au cours des quatre années suivantes. Pour

faire face à cette situation, des changements intérieurs significatifs étaient donc nécessaires pour aider à restaurer les marges bénéficiaires des entreprises et les taux de recouvrement des impôts pour un gouvernement accablé par une dette souveraine sans précédent. Par conséquent, les dirigeants de l'État et les grandes entreprises qui les soutenaient ont lancé de nouvelles initiatives dans leurs domaines respectifs afin de corriger le régime d'accumulation de capital privé qu'ils avaient mis en place au cours des années précédentes. Ces initiatives se sont heurtées à une résistance populaire généralisée d'une ampleur inégalée depuis plusieurs années.

Le régime ukrainien d'accumulation du capital privé était basé sur un mécanisme fiable d'extraction de la richesse privée d'une économie encore en cours de privatisation (ou de dénationalisation). Ce régime a rendu possible à la fois la privatisation d'une grande partie du capital d'État créé par les générations précédentes et la poursuite de la réalisation de profits à partir du processus de production existant. Ce régime n'a pu être construit que grâce à la coopération de groupes clés ayant une vision commune d'une société inégalitaire face auquel, pour eux, il n'existait aucune alternative

historique : les fonctionnaires qui ont mis en œuvre et légalisé le transfert de la richesse sociale et codifié les règles générales des relations capital-travail en Ukraine ; les hommes d'affaires qui ont organisé la production, vendu les marchandises et partagé les profits ; les syndicalistes qui ont préservé la paix sociale ; les agences de sécurité de l'État qui ont réprimé la politisation des travailleurs ; et les dirigeants du secteur de la santé qui ont été les principaux acteurs de la privatisation et de la dénationalisation de la société. Ce régime était également intégré à d'autres centres d'accumulation étrangers par le biais de chaînes de flux de main-d'œuvre, de marchandises et de capitaux qui ont fait des capitalistes ukrainiens des membres d'une classe capitaliste transnationale.

Il est utile de comparer la mise en place de ce régime au cours des deux dernières décennies avec la fin des années 20 et les années 30, lorsque les dirigeants et les théoriciens du parti communiste (Evgueni Preobrajenski, Léon Trotski, Nikolaï Boukharine, Joseph Staline et d'autres) cherchaient également à établir un régime d'accumulation de capital par l'État à partir d'une économie en cours de nationalisation : l'objectif du parti était alors de

transférer le capital de l'agriculture paysanne à l'État pour financer l'industrialisation, moderniser la société et construire une élite de classe dirigeante.

On peut se demander pourquoi la jeune classe de capitalistes ukrainiens et leur État n'ont pas jugé qu'il était dans leur intérêt d'investir dans le développement de l'économie nationale, dans sa diversification et sa modernisation technologique, et dans l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. La réponse évidente est que le capitalisme favorise, voire exige, l'existence d'individus qui doivent d'abord accumuler pour eux-mêmes afin de survivre dans la compétition. Dans l'effondrement de l'économie des années 1990, il n'y avait tout simplement pas assez de revenu disponible pour faire plus. Toutefois, les conditions historiques spécifiques de la naissance récente de l'Ukraine en tant qu'État indépendant ont également empêché les capitalistes ukrainiens de s'attacher à leur territoire national et à leur société d'une autre manière. Tout d'abord, lorsque le nouvel État a émergé, il n'y a pas eu de renouvellement démocratique radical de l'appareil d'État.

Celui-ci a été discrètement séparé de l'organisme agonisant dans lequel il existait auparavant.

Les anciens fonctionnaires de la Verkhovna Rada ont accepté de conserver leurs postes de pouvoir. Des élections multipartis à la Verkhovna Rada n'ont été organisées qu'en 1994. Les intérêts corporatistes des anciens et nouveaux fonctionnaires ont pris le pas sur tout nouveau contrat social que la population aurait pu attendre d'un renouvellement radical et démocratique de l'État (on trouve des exemples de renouveau démocratique réussi dans plusieurs pays d'Europe occidentale après 1945, où les classes ouvrières ont conclu un nouveau contrat social avec leurs classes dirigeantes et ont ainsi établi un État-providence qui a ensuite redistribué les richesses d'une manière fondamentalement plus égalitaire au fil des décennies). Ils ont exploité les écarts de salaires et de prix entre les marchés nationaux et étrangers pour réaliser des profits. Ils n'ont pas eu besoin d'investir dans le développement de leur main-d'œuvre tant qu'elle restait en vie. Ils ont exporté leurs profits. Troisièmement, la nouvelle bourgeoisie ukrainienne est née dans les années 1990, à un moment historique où les secteurs financier, manufacturier et commercial étaient déjà dominés par les sociétés transnationales, qui opéraient dans des chaînes mondiales de plus

en plus étroites et rendaient de plus en plus difficile l'émergence de nouveaux centres nationaux indépendants d'accumulation du capital. Au cours des vingt dernières années, les capitalistes ukrainiens se sont donc sentis mal à l'aise en se posant les questions suivantes : allons-nous survivre ? pouvons-nous survivre seuls ? avec qui devrions-nous nous allier pour survivre ? Ils se concentraient sur l'établissement et le maintien de relations de coopération avec les centres de capitaux étrangers qui contrôlaient leurs approvisionnements en énergie et en matières premières ainsi que leurs marchés. L'idée nationale ukrainienne en tant que projet historique, en tant que base d'un accord social inter-classes n'avait que peu ou pas d'attrait pour eux. Par conséquent, il n'existait aucune motivation capitaliste ou patriotique susceptible de les unir dans la construction d'une économie et d'une société nationales. (...)

Nouvelles initiatives venant d'en haut, protestations venant d'en bas

Dès son entrée en fonction, Ianoukovitch a commencé à consolider le pouvoir du président en matière de pouvoirs législatif et judiciaire, que ce soit sur le bureau du procureur ou le gouvernement de la ville de Kyiv. Il a nommé

son propre gouvernement sous la direction de Mykola Azarov, privant le pouvoir législatif de ses droits constitutionnels. Les règles ont été modifiées pour permettre au Parti des régions de constituer plus facilement une majorité au sein de la Verkhovna Rada. En août 2012, la loi a été modifiée : auparavant, la Rada était élue entièrement sur la base de la représentation proportionnelle des partis. Désormais, la moitié des sièges est occupée par des partis élus à la proportionnelle qui avaient obtenu plus de 5 % des voix, et l'autre moitié par des partis élus dans des circonscriptions uninominales. La nouvelle loi a permis au parti présidentiel des régions de financer généreusement ses candidats, qui se sont présentés comme n'étant pas membres d'un parti dans des circonscriptions uninominales. Elle a également permis l'abolition du contrôle démocratique des commissions électorales de district et la soumission de procès-verbaux falsifiés aux commissions électorales territoriales.

L'emprisonnement de Ioulia Timochenko et de Iouriï Loutsenko et leur suspension de la vie politique pendant sept ans visaient à intimider l'ensemble de l'opposition parlementaire et extraparlamentaire, ainsi qu'à régler des comptes et à éliminer

des rivaux potentiels. Les agences de sécurité de l'État ont ciblé les candidats de l'opposition, les analystes indépendants, les recteurs d'université et les journalistes. Une tentative audacieuse a été faite, en vain, pour réduire les médias au silence en faisant de la diffamation un délit pénal. Cette vaste campagne offensive portait les marques d'une volonté d'instaurer une « démocratie souveraine » du type de celle que Poutine avait déjà mise en place dans la Russie voisine.

Les manifestations publiques, qui avaient été pratiquement inexistantes pendant la campagne électorale présidentielle, se sont généralisées au printemps 2010. De plus en plus d'actions ont été menées contre les tentatives des employeurs de réduire leurs coûts et d'accroître l'exploitation de la main-d'œuvre, contre des mesures telles que le non-paiement des salaires, la violation des conventions collectives et la fermeture d'usines. Certaines manifestations ont rassemblé des milliers de participants : la marche du 1er mai à Dnipro, la grève à l'usine Frunze à Sumy, les manifestations à Luhanskteplovoz contre le non-paiement des salaires et la grève à l'italienne du mois d'août dans l'usine géante de Poltava GOK. En réponse à la montée des

protestations sociales, les autorités ont eu de plus en plus recours aux interdictions judiciaires ou à l'obstruction physique des manifestations de rue par la police, aux passages à tabac et aux arrestations de manifestants, aux perquisitions dans les appartements des activistes et aux poursuites pénales à leur rencontre.

Début 2010, le gouvernement a annoncé son intention d'introduire une loi autorisant les établissements d'enseignement supérieur à faire payer aux étudiantes des frais supplémentaires pour divers services éducatifs. Ces projets ont été accueillis par des manifestations d'étudiants dans tout le pays en octobre 2010 et janvier 2011, qui visaient à dénoncer la commercialisation de l'éducation et l'encouragement flagrant des pratiques de corruption déjà répandues dans le système éducatif. Les manifestations ont contraint la Verkhovna Rada à s'abstenir d'adopter la loi (Action directe, 2011).

En novembre 2010, un nouveau Code du travail, rédigé en 2008 sous le gouvernement Timochenko, a été soumis à la Verkhovna Rada pour une deuxième lecture. Il était censé remplacer le Code du travail de 1971. Bien que de nombreuses dispositions de l'ancien Code du travail étaient de plus en plus ignorées

et non appliquées dans la pratique, en particulier dans le secteur privé, il donnait néanmoins fourni aux travailleurs un cadre juridique pour la protection de leurs négociations collectives et de leurs droits du travail. Il servait de garde-fou contre l'arbitraire pur et simple des employeurs, comme le licenciement sans préavis.

Sous l'ancien Code du travail, le principal problème des travailleurs n'était pas la lettre de la loi, mais l'incapacité à l'appliquer. La mise en œuvre du code dépendait de la volonté des syndicats de défendre leurs membres par des actions directes contre les employeurs ou devant les tribunaux.

Cependant, la Fédération officielle des syndicats d'Ukraine s'était révélée être un défenseur inefficace des intérêts de ses membres. Vasyl Khara, chef de la Fédération des syndicats et député du Parti des régions, était l'un des principaux auteurs du nouveau Code du travail, qui a été soumis à la Rada pour une deuxième lecture en novembre 2010 (Dudin 2010).

Le nouveau code prévoyait une protection plus faible des femmes salariées contre le licenciement, l'augmentation arbitraire des heures de travail et les réductions de salaire. Il ne contenait aucune garantie pour assurer le

fonctionnement des syndicats dans les entreprises et ne reconnaissait pas leur droit à représenter leurs membres dans les conflits avec la direction, contrairement à l'ancien Code du travail. La nouvelle législation du travail cherchait donc à légaliser des pratiques patronales qui étaient en fait déjà en place pour accroître l'exploitation du travail, la précarisation et la compétitivité internationale des entreprises ukrainiennes. Il s'agissait essentiellement d'un code adapté aux nouvelles réalités du marché et, après la crise de 2008, il est devenu encore plus important pour les employeurs de le faire adopter.

Les syndicats indépendants ont organisé une manifestation contre le nouveau Code du travail devant la Verkhovna Rada le 15 novembre 2010. La manifestation n'a toutefois pas suffi à empêcher l'adoption de la loi. Cependant, deux jours plus tard, le projet de loi a été reporté. La raison en était une vague de grandes manifestations le 16 novembre, qui ont eu lieu dans les grandes villes, avec plus de 10 000 personnes rassemblées devant le corps législatif dans la capitale. Ces mobilisations étaient dirigées contre le nouveau code fiscal qui devait être adopté par la Rada (Ukrainska Pravda 2010). Le gouvernement a décidé

d'éviter la coïncidence de manifestations actives de rue à deux occasions différentes et n'a pas adopté le nouveau Code du travail. Au début de l'année 2013, il n'avait toujours pas été adopté.

Un nouveau code fiscal avait été promis depuis que le président Ianoukovytch avait nommé Mykola Azarov au poste de premier ministre. Azarov avait la réputation d'être un collecteur d'impôts zélé lorsqu'il dirigeait l'administration fiscale de l'État dans le gouvernement du premier ministre Ianoukovitch en 2007. Mais il était beaucoup plus difficile de collecter des impôts à un niveau nécessaire en 2010 qu'en 2007, simplement en raison de l'ampleur de la dette publique à rembourser. De plus, le gouvernement n'était toujours pas prêt à obliger les plus grandes entreprises à payer des impôts en Ukraine. Celles-ci pouvaient encore dissimuler leurs bénéfices à Chypre en vertu d'un accord international que le gouvernement soviétique avait signé dans les années 1980, mais qui était toujours en vigueur en Ukraine. Ce vide juridique privait le trésor public d'au moins 20 milliards de dollars de recettes, soit 10 % du PIB annuel (Ukrainska Pravda 2010).

En conséquence, le gouvernement Azarov a été contraint

d'introduire des taxes plus élevées sur les petites et moyennes entreprises qui ne travaillaient que pour le marché intérieur et payaient leurs impôts en Ukraine. Ces plans ont suscité une indignation compréhensible. Les manifestations du 22 novembre 2010 ont rassemblé environ 50 000 participants dans tout le pays. Elles ont exigé que le gouvernement annule l'accord avec Chypre et oblige les grandes entreprises à payer des impôts à un niveau équitable. Dans le même temps, les débats dans la presse et les discours prononcés lors des rassemblements ont mis en évidence une division importante parmi les manifestants : d'une part, les petites et moyennes entreprises et les travailleurs hautement qualifiés étaient hostiles à un gouvernement qui protégeait les intérêts des grandes entreprises ; d'autre part, les travailleurs ordinaires s'opposaient aux pratiques d'évasion fiscale des petites et moyennes entreprises, qui privaient le fonds des pensions de l'État et d'autres parties du système d'assurance sociale des fonds dont ils avaient besoin (BYUT Inform 2010). Malgré ces protestations, le nouveau code fiscal a été adopté en décembre 2010.

En novembre 2012, le président Ianoukovitch a signé une convention de double imposition avec

Chypre pour remplacer l'ancien accord soviétique. Ce faisant, il a préservé un canal pratique permettant aux plus grandes entreprises ukrainiennes d'exporter des bénéfices de manière permanente ou de les ramener en Ukraine sous forme d'investissements et de prêts étrangers, qui sont taxés à des taux beaucoup plus bas. Les capitaux quittaient également l'Ukraine pour les zones offshore par d'autres moyens utilisés par les entreprises ukrainiennes et étrangères : les prix de transfert [un même groupe facture des biens cédés ou des services entre ses filiales], le crédit-bail et les transactions sur Internet. La législation ukrainienne est très inefficace et incomplète en termes d'imposition des entreprises étrangères opérant en Ukraine : seuls certains éléments des prix de transfert étaient réglementés (Tyshchuk et Ivanov 2011). En fin de compte, il s'agit là d'éléments d'un régime d'accumulation de capital qui sert la classe multinationale locale.

Enfin, le président Ianoukovitch se préparait à privatiser les terres agricoles. Si elle aboutissait, cette mesure augmenterait considérablement la pénétration des relations de marché dans l'économie et renforcerait la classe dirigeante. De tous les biens que le gouvernement actuel a réservés à la

privatisation, les terres agricoles sont les plus importantes. Les terres arables et les forêts restantes de l'Ukraine sont depuis longtemps soumises à un processus historique d'aliénation des communautés rurales. L'étape actuelle de ce processus est assez délicate : l'État doit élaborer un scénario qui ôtera environ 30 millions d'hectares de terres arables des mains de 5 à 6 millions d'anciens agriculteurs collectifs et permettra à ces terres d'être regroupées en immenses latifundia appartenant à une classe restreinte de propriétaires terriens. Il s'agit d'entreprises de production intégrées qui monopoliseront les marchés intérieurs de gros et de détail et exporteront vers les marchés mondiaux. Une grande partie des terres sera sans aucun doute mise à la disposition des investisseurs étrangers par le biais de baux à long terme ou même de propriété pure et simple.

D'ici quelques années, il n'y aura plus de place pour les exploitations agricoles non spécialisées et les petits agriculteurs, sauf en tant que sites de tourisme ethnographique et écologique au milieu d'une campagne industrialisée et marchandisée. À moins qu'une opposition politique sérieuse ne s'oppose à cette grande privatisation, elle se poursuivra dès que le cadastre foncier sera prêt.

Résultats et perspectives

Les stratégies axées sur l'exportation et la substitution des importations, qui ont été utilisées dans diverses combinaisons pendant vingt ans et qui sont toujours mises en avant par les dirigeants actuels de l'État⁶, ont échoué lamentablement dans la construction d'une économie prospère. Au contraire, depuis 2009, l'économie ukrainienne enregistre chaque année un déficit croissant de son commerce extérieur, qui a dépassé les 6,5 milliards de dollars en 2012. Associé à une baisse des investissements directs étrangers nets, le déficit du commerce extérieur s'est traduit par un déficit des comptes courants de 8 milliards de dollars, le plus important en sept ans de balance déficitaire. Cet état des finances publiques signifie simplement que le gouvernement ne dispose pas de ressources propres pour promouvoir un quelconque développement. Ce qu'il emprunte aux investisseurs nationaux et étrangers par le biais d'obligations d'État sert à rembourser la dette nationale,

6. Ihor Prasolov, ministre du Développement économique et du Commerce de l'Ukraine : « Le Programme d'État pour l'activation du développement économique pour 2013-2014 n'est pas une déclaration politique, mais un document de programme à orientation pratique » (Government Courier 2013).

à subventionner l'appétit des oligarques pour l'énergie russe et à soutenir des programmes de sécurité sociale déficitaires.

D'autre part, le régime d'accumulation du capital mis en place pour quelques privilégiés s'est avéré très efficace. L'État continue de soutenir le développement de la classe capitaliste locale – par la privatisation, l'aide publique aux entreprises affectée de divers systèmes de corruption, par le maintien de bas salaires, de conditions de travail dangereuses et de syndicats « officiels » édentés, ainsi que par des canaux commodes d'exportation de la richesse pour les plus grandes sociétés et en faisant peser une charge fiscale sur les petites entreprises et les professions libérales. Un cercle étroit de l'élite est devenu fabuleusement riche, véritablement « européenisé », tandis que la majorité de la population est restée sous le seuil de pauvreté. Aujourd'hui, le revenu réel moyen de la population dépasse à peine le niveau de l'année de crise 1991, tandis que l'inégalité des revenus des individus et des ménages est très élevée, sans précédent depuis l'époque du tsar. Il s'agit là d'éléments importants du régime d'accumulation de richesses des oligarques, qui les lie étroitement à « leur » État-nation. Pendant des années, ce

régime a soustrait tant de financements dans les cycles internes de reproduction économique et sociale qu'il a privé la société ukrainienne de toute chance de développement global et de prospérité généralisée. En tout état de cause, l'industrie manufacturière est aujourd'hui plus faible, tandis que l'industrie extractive et la production de produits semi-finis sont plus fortes qu'en 1991. Les marchés intérieurs des biens de consommation et d'équipement – sur lesquels l'économie nationale est traditionnellement très forte – sont aujourd'hui largement occupés par des producteurs étrangers.

Les inégalités économiques entre les régions restent importantes, entraînant des inégalités sociales entre les travailleuses, ce qui constitue une source importante de tensions ethniques et d'extrémisme de droite.

Toutefois, ce processus de développement capitaliste n'est pas achevé et n'a plus d'envergure nationale. Les pauvres continuent de dépendre, à des degrés divers, de l'agriculture de subsistance, de l'échange simple et non monétaire de travail et de ressources. C'est particulièrement vrai pour la production alimentaire à partir de parcelles privées. Selon des études récentes, plus de la moitié des ménages ukrainiens, dont 36 %

des ménages urbains, dépendent d'une manière ou d'une autre de la nourriture produite sur ces parcelles (State Statistics Service of Ukraine 2010). En raison de l'expérience difficile de la transition vers le marché au cours des vingt dernières années, les Ukrainiens ne sont pas prêts à faire suffisamment confiance au marché pour abandonner une partie de leur travail et de leurs ressources au profit de l'agriculture de subsistance.

Bien que la classe dirigeante ukrainienne ait réussi à marquer son emprise sur son territoire national, elle n'a pas été en mesure de tenir les capitaux étrangers à l'écart. Son mode d'accumulation dépend de sa participation à certaines chaînes transnationales d'investissement, de production et de distribution, qui nécessitent une entente avec les capitaux étrangers. La crise mondiale de 2008 a contraint les centres concurrents du capital étranger à modifier leurs positions dans l'économie ukrainienne. Le centre euro-atlantique, qui avait acheté les réseaux nationaux de plusieurs banques ukrainiennes en prévision des superprofits des services financiers pendant le boom économique, a été contraint de les mettre en vente après l'effondrement. Les oligarques ukrainiens, qui avaient précédemment vendu

leurs banques à des prix plusieurs fois supérieurs à leur valeur en capital, les ont rachetées avec de fortes décotes. Les banques russes, quant à elles, ont été mieux protégées de la crise grâce à d'importants prêts accordés par leur propre gouvernement, ce qui leur a permis de renforcer leur position dans le système bancaire ukrainien. En fin de compte, ce sont les banques privées ukrainiennes qui en ont le plus profité, leur part d'actifs dans le système bancaire étant passée de 40 % à 51 % entre 2008 et 2012. Les banques publiques ukrainiennes Oschadbank et Ukreximbank ont également augmenté leur part de 11 % à 15 % au cours de cette période (Hrebenyuk 2012). Il est difficile de dire s'il s'agit d'une reprise temporaire ou d'un renforcement à plus long terme du capital des banques ukrainiennes. D'une part, les banques d'Europe occidentale sont confrontées à d'importants problèmes non résolus dans la zone euro, qui leur lieront les mains pendant plusieurs années. D'autre part, les banques russes achètent des actifs en Ukraine depuis 2008, renforçant ainsi leur position et celle de l'État qui les soutient dans la lutte pour faire passer le système ukrainien de transport de gaz sous propriété privée et/ou étrangère.

La stratégie du président Poutine consiste à utiliser la dette publique de l'Ukraine pour le gaz russe afin de « fusionner » Gazprom et Naftogaz et d'empêcher les multinationales occidentales concurrentes d'accéder aux installations énergétiques et aux réseaux de distribution de l'Ukraine.

En conséquence, la structure de propriété de l'économie ukrainienne se compose désormais de trois couches. Au sommet se trouve la couche financière, divisée entre les banques européennes, russes et ukrainiennes. Les capitaux étrangers sont très répandus dans le système bancaire, même s'ils n'ont pas atteint une profondeur aussi importante qu'en Pologne ou en Lettonie, par exemple. Le niveau intermédiaire est occupé par les propriétaires ukrainiens des industries extractives et de transformation industrielle, tandis que les investisseurs russes font des percées importantes dans le segment le plus technologique des chaînes de transformation, avec l'avantage de contrôler ou d'avoir des liens étroits avec les fournisseurs d'énergie et de matières premières russes consommées par l'industrie de transformation ukrainienne et le secteur des services d'utilité publique. Le niveau inférieur, l'agriculture et l'industrie alimentaire, semble être

sous le ferme contrôle des propriétaires privés ukrainiens et de l'État. Les usines de transformation de produits agricoles ont été privatisées assez tôt, à la fin des années 1990. Lorsqu'il était dans l'opposition, le Parti des régions, avec l'aide du Parti communiste, a écarté de l'agenda politique la question de l'introduction d'un marché foncier. Aujourd'hui, cette question est de nouveau à l'ordre du jour, mais le rythme et les conséquences de l'introduction d'un marché foncier restent flous. Dans la conscience historique du peuple ukrainien, la terre est plus qu'une ressource économique. Les intentions du président pourraient bien se heurter à un tollé beaucoup plus fort que lors des précédentes étapes de la privatisation des biens de l'État.

Il est tentant de se reporter au début du 20^e siècle, à l'époque de la première grande phase de développement industriel, une époque où l'on peut trouver des parallèles frappants avec le présent. À l'époque, dans son pamphlet de 1908 intitulé « Sur l'autonomie de l'Ukraine », Nikolaï Porsch se référait aux paroles de Karl Kautsky :

Pour le peuple ukrainien, le capitalisme ne se développe que dans une seule dimension – la prolétarianisation de ce peuple, tandis

que l'autre dynamique – l'épanouissement des forces productives, l'accumulation de surplus et de richesses – se développe dans d'autres pays. Pour cette raison, le capitalisme ne montre aux Ukrainiens que sa dimension négative et révolutionnaire... il ne conduit pas à une augmentation de leur bien-être.

Baltimore Sun, 29 avril 2001.

Bojcun, M., 2001. « La Russie, l'Ukraine et l'intégration européenne ». Document de travail de l'Institut universitaire européen HEC No. 2001/4, EUI, San Domenico.

BYUT Inform, 174, 30 novembre 2010.

Europe centrale, juillet-août 1992.

Centre pour la paix, la conversion et la politique étrangère de l'Ukraine, 2001. Occasional Report n° 7, 2001.

Chas, 18 octobre 1996.

Dubrovskii, O. et Pirani, S., 1997. *Riposte en Ukraine : un ouvrier qui s'est attaqué aux bureaucrates et aux patrons*. Londres: Index Books.

Bureau international du travail, 1995. *Le défi ukrainien : réformer le marché du travail et la politique sociale*. Budapest: Presse universitaire d'Europe centrale.

Kyiv Post, 30 mai 2000.

Moscou Interfax, 12 février 2001.

Mykhnenko, V., 2009. Le vote de classe et la révolution orange : une perspective d'économie politique culturelle sur la géographie électorale de l'Ukraine ». Dans

Journal des études communistes et de la politique de transition, vol. 25, n°. 2-3, juin-septembre 2009.

Mykhnenko, V., et Swain, A., 2010. « L'économie spatiale divergente de l'Ukraine : la révolution orange, les modèles de développement post-soviétiques et les trajectoires régionales ». Dans *Études urbaines et régionales européennes*, 17, 141.

Paskhaver A. et Verkhovodova L., 2007. « Privatisation avant et après la révolution orange » Dans *Problèmes de transition économique*, vol. 50, non. 3, p. 5-40.

Tendances économiques ukrainiennes, janvier 1997, tableau 1.4.

Tendances économiques ukrainiennes, juin 1997, pp. 8-14.

Ukrayina moloda, 21 février 2001.

Galchynskyi A. et al., 2004. « Stratégie de développement économique et social de l'Ukraine (2004-2015) » *Par l'intégration européenne*. Kyiv, 2004.

Grebenyuk, E., 2012. « Fuite d'Ukraine. Les banques européennes cèdent aux oligarques », *Український тижден*.

Service national des statistiques d'Ukraine, 2010. Caractéristiques

sociodémographiques des ménages en Ukraine en 2010.

Dudin, V., 2010. « Nouveau code du travail : quels droits les Ukrainiens devront-ils renoncer ».

Zhalilo, Ya., 2009. « Théorie et pratique de la formation d'une stratégie économique efficace de l'État », Kyiv, Institut national d'études stratégiques.

Action directe. « Les étudiants ont empêché l'adoption du projet de loi « Sur l'enseignement supérieur ».

Ryaboshlyk, V., 1997. « La pression fiscale réelle est occultée par les statistiques du PIB » dans *Economist*, n° 1, 1997, p. 28-32.

Serov, P., 2012. « Décret foncier : que donnera et à qui la réforme agraire. »

Tyshchuk, T. et Ivanov, O., 2011. « Moyens de contrer la sortie cachée de capitaux de l'Ukraine. »

Українська правда, 26 décembre 2003.

Українська правда, 2010. « Les entrepreneurs présentent de nouvelles demandes aux autorités ».

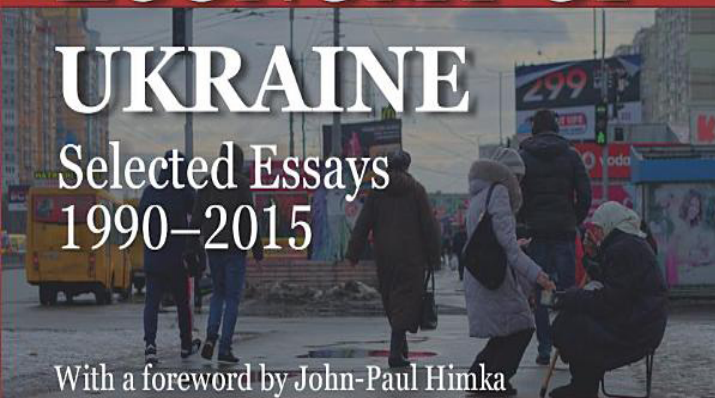
Courrier du gouvernement, 8 février 2013.

Copyrighted Material

Marko Bojcun



TOWARDS A POLITICAL ECONOMY OF UKRAINE



Selected Essays
1990–2015

With a foreword by John-Paul Himka

Ukrainian Voices, vol. 3

Copyrighted Material

ibidem

Le mouvement ouvrier va inévitablement renaître en Ukraine¹

Comment décririez-vous la crise économique actuelle ? S'agit-il d'une crise structurelle du capitalisme, comme certains chercheurs l'ont soutenu, ou s'agit-il simplement d'un ralentissement cyclique normal causé par les défaillances du système bancaire ? Est-il correct d'appeler cela une récession - ou s'agit-il toujours d'une dépression ?

Marko Bojcun : La crise mondiale actuelle a été alimentée par les grandes banques occidentales et les institutions financières d'investissement à la recherche agressive de rendements plus élevés. Ils ont créé puis éclaté des bulles d'actifs les unes après les autres, profitant des hauts et des bas des prix des actifs. Cette dernière vague est survenue après la bulle Internet de 2000. Les capitaux privés ont afflué dans le monde entier, dans le secteur du logement aux marchés des matières premières (pétrole, métaux, blé), des

devises à la dette souveraine. Là où l'investissement était en grande difficulté, de grandes institutions financières privées, chargées de créances douteuses, se sont tournées vers l'État pour se recapitaliser. Mais désormais, en Europe de l'Ouest, le chien se mord la queue : après avoir contraint plusieurs États à renflouer les banques, ces meutes de capitaux privés rôdent désormais autour de la dette souveraine, qu'ils ont eux-mêmes générée,

Il s'agit en effet d'un processus cyclique, peut-être mieux décrit comme une spirale, mais il est déclenché par certaines caractéristiques structurelles de l'économie mondiale. Je crois que la situation actuelle est aussi le résultat de la prédominance du capital financier sur les actifs productifs, la production de biens et de services pour la société. Le capital d'investissement recherche des rendements élevés pour son propre bénéfice, pour le bénéfice de ses propriétaires. Production matérielle, satisfaction des besoins sociaux, ces considérations passent au second plan. À notre époque, seul l'État est potentiellement en mesure de sélectionner et de redistribuer

1. Publié par *Commons*, 4 août 2011.

une partie des valeurs créées par les entreprises privées dans une économie de marché afin de répondre plus équitablement aux besoins publics. Mais selon la doctrine néolibérale actuelle, s'il est possible de profiter de la destruction de valeurs réelles, et que les instruments financiers actuels ont été conçus pour cela, alors pour l'investisseur de capital cela n'est pas moins précieux que la création de valeur réelle. Je crois que c'est une caractéristique structurelle du capitalisme débridé.

Deuxièmement, une caractéristique structurelle importante de l'économie mondiale est la bifurcation entre, d'une part, l'Extrême-Orient, qui produit pour le monde entier, limite la consommation intérieure et exporte à la fois ses biens et son épargne ; et, d'autre part, le cœur atlantique, qui finance sa surconsommation avec de la dette garantie par l'Extrême-Orient, et ne peut pas restaurer sa productivité. Bien sûr, il existe d'autres acteurs majeurs de l'économie mondiale, comme l'Allemagne et le Brésil. Mais maintenant, tous les pays sont soumis à ce nouvel antagonisme bipolaire entre la Chine et les États-Unis, qui se traduit désormais par une nouvelle série de conflits sur les taux de change.

Bien sûr, il existe d'autres caractéristiques de l'économie mondiale qui peuvent également être qualifiées de structurelles. Même s'ils présentent certaines caractéristiques cycliques, elles sont ancrées et stables et mènent dans une direction. L'une de ces caractéristiques est la destruction de l'environnement par notre production et consommation effrénée des ressources finies de la planète, elle fixe aujourd'hui une limite objective au-delà de laquelle la survie de l'humanité est impossible. Une autre caractéristique structurelle est l'extrême inégalité des conditions de vie : sur les sept milliards d'habitants de la planète cette année, un milliard sera en état de malnutrition extrême, et un milliard sera en surpoids grave ou obèse. De telles caractéristiques de l'économie mondiale la rendent instable, préparant ainsi sa crise. Et ainsi ils provoquent la résistance des mouvements populaires,

Des journalistes et des experts ukrainiens discutent de la possibilité d'une « deuxième vague » de la crise mondiale. Est-ce même le bon terme ? Combien de vagues de la crise actuelle se sont déjà écoulées et à quoi pouvons-nous nous attendre ensuite ?

Je ne crois pas que la vague actuelle de la crise soit complètement passée. Au contraire, elle se transforme. En Europe, par exemple, elle prend désormais la forme de grandes institutions d'investissement qui parcourent la dette souveraine pour le butin, testant la capacité et la détermination des gouvernements de la zone euro à résister aux attaques qui ont déjà été lancées en Grèce, en Irlande, au Portugal et qui pourraient bien commencer très bientôt en Espagne, en Belgique et en Italie. Deuxièmement, les élites du business et gouvernementales américaines ne font rien face à leurs crises intérieures liées au chômage, à l'endettement des ménages et à la récession. Elles n'accepteront pas non plus de soumettre leurs grandes institutions et fonds d'investissement à une réglementation internationale. Au lieu de cela, elles blâment le yuan chinois pour tous leurs problèmes, croyant à tort que leur économie peut se redresser si la Chine devient moins compétitive.

Au lieu de cela, à mon avis, les États devraient prendre des mesures sérieuses au niveau multilatéral concernant la régulation et la stabilisation du système mondial d'investissement, de crédit et de taux de change des monnaies nationales. Le commerce

mondial a besoin de nouvelles règles qui arrêtent l'exode massif et continu de richesses en provenance d'Afrique, d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et d'autres soi-disant « nouveaux marchés ». Nous devons arrêter de manière décisive le commerce des armes, poursuivre les grandes entreprises, les chefs d'État et les dirigeants locaux pris dans la corruption interétatique. Les institutions multilatérales (OMC, FMI, Banque mondiale, ONU, G8, G20) devraient assumer elles-mêmes ces tâches. Mais ils ne le feront pas tant que l'équilibre des pouvoirs au sein des institutions chargées de prendre les décisions n'aura pas changé.

Pensez-vous que le keynésisme peut aider à surmonter la crise actuelle ? Sinon, existe-t-il des recettes appropriées ?

Après 1945, l'Europe capitaliste a appris deux postulats de Keynes : que l'État pouvait, dans une certaine mesure, stabiliser l'économie de marché par une intervention opportune, et qu'il devait réquisitionner par l'impôt une certaine partie de la richesse concentrée entre les mains des particuliers et la redistribuer afin de réduire les inégalités sociales. Ainsi, pendant assez longtemps, une paix sociale s'est installée, ce qui a rendu possible les années de

boom économique. Mais l'État-providence n'a été construit que parce que les classes ouvrières se sont battues pour être politiquement représentées dans l'État, puis ont sacrifié leur vie dans la guerre contre le fascisme. Le keynésianisme s'est réalisé dans cet ensemble unique de circonstances historiques.

À quoi ressemblera le monde après la crise ? Est-il possible d'affirmer la fin de l'expansion économique sans fin, s'approche-t-on de l'économie de « croissance zéro » ?

Je pense que nous sommes à l'aube d'un grand changement. Certains nous sont imposés par des circonstances objectives : par exemple, l'approche du pic de production de pétrole et la production d'engrais phosphatés, qui nous oblige à construire de toute urgence un nouveau modèle d'agriculture et de relations avec l'environnement. La majeure partie de la population mondiale vit aujourd'hui dans les villes, et les villes fournissent deux ressources agricoles majeures qui sont presque complètement gaspillées et ne font qu'aggraver la destruction de l'environnement : les excréments humains et la chaleur. Par conséquent, notre agriculture dans l'ère à venir de pénurie de pétrole et de phosphates devra

utiliser ces ressources, modifier la structure géographique et sociale de la production, transformer presque tout jusqu'au nième niveau. Nous devons (nous voulons nous-mêmes) vivre moins entassés,

La théorie traditionnelle de l'économie de marché, qui propose une image irréaliste de l'humanité composée d'individus isolés, intéressés uniquement par son propre intérêt, et avant tout par leur satisfaction, indépendamment de l'environnement social qui domine la nature – ne peut guère nous aider si nous nous efforçons de prendre soin les uns des autres, si nous voulons que tous vivent et prospèrent.

Quelles sont les perspectives pour les pays semi-périphériques exportateurs comme l'Ukraine ? Notre pays est assez dépendant de la demande des marchés étrangers pour les matières premières ; est-il possible de se débarrasser de cette dépendance ?

Aujourd'hui, l'économie ukrainienne est entraînée dans une nouvelle phase de hausse des prix des matières premières telles que le blé et les métaux, qu'elle vendra à des voisins et à des marchés plus éloignés, générant des bénéfices importants pour les grandes entreprises, dont les propriétaires

déposeront ensuite ces bénéfices dans comptes chypriotes. Ensuite, les prix de ces actifs liés aux matières premières s'effondreront et l'argent spéculatif sortira à nouveau d'Ukraine. Mais la terre ukrainienne sera excavée de carrières et empoisonnée par des sels minéraux, et la vie des travailleurs ukrainiens de l'industrie et de l'agriculture ne s'améliorera pas ou ne s'améliorera que légèrement. Au contraire: leur faible niveau de vie, leur consommation limitée est la condition de gros profits pour les exportateurs ukrainiens de blé et de métal.

Il n'y a pas de perspectives pour la société et l'économie ukrainiennes si les superprofits des exportations ne sont pas investis dans la diversification de l'économie nationale, dans l'augmentation des salaires et, par conséquent, dans l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs ukrainiens, dans la restauration des infrastructures sociales – principalement les transports, logement, santé et éducation .

Pensez-vous que nous assistons à la fin des « économies ouvertes » comme l'Allemagne, la Chine et l'Ukraine qui dépendent du commerce extérieur plutôt que de la demande intérieure ?

En principe, les producteurs de chaque société luttent pour conserver leur juste part de ce qu'ils produisent. Il semble inévitable qu'en Chine, ainsi qu'en Ukraine, un mouvement ouvrier ressuscite, qui se battra pour des salaires plus élevés, des droits politiques et une protection sociale. En fait, cela se produit déjà aujourd'hui en Chine et en Ukraine. Après tout, le commerce extérieur occupe une certaine place dans toute économie nationale. Tout le monde ne peut pas cultiver des bananes ou le même blé. Mais les profits du commerce extérieur doivent vraiment servir l'intérêt national et non celui de classe.

Au cours des deux dernières décennies, l'Ukraine a été un exportateur net de migrants (bien que nous manquions nous-mêmes de main-d'œuvre, surtout compte tenu du vieillissement de la population). À quoi va conduire ce déséquilibre démographique ? L'UE finira-t-elle par ouvrir ses frontières ? L'Ukraine sera-t-elle contrainte d'accepter de larges vagues d'immigrants pour compenser le dépeuplement ?

Tout dépendra de la capacité des Ukrainiens à reconstruire leur économie et leurs infrastructures sociales afin que le pays puisse prendre soin de tous ses citoyens. Après que l'Irlande soit devenue

le « tigre celtique », un retour à grande échelle d'émigrants irlandais a commencé. Pour la première fois dans l'histoire irlandaise moderne, l'émigration de ce pays a été remplacée par l'immigration. Si l'Irlande se remet rapidement de la crise actuelle, elle pourrait bien garder ces personnes. Sinon, ils partiront travailler dans d'autres pays, comme ils portaient avant.

Jusqu'à ce que l'économie ukrainienne se redresse, un accord formel entre le gouvernement ukrainien et l'UE (ainsi que d'autres pays) devrait être conclu qui légalisera le retour périodique des émigrants ukrainiens dans leur patrie. Les gens ont besoin de voir leurs familles, de venir, pour ainsi dire, aux baptêmes, aux funérailles et aux mariages ; s'assurer que le mari ou la femme qui est resté à la maison dépense à bon escient l'argent envoyé mensuellement par le conjoint ou la conjointe. Les enfants doivent voir leurs parents. Tous les migrants ont des droits – les gens ordinaires des régions les plus pauvres du pays savent pourquoi ils ont été forcés de partir, et le gouvernement ukrainien doit garantir leurs droits à l'étranger et chez eux, ainsi que sur leur chemin entre deux destinations.

Quant aux migrants qui viennent en Ukraine, ils doivent être traités de la même manière

que nous voulons que nos compatriotes soient traités à l'étranger. Pas moins que ça. Et nous devons résolument nous opposer à divers mouvements chauvins comme Svoboda, qui criminalisent les migrants et sèment la haine. De tels mouvements ne profitent qu'à un État fort et à ses sponsors commerciaux.

Voyez-vous un moyen de sortir du cercle vicieux de la croissance des déficits budgétaires et de la dette publique (surtout dans le cas de l'Ukraine) ? D'où vient ce problème ? et l'austérité est-elle une solution adéquate ?

Les gouvernements de Ioulia Timochenko et de Mykola Azarov ont beaucoup emprunté au FMI et à d'autres prêteurs pour renflouer les propriétaires de banques nationales et étrangères. De cette manière, ils ont transformé une énorme dette du secteur privé en une dette publique, dont le fardeau est désormais transféré sur les épaules des citoyens par le biais de mesures d'austérité gouvernementales. Les tentatives d'adoption d'un nouveau code fiscal répressif et d'un code du travail plus strict, l'augmentation des tarifs des services publics, la privatisation des services publics et de l'éducation font tous partie de la stratégie du gouvernement.

Comment se débarrasser de cette dette publique ?

L'étape la plus importante est de s'assurer que toute la richesse créée dans ce pays est imposée ici : augmenter les impôts sur les bénéfices des grandes entreprises et des banques. Après tout, les contribuables ont subi le poids de leurs échecs, puis ont voulu reprendre leur part des bénéfices liés à la restauration des niveaux de profit de ces institutions. Une autre mesure nécessaire consiste à alléger la charge fiscale des petites entreprises afin de stimuler la croissance économique et d'augmenter ainsi la production imposable de biens et de services.

Est-il possible d'estimer l'ampleur de la fuite permanente des capitaux depuis l'Ukraine ? Ce processus s'est-il accéléré depuis 2008 ?

Depuis le début des années 1990, divers économistes écrivent que chaque année, des capitaux privés sont sortis du pays à hauteur d'au moins un budget de l'État. Ces dernières années, lorsque les investissements directs étrangers ont commencé à arriver dans le pays en volumes croissants, les entreprises nationales et étrangères se sont engagées dans la fuite des capitaux. Après août 2008 (qui est entré dans l'histoire avec l'invasion russe de la

Géorgie, l'effondrement des prix mondiaux des matières premières, les événements de Wall Street), il y a eu une sortie d'argent particulièrement importante de la Russie et de l'Ukraine.

D'autre part, les experts notent que les montants que les migrants envoient à leurs familles en Ukraine d'année en année dépassent le volume des investissements directs étrangers. Nous pouvons donc dire que ce que les grandes entreprises retirent de l'Ukraine est compensé par les migrants ukrainiens à l'étranger avec leur travail.

De nombreux pays du Tiers-Monde (Chine, Brésil, Thaïlande, etc.) tentent désormais désespérément de se protéger de l'afflux de dollars américains fraîchement imprimés, craignant que « l'argent chaud » (qui ne peut être investi de manière rentable dans les pays riches) ne crée des bulles spéculatives et répète la crise asiatique de 1997-1998. Mais le gouvernement ukrainien, semble-t-il, ne s'en inquiète pas – bien que ce scénario se soit déroulé une fois en Ukraine, en 2005-2008. Peut-il se répéter ? Les investissements spéculatifs menacent-ils l'Ukraine aujourd'hui ? Comment le gouvernement devrait-il réagir, étant donné qu'il n'y a pas d'argent pour le budget ?

Certains États imposent des restrictions sur les entrées de capitaux et imposent des taxes sur les bénéfices des investissements étrangers. Cela est particulièrement vrai des investissements étrangers en monnaies nationales. Ils essaient de freiner l'afflux d'argent spéculatif, pour ne pas leur permettre de gonfler davantage la valeur des monnaies nationales, ce qui aggrave les positions du commerce extérieur du pays et déstabilise l'économie. Par conséquent, le gouvernement ukrainien devrait également surveiller de près les flux de capitaux transfrontaliers, leur direction, leur impact sur le taux de change de la hryvnia, le montant des achats importants de dette souveraine liant les mains de l'État et imposant des restrictions à sa politique étrangère.